

REPUBLIQUE GABONAISE



**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DES PARTICIPATIONS**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

**SITUATION 1985
PERSPECTIVES 1986**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

SITUATION 1985

PERSPECTIVES 1986



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1° Diagnostic fin 1985	7
2° Perspectives 1986	8
PREMIERE PARTIE : ACTIVITÉ	9
1. LES QUATRE GRANDS PRODUITS	11
1.1 Le pétrole	11
1.1.1. La conjoncture internationale	11
1.1.2. La production	11
1.1.3. Le prix du pétrole	13
1.1.4. Le chiffre d'affaires	16
1.1.5. Les investissements	16
1.1.6. Le forage et la recherche pétrolière	16
1.1.7. Le raffinage	18
1.2. Les mines	20
1.2.1. L'uranium	20
1.2.2. Le manganèse	22
1.2.3. L'or	23
Le point sur l'inventaire minier	25
1.3. Bois et Forêt	26
1.3.1. L'exploitation forestière	26
1.3.2. La commercialisation	27
1.3.3. Les activités de reboisement	27
1.3.4. Industrie du bois	28
2. AUTRES ACTIVITES	29
2.1. Agriculture, Elevage, Pêche	29
2.1.1. Agriculture	29
A. les cultures vivrières	29
B. les cultures industrielles	30
C. les projets SONADEC I	32
2.1.2. Elevage	33
2.1.3. Pêche	35
2.2. Industries	37
2.2.1. Industries alimentaires, boissons et cigarettes	37
2.2.2. Industrie de transformation des métaux	44
2.2.3. Industrie chimique	45
2.2.4. Extraction et fabrication des matériaux de construction	47
2.2.5. Industrie textile	48
2.3. Bâtiments et travaux publics	51
2.3.1. La structure du secteur	51
2.3.2. Evolution de l'activité	51
2.3.3. Evolution des Investissements	52
2.3.4. Problèmes à résoudre et perspectives	52
2.4. Activités tertiaires	53
2.4.1. Commerce	53
2.4.2. Les activités de transport	56
2.4.3. Electricité - Eau	67
2.4.4. Hôtellerie, Restauration, Tourisme	69
2.4.5. Imprimerie - Edition et Distribution de Journaux	70
2.4.6. Les institutions financières	72
2.4.7. Autres services	75

DEUXIEME PARTIE : GRANDEURS MACROECONOMIQUES	79
1. PRODUIT INTERIEUR BRUT	83
1.1. Les ressources du PIB	83
1.1.1. Les origines du PIB par secteurs	83
1.1.2. Les origines du PIB par branches	83
1.2. Les emplois du PIB	86
1.2.1. La consommation finale	86
1.2.2. Les investissements	86
2. BUDGET DE L'ETAT	88
2.1. La Loi des finances	88
2.2. Exécution de la Loi des finances	89
2.2.1. Evolution des ressources	89
2.2.2. Evolution des dépenses	91
3. LA MONNAIE ET LE CREDIT	94
3.1. Les ressources du système monétaire	95
3.1.1. La masse monétaire (M2)	95
3.2. Les Contreparties de la masse monétaire	97
3.2.1. Les avoirs extérieurs nets	97
3.2.2. Le crédit à l'économie	97
3.2.3. Le crédit à l'Etat	100
3.3. Les outils de la politique monétaire en 1985	100
3.4. Le financement de l'économie par secteur d'activité	102
4. LA BALANCE DES PAIEMENTS	104
4.1. La balance commerciale	104
4.1.1. Les exportations	104
4.1.2. Les importations	105
4.2. La Balance des biens et services	107
4.3. La balance courante	107
4.4. Les mouvements de capitaux	108
4.5. Le solde de la balance	108
5. LES PRINCIPAUX INDICATEURS CONJONCTURELS	110
5.1. Le niveau des prix	110
5.2. L'emploi	112
5.3. Les salaires	112
TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES	115
1. LA SITUATION EN 1985	118
1.1. Modification des données structurelles de l'économie mondiale	118
1.2. Prévisions 1986 : Ralentissement de la croissance	119
2. CONSEQUENCES DIRECTES POUR LE GABON	121
2.1. Secteur pétrolier:	121
2.2. Secteur minier :	121
2.3. Secteur forestier:	121
2.4. Au niveau monétaire	121
3. BUDGET PREVISIONNEL 1986	122
3.1. Les contraintes associées au budget 1986	122
3.2. Les arbitrages budgétaires	122
4. EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1986	124
4.1. L'évolution du PIB	124
4.2. Les investissements	124
4.3. La consommation	125
4.4. Le commerce extérieur	125
CONCLUSION	127
ANNEXES	129 à 164

INTRODUCTION

La croissance de l'économie mondiale amorcée en 1983, et accélérée en 1984 s'est quelque peu ralentie en 1985, notamment au deuxième semestre. En 1986, elle va se poursuivre quoique à un rythme plus lent.

Les caractéristiques nationale et internationale de l'année qui vient de s'achever se présentent comme suit:

1) Diagnostic fin 1985

a) Contexte international

— **Net ralentissement de la croissance dans le monde** (3,1% contre 4,5% en 1984), plus marqué pour les pays industrialisés (2,8% contre 4,9% en 1984) que dans les pays en voie de développement (2,75% contre 4,4% en 1984). Ce ralentissement plus fort que prévu, compromet la lutte contre le chômage, dans les pays développés. D'autre part, en Afrique la croissance atteint à peine le rythme de la croissance démographique.

— **Poursuite des politiques anti-inflationnistes.** L'inflation demeure modérée dans le monde: 3,8% au USA, 1,8% en ALLEMAGNE, 4,7% en FRANCE.

— **Menace de protectionisme.** Le volume du commerce mondial ne s'est accru que de 3% contre 9% en 1984. Chaque pays cherche à accroître la compétitivité de ses entreprises pour conquérir le marché extérieur, tout en protégeant au mieux son marché intérieur.

— **Demande mondiale plus faible de produits primaires et de matières premières.** Après le léger mieux de 1984, les pays du Sud enregistrent une nouvelle détérioration des termes de l'échange.

— **Contrastes des balances commerciales.** Le déficit américain se creuse (120 milliards de \$ en 1985 contre 102 en 1984 et 42 milliards en 1983) au profit des excédents du JAPON (45 milliards de \$ en 1985 contre 21 milliards en 1983) et de l'ALLEMAGNE (de 4 milliards en 1983 il pourrait atteindre 20 milliards en 1986). Le quasi rééquilibrage des comptes extérieurs de la FRANCE au 1er semestre 1985 est compromis en fin d'année. Le déficit budgétaire atteint 150 milliards de Francs.

— **Baisse importante des taux d'intérêt,** insuffisante toutefois pour soutenir les investissements. En FRANCE, pour la première fois depuis 1979, le taux du marché monétaire est en dessous de 9% en moyenne au mois de Novembre 1985.

— **Baisse continue du dollar depuis le mois Septembre.** Ainsi en Décembre 1985, le cours moyen du dollar a atteint 385 F CFA.

— **Baisse et déséquilibre du marché pétrolier.** Le prix officiel du pétrole stable depuis Mars 1983, a baissé 2 fois en 1985. Après les réunions de l'OPEP du 9 Décembre 1985, la liberté des quotas de production risque de faire tomber le prix du baril dans une plage de 10 — 16 dollars le baril.

b) Situation nationale

Le ralentissement de la croissance mondiale n'a pas épargné le GABON.

— **Quasi-stagnation du PIB en francs courants** (1537 milliards de F CFA contre 1528 milliards en 1984) sous l'effet du ralentissement de la production de pétrole, et des difficultés des secteurs bois et travaux publics.

— **Soutien à l'activité** notamment par les efforts en faveur de l'agriculture et de la petite et moyenne entreprise.

— **Equilibre budgétaire.** Le retour à l'équilibre budgétaire se confirme. Le recours accru aux emprunts s'explique par l'accélération des travaux du Transgabonais; en 1985, l'Etat y a consacré 131 milliards de F CFA.

— **Déséquilibre extérieur.** Après l'excédent de 19 milliards de F CFA en 1984, la balance des paiements sera probablement déficitaire de 22 milliards en 1985.

— **Progression importante des crédits à l'économie.** Ils se sont accrus de 20% à l'avantage des crédits à court terme (58% des crédits totaux).

2) Perspectives 1986

1986, verrait grâce aux effets de la baisse du dollar, s'établir une convergence des taux de croissance entre les USA et l'EUROPE. On s'attend à une croissance de près de 3% pour les pays industrialisés contre moins de 4% dans les pays en voie de développement.

En début d'année 1986, sur le plan international, deux phénomènes vont être déterminants pour le GABON à savoir:

- les incertitudes du marché pétrolier,
- l'importance de la poursuite de la baisse du dollar.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord N° 15 résulte d'un effort de synthèse par la Direction Générale de l'Economie, d'une enquête de conjoncture réalisée en novembre 1985, complétée par de nombreux entretiens auprès d'opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle pour les Budgets Economiques.

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon d'une centaine d'entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des Centres de décision économique gabonais.

Ce tableau de bord s'appuie en outre sur les résultats définitifs de la Comptabilité nationale pour l'année 1982 et sur les comptes provisoires de l'année 1983.

Initié au moment où les signes d'un retournement conjoncturel profond se multipliaient, il s'est employé à dresser un bilan de la situation des différents secteurs d'activité, et des grands équilibres fondamentaux.

A la différence des années antérieures, l'analyse des perspectives a été plus succincte en raison d'une Conjoncture pour le moins incertaine et s'est fondée sur deux scénarios distinguant des hypothèses pétrolières arrêtées en janvier 1986.

PREMIERE PARTIE
ACTIVITE

L'économie gabonaise a connu, en 1985 une évolution globalement satisfaisante que retrace le tableau synthétique ci-dessous. Toutefois les résultats de l'ensemble des secteurs d'exportation fléchissent quelque peu.

<p>QUATRE GRANDS PRODUITS</p> <p>– Evolution influencée par la conjoncture internationale et caractérisée par la guerre des prix pétroliers.</p>	<p>Pétrole: Baisse de production de 1,2%: chute du prix de vente officiel. Guerre des prix sur les marchés spot (27,60 dollars le baril au 31.12.1984 contre 26 au 31.12.85), suite à la stagnation de la consommation et à l'inondation du marché par l'Arabie Séoudite. Baisse du chiffre d'affaires. La découverte de nouveaux gisements laisse espérer un maintien de la production à 8,6 millions de tonnes.</p> <p>Uranium Métal: augmentation de la production de 1,5% soit 952 tonnes. Stabilité du chiffre d'Affaires.</p> <p>Manganèse: hausse de la production de 4% avec 2,1 Millions de tonnes. CA en régression de 1,5%.</p> <p>Bois: affaiblissement de la demande internationale. La production se stabilise à 1 430 000 tonnes. Augmentation des stocks.</p>
<p>AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE</p> <p>Une des priorités de l'actuel plan.</p>	<p>Agriculture: approvisionnement régulier des principaux centres de consommation en produits vivriers; Baisse de la production des cultures industrielles anciennes (café, cacao); Arrivée en phase de production de certains projets issus du plan intérimaire (huile en particulier)</p> <p>Elevage: la situation des 3 ranchs bovins évolue très favorablement.</p> <p>Pêche: la situation est difficile pour la pêche industrielle. Cependant la production artisanale s'accroît substantiellement (+ 15%).</p>
<p>INDUSTRIES</p> <p>L'importance des produits étrangers et la fermeture de certains marchés gêne le développement des unités de la production.</p>	<p>Alimentation, Boissons, Tabac: Production en hausse malgré la concurrence des produits étrangers.</p> <p>Industries du bois: augmentation de la production des petites unités malgré une vive concurrence des produits finis importés. Bon comportement de la C.F.G. à l'exportation.</p> <p>Transformation des métaux: situation inquiétante à cause de la vive concurrence des industries européennes, et d'un manque de financement adapté.</p> <p>Chimie: bonne tenue des unités en place mais absence de diversification dans la gamme des produits offerts; perspectives intéressantes, possibilités d'exportation vers les pays de l'UDEAC.</p> <p>Matériaux de construction (Ciment): hausse de la production de 15%; amélioration des résultats.</p> <p>Textile: persistance de la crise; concurrence très vive des produits importés; CA annuel en baisse depuis 1981. Perspectives de croissance liées à la production du marché.</p>
<p>B.T.P.</p> <p>Activités liées aux investissements publics et au logement.</p>	<p>Croissance importante de l'activité: 3e secteur de l'économie pour sa contribution au P.I.B.. Le Transgabonais y aura contribué pour 135 Milliards.</p>
<p>ACTIVITES TERTIAIRES</p> <p>Evolution variable selon les secteurs.</p>	<p>Commerce: Progression satisfaisante avec des perspectives très encourageantes; augmentation importante des ventes de véhicules; 2e secteur en 1985 de l'économie pour sa contribution au P.I.B.</p> <p>Transport: Bonne prestation de l'ensemble des secteurs mis à part les difficultés du transport urbain.</p> <p>Energie: Situation excellente du secteur énergétique liée au niveau de vie général de la population et à l'extension des réseaux.</p> <p>Hôtellerie: Augmentation importante de l'offre; stagnation du CA des unités gérées par la SNTH, et baisse du taux d'occupation.</p> <p>Imprimerie, Edition et Distribution des Journaux: secteurs en pleine expansion, efforts de diversification des activités.</p>

1. LES QUATRE GRANDS PRODUITS

1.1. LE PETROLE

Après le premier choc pétrolier en 1974, les principaux pays industrialisés ont accentué les programmes de diversification de leurs sources d'énergie et consenti d'importants efforts en vue de réaliser des économies d'énergie. Cette double démarche, associée à une conjoncture internationale relativement morose, a conduit à une réduction sensible de la consommation mondiale de pétrole dès la fin de la décennie 70.

En 1985, tous les facteurs qui ont agi dans ce sens sont demeurés prépondérants à savoir:

- utilisation accrue d'autres énergies (charbon, gaz et nucléaire)
- économies d'énergies réalisées par les ménages
- saturation du marché
- accumulation de stocks notamment américains
- diminution de 3% environ de la consommation de pétrole de l'OCDE.

Ils continueront à influencer la demande mondiale qui devrait rester égale en Europe et au Japon; ne progresser que de 0,5% aux Etats Unis. On s'attend par ailleurs à ce qu'elle augmente d'environ 1,7% par an sur la période 1985-1995 contre 2,8% pour la période 1970-1980.

1.1.1. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Les producteurs non membres de l'Organisation des pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) ont maintenu durant l'année 1985 leur stratégie qui s'est caractérisée par une augmentation de leur production entraînant à son tour une offre excédentaire sur le marché libre.

Cette pratique n'a fait qu'accentuer les difficultés que tous les pays producteurs de pétrole, membres ou non de l'OPEP, éprouvaient déjà à écouler leur production au prix officiel.

Les baisses de prix craintes à la fin de 1984 se sont réalisées au courant du premier semestre 1985. Le prix du brut de référence " Arabian light " a été ramené le 30 janvier 1985 de 29 à 28 dollars.

Au niveau de l'OPEP, ces différents mouvements se sont soldés par une réduction considérable de sa part de marché. L'OPEP ne produit plus qu'environ un tiers du brut extrait dans le monde contre 48% en 1979, et ne vend plus que 62% du pétrole échangé au niveau international contre 81,5% au cours de la même période. Elle ne fournit plus que 37% de la demande des pays occidentaux estimée à 45,5 millions de barils par jour contre 58,8% en 1979.

Face à cette situation l'OPEP a estimé qu'elle était le seul producteur à supporter les conséquences de la dégradation du marché qui s'est traduite au fil des années par une perte:

- de sa part de production
- de ses prix qu'accentue la baisse récente du cours du dollar.
- et par une baisse régulière des revenus des pays membres.

C'est pourquoi lors de sa réunion du 9 décembre 1985, l'OPEP a décidé de ne plus supporter seule le poids du marché en abandonnant sa politique de défense des prix officiels qui consistait à réduire sans cesse la production et en la remplaçant par une politique de vente liée au cours du marché libre.

En adoptant cette position, l'OPEP espère amener rapidement le marché à saturation et ainsi conduire tous les producteurs, OPEP et non OPEP, à comprendre la nécessité d'adapter la production au marché.

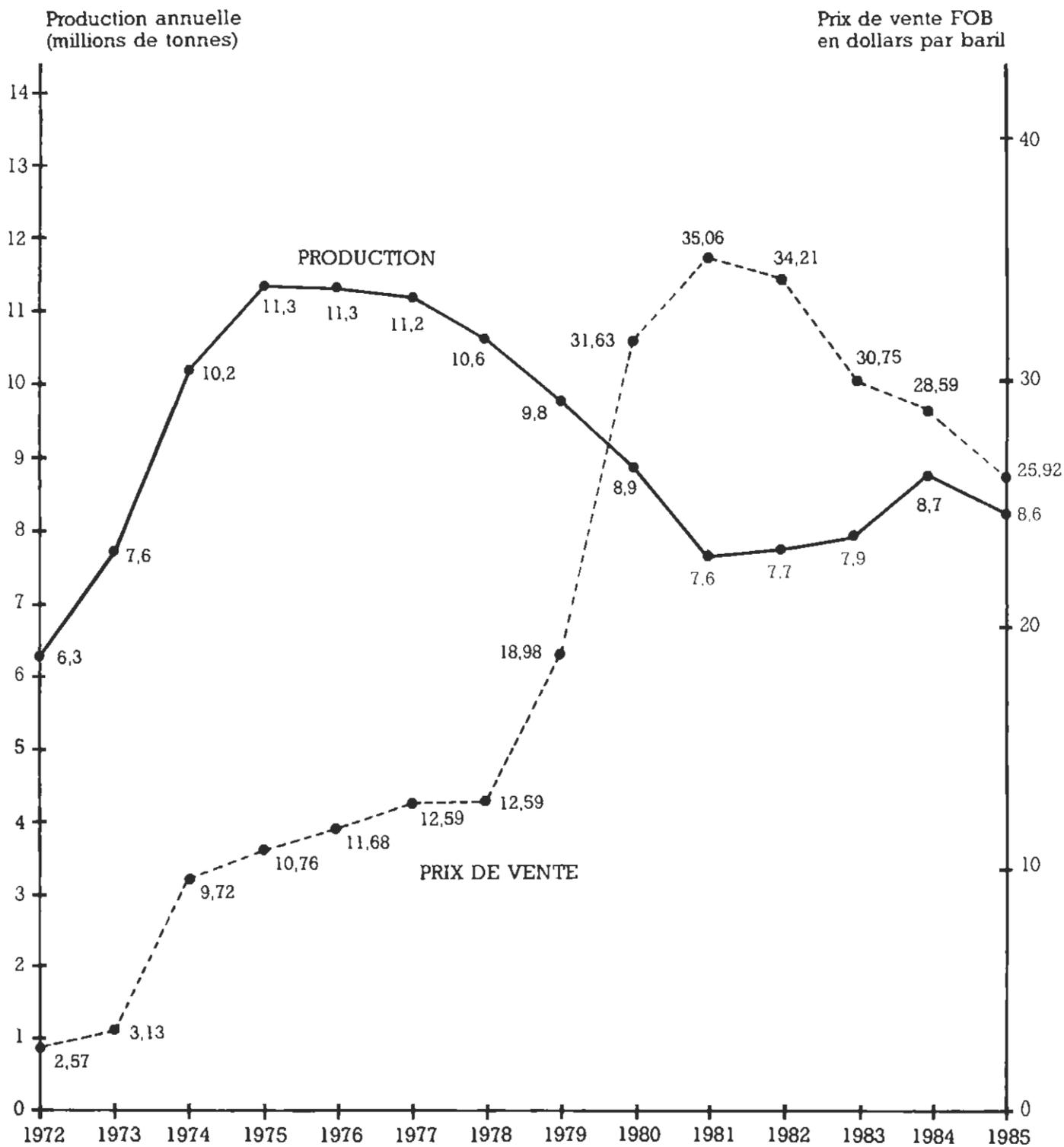
1.1.2. LA PRODUCTION

a) Le niveau de la production gabonaise en 1985

L'activité pétrolière au Gabon a subi d'une part les effets moroses du marché international et d'autre part le déclin naturel des produits actuellement en cours d'exploitation.

La production se situe à 8,626 millions de tonnes contre 8,730 millions de tonnes en 1984, soit une diminution de 1,2%.

PETROLE: PRODUCTION ET PRIX DE VENTE



Les nouvelles découvertes PELICAN, RABI, Grand Anguille Roussette et EYENA ne pourront entrer en production qu'au bout de trois ans. Ces découvertes peuvent avoir deux conséquences sur le niveau de la production future:

- soit la stabiliser au volume actuel
- soit l'accroître si un niveau important d'exploration et de développement conduit à une production annuelle supérieure au déclin naturel des puits.

Production de pétrole (milliers de tonnes)

Sociétés Opératrices	Types de pétrole	1980	1981	1982	1983	1984	1985
ELF GABON	Mandji	7.517	6.344	6.423	6.297	6.277	6.198
SHELL GABON	Gamba	989	886	891	775	814	738
SHELL GABON	Lucina	389	421	434	560	663	657
AMOCO	Oguendjo	0	0	0	237	976	1.033
TOTAL Production de pétrole		8.895	7.651	7.748	7.869	8.730	8.626

Source Ministère des Mines.

La production de gaz liée à l'exploitation pétrolière commence à décroître. Il a été produit 1463,7 millions de m³ contre 1502,8 millions de m³ en 1984 soit une baisse de 3%. Cette tendance se confirme au niveau de la partie commercialisée: la quantité vendue a diminué de 14% depuis 1982.

Quantité de gaz commercialisée

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Millions de m ³ de gaz commercialisé	60,8	71,9	76,2	82,1	81,3	70,5	70,5

* Estimation D.G.E.

Ces quantités de gaz ne totalisent pas l'ensemble de la production gabonaise dans la mesure où une partie n'est pas prise en compte par certains opérateurs du fait de leur faible volume pour une commercialisation viable.

b) Commercialisation

Le circuit de commercialisation du brut gabonais n'a pas changé. Ce sont d'une part les compagnies productrices qui écoulent leur production et, d'autre part, la Société Nationale PETROGAB qui commercialise une partie du pétrole brut revenant à l'Etat.

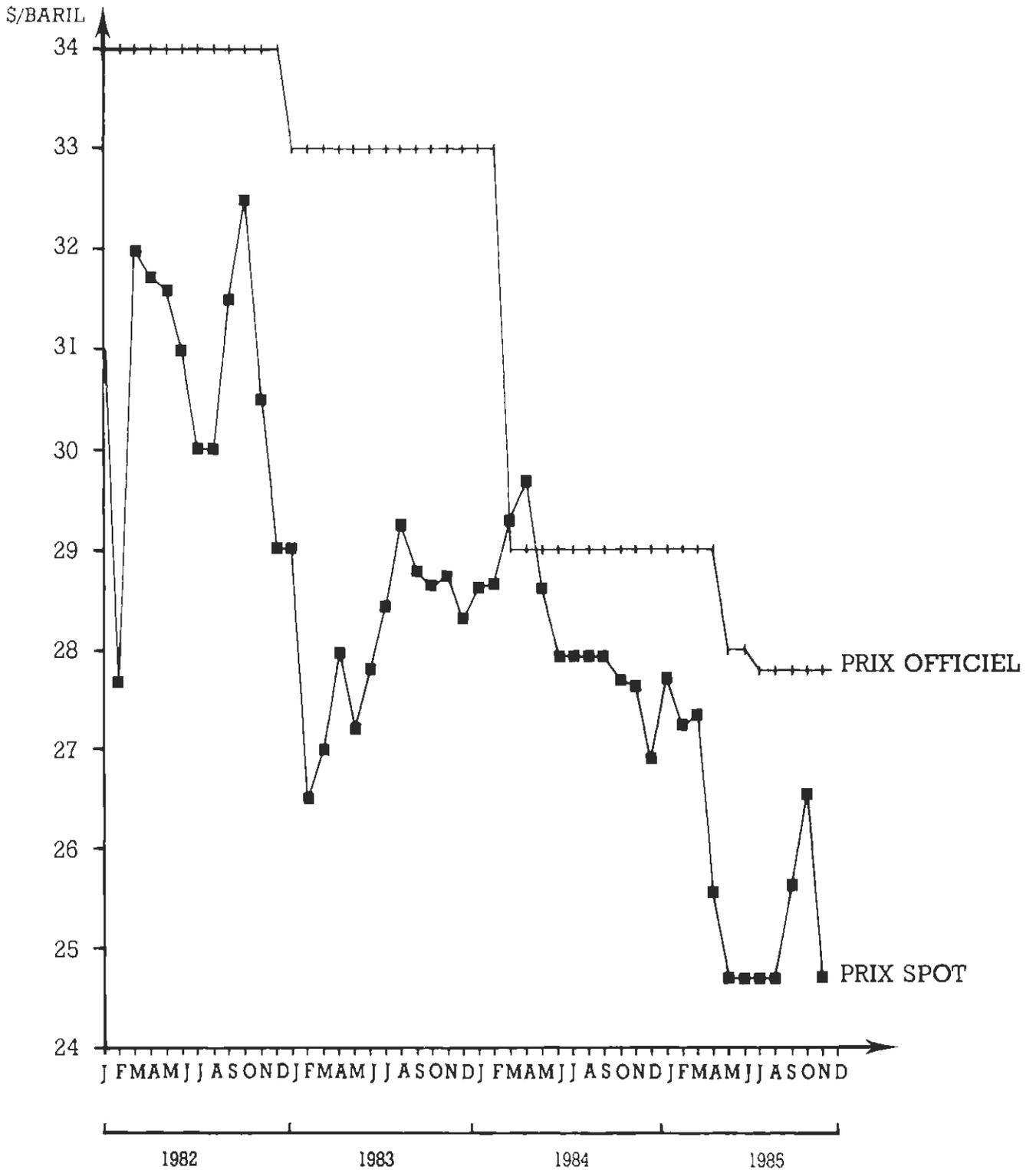
1.1.3. LE PRIX DU PETROLE

a) Prix Officiel

Ce prix est fixé par les Etats membres de l'OPEP lors des différentes discussions annuelles. Le Prix Officiel de l'ensemble des bruts a baissé deux fois en 1985 alors qu'il était resté stable depuis mars 1983.

Le prix du baril de pétrole brut de qualité Mandji fixé à 29 dollars depuis le 15 Mai 1983 a été ramené le 1er Juillet 1985 à 27,80 dollars. Il en est de même des prix du baril des qualités Gamba et Lucina qui, de 29,70 dollars et 30,50 dollars ont été respectivement ramenés à 27,90 et 28,20 dollars.

PRIX DE VENTE DU PETROLE



Prix de vente officiel FOB du pétrole gabonais

Prix de vente officiel FOB du pétrole Gabonais (S/Baril)		Mandji	Gamba	Lucina
1er janvier	1980	28	29	30
8 février	1980	30	31	32
15 mai	1980	32	33	34
1er janvier	1981	35	36	37
1er novembre	1981	34	35	36
1er avril	1982	34	35	35,5
1er janvier	1983	33	33,7	34,5
14 mars	1983	29	29,7	30,5
28 mai	1985	28	28,40	28,75
1er juillet	1985	27,80	27,90	28,20
31 décembre	1985	27,80	27,90	28,20

b) Prix Spot

Ces prix sont issus de la confrontation de l'offre et de la demande de pétrole brut sur le marché libre. La baisse de niveau observée depuis 1982 se poursuit et se situe, fin 1985, en dessous du prix officiel.

De janvier à octobre 1985 les prix ont beaucoup fluctué accusant le niveau le plus bas en juin (24 dollars). La tendance reste incertaine depuis le début du dernier trimestre 1985.

Le tableau ci-dessous montre le niveau de cotation du Mandji sur les différents marchés.

Moyennes mensuelles du prix spot du Mandji

\$/Baril		Rotterdam		Caraïbes		U.S.A.	
		mini	maxi	mini	maxi	mini	maxi
Janvier	1985	27,43	27,72	27,00	27,48	26,00	26,39
Février	1985	28,00	28,32	27,20	27,69	27,08	27,46
Mars	1985	26,95	27,23	27,15	27,63	27,06	27,33
Avril	1985	27,14	27,35	27,27	27,62	25,59	25,89
Mai	1985	25,18	25,56	25,88	26,25	25,59	25,89
Juin	1985	24,40	24,73	24,79	25,19	25,40	25,69
Juillet	1985	24,56	24,87	24,84	25,24	25,41	25,68
Août	1985	25,20	25,61	24,98	25,47	25,07	25,55
Septembre	1985	26,08	26,55	25,75	26,31	26,03	26,66
Octobre	1985	26,98	27,31	26,29	26,77	26,73	27,11
Novembre	1985	25,27	25,57	25,96	26,37	25,70	25,98
Décembre	1985	27,32	27,72	26,81	27,33	26,91	27,38

1.1.4. CHIFFRE D'AFFAIRES

La baisse des prix du pétrole et celle du cours du dollar affectent sérieusement les résultats des sociétés pétrolières.

Evolution de la valeur ajoutée pétrolière

	1982	1983	1984	1985*
Production (millions de tonnes)	7,748	7,869	8,730	8,626
Exportations (millions de tonnes)	6,111	6,861	7,862	7,748
Prix de vente (F CFA/tonne)	80.800	87.470	91.759	86.322
Prix de vente FOB (\$/baril)	34,20	30,75	28,59	25,92
Chiffre d'affaires (milliards de F CFA)	630,9	688*	830*	760
Valeur Ajoutée (milliards de F CFA)	522,1	580*	670*	550

* Estimation D.G.E.

1.1.5. LES INVESTISSEMENTS

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des investissements et met en évidence un niveau élevé de l'ensemble des investissements (près de 200 milliards en 1985). L'effort de recherche et d'exploration s'est accru de 43%, ce qui a permis la découverte de Pélican (Tenneco), Rabi (Shell), Grand Anguille Roussette et Eyena Vanneau (Elf). Ces nouvelles découvertes ne pourront entrer en production qu'au bout de 3 ans. Par contre, le niveau des investissements de développement poursuit la baisse observée depuis 1983.

Evolution des dépenses d'investissements

Investissements (milliards de francs CFA)	1981	1982	1983	1984	1985
Recherche et exploration	36,7	55,7	48,6	60,4	86,9
Développement et Autres	95,5	99,8	143,1	110,9	103,2
Total	132,2	155,5	191,7	171,3	190,1

1.1.6 LE FORAGE ET LA RECHERCHE PETROLIERE

Les entreprises opérant dans ce secteur sont dans l'ensemble des filiales de groupes internationaux européens et américains. La structure du secteur peut se schématiser de la manière suivante:

- d'une part les sociétés de forage;
- et d'autre part les sociétés prestataires de services.

A) LES SOCIETES DE FORAGE

Elles opèrent à six en 1985 soit en mer soit à terre. L'évolution de leurs activités diffèrent d'une société à l'autre, car depuis 1983 on assiste à une concentration des activités sur un petit nombre d'entreprises du fait des réductions très sensibles des programmes de forages des entreprises pétrolières. Ainsi, les contrats qui généra-

lement étaient conclus pour une durée de deux ans, sont maintenant négociés pour de très courtes durées et puits par puits.

Cette situation a amené certaines d'entre-elles à cesser leurs activités sur le territoire gabonais et d'autres sont sur le point de le faire. L'activité en fin d'année 1985 se présente pour chacune d'elles de la manière suivante.

FOREX

Trois appareils en activité au cours de la période 82-83 contre un appareil en activité au cours de la période 84-85.

Un appareil est en stand By en fin d'année 1985.

FORAMER-FORASOL

Elle n'a enregistré aucun contrat depuis 1984, alors qu'elle disposait de sept appareils en activité au cours de la période 1980-1981.

GLOBAL MARINE

Arrivée au Gabon en septembre 1981, elle opère actuellement pour le compte d'AMOCO, SHELL et TENNECO et dispose à la fin de 1985 de deux appareils en activité contre quatre en 1984 et d'un appareil en attente de nouveaux contrats.

GABOFOR

Cette société a débuté ses activités en janvier 1984 et possède un appareil en activité. Elle travaille pour le compte d'Elf Gabon. Ce contrat se termine en 1986.

COSIFOR

De création récente, elle a signé en 1985 un contrat d'un an avec Elf Gabon. Ce contrat pourrait être renouvelé pour 6 mois en 1986. En fin d'année 85, elle possède un seul appareil en activité.

ROBRAY

Cette société a travaillé en 1985 pour le compte d'Elf Gabon, avec un appareil en activité.

B) LES SOCIÉTÉS PRESTATAIRES DE SERVICES

Ces sociétés interviennent lors des différentes phases qui suivent le forage proprement dit.

DOWEL SCHLUMBERGER

Spécialisée dans la cimentation des puits, la situation de cette société est moins bonne qu'en 1984. Les activités ont régulièrement chuté depuis 1983 à cause de la morosité du marché pétrolier.

HALLIBURTON

Cette société intervient également lors de la cimentation des puits. Sa base pour le golfe de Guinée s'édifie actuellement à Port-Gentil où un important programme d'investissement a été réalisé.

FLOPETROL

Elle effectue les tests de production et contrôle 70% de cette activité sur le marché national. Les bons résultats enregistrés en 1984 se sont confirmés en 1985. Les prévisions 1986 sont pessimistes.

SCHLUMBERGER

Cette entreprise détient le monopole des mesures électriques effectuées sur les installations de forage. L'évolution du nombre d'appareils de forage suivis par Schlumberger se présente comme suit depuis 1981.

	1981	1982	1983	1984	1985
Nombre d'appareils en moyenne	12	14	10	9	7

* Estimation DGE

Malgré la baisse des activités prévue en 1986, l'exploitation sera maintenue à un niveau constant. En 1985, il a été réalisé 33 puits contre 40 en 1984.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Exploration	16	27	20	18	19	17
Développement	24	41	40	33	21	16
Total puits forés	40	68	60	51	40	33

* Estimation DGE

1.1.7. LE RAFFINAGE

Après le rachat des installations de la Compagnie Gabon Elf de Raffinage (COGER) intervenue en 1984, le secteur ne compte plus qu'une raffinerie, celle de la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA).

Cette restructuration a permis d'accroître la capacité de production, de 650.000 tonnes à 850.000 tonnes et d'obtenir une plus-value sur le fuel d'exportation grâce à une capacité de stockage plus grande.

Le tableau suivant retrace d'une part l'évolution du pétrole brut traité et la vente des produits raffinés qui en découlent, il met en évidence d'autre part la contribution du secteur raffinage à la formation du Produit intérieur Brut.

Evolution de la valeur ajoutée du pétrole raffiné

	1981	1982	1983	1984	1985*
Pétrole brut traité (en milliers de tonnes)	1 199,2	1 111,2	1 038,4	580,8	660
Ventes de produits raffinés (en milliers de tonnes)	1 151,6	1 073	971,5	536,4	600
Chiffre d'affaires (en milliards de F CFA)	82,2	86,2	89,4	65,9	84
Valeur Ajoutée (milliards F CFA)	3,2	5,8	9,1	7,5	8,8

* Estimation D.G.E.

NB: Jusqu'en 1983, les données comprennent les statistiques de COGER et SOGARA

Le volume du pétrole raffiné diminue d'une année à l'autre, mais la chute a été beaucoup plus importante en 1984 du fait de la fermeture de la COGER et d'un arrêt des installations SOGARA pendant la période des travaux de raccordement.

Le tableau ci-dessous montre que le prix de vente des produits raffinés a été modifié le 30 mars 1985 alors que les prix des autres produits non stabilisés destinés au marché intérieur (Fuel 380 MI - Fuel 380 SI, Bitume, Kérosène) ont augmenté de 10%.

Prix de vente moyen Gabon départ usine	Janv. 1981	Janv. 1982	Janv. 1983	Sept. 1983	Mars 1985
Super (CFA/HL)	7 007	9 009	11 687	12 222	13 572
Gasoil (CFA/HL)	6 574	8 801	11 566	12 096	13 446
Essence (CFA/HL)			11 298	11 808	13 308
Pétrole lampant(CFA/HL)			11 938	12 477	13 977
Bitume (CFA/tonne)			48 300	52 500	57 750
Fuel 3 500 MI (CFA/tonne)			54 200	54 200	54 200
Butane (CFA/tonne)			90 000	90 000	99 000

La production destinée à la consommation locale a fortement progressé en 1985, (36,5%) par rapport à l'année 1984 en raison de l'importance croissante du parc automobile.

Consommation locale (tonnes)	1982	1983	1984	1985*
Gasoil	218 000	205 600	211 500	288 000
Kérosène + pétrole lampant	75 000	70 900	92 400	132 000
Super	41 000	51 300	51 600	74 300
Essence	16 000	10 200	10 500	14 600
Fuel	25 000	30 800	32 400	39 300
Bitume	7 000	12 300	10 500	9 500
Butane	5 000	6 400	5 400	8 000
Total Marché intérieur	387 000	387 500	414 300	565 700

* Estimation D.G.E.

Le volume de vente à l'étranger s'est fortement dégradé au cours des dernières années, avec l'arrêt des livraisons à destination du Congo et du Cameroun. Quelques ventes épisodiques de Naphta et de Fuel 380 SI ont continué à être réalisées

en direction de la Belgique, de la Grande Bretagne, de la France, de la Suisse et des Etats Unis d'Amérique.

	1982	1983	1984	1985
Fuel 380 (Tonnes métriques)	153 423	94 427	16 457	86 824
Naphta (m3)	—	—	—	15 522

Le niveau des investissements reste élevé depuis 1983. En effet, depuis cette date un important programme d'investissements de plus de 9 milliards a été entrepris et se répartit de la manière suivante:

En milliers de Francs CFA	1983	1984	1985
Investissements techniques			
Investissements courants	137 932	513 614	427 000
Connexion SOGARA/COGER	45 472	1 574 528	1 500 000
Investissements de modernisation		1 178 000	1 573 000
Bâtiments Techniques et Infrastructures	412 765	655 792	
Investissements administratifs	150 229	482 528	1 300 000
Total Investissements Techniques	596 169	3 921 934	3 500 000
Total Général	746 398	4 404 462	4 800 000

Les perspectives du secteur dépendent en grande partie du succès de la restructuration en cours. Toutefois, il conviendrait à terme d'envisager un autre schéma de fabrication plus performant au plan de la qualité des produits, car la technologie dans le domaine du raffinage est très évolutive.

1.2. LES MINES

Avant la mise en exploitation des gisements de fer de Belinga, et de Barytine de Dourekiki dans la Nyanga, l'exploitation minière se limite en 1985 à l'extraction:

- du minerai d'Uranium à Mounana dans la province du Haut Ogooué,
- du minerai de Manganèse à Moanda,
- et à l'extraction artisanale de l'or dans les provinces de la Ngounié, de l'Ogooué Lolo, de l'Ogooué Ivindo et du Moyen Ogooué.

1.2.1. L'URANIUM

La Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (COMUF) souffre depuis 1980 de l'état déprimé du marché mondial. Malgré cette morosité du marché, le volume des ventes de la COMUF est resté à un niveau stable, autour de 900 tonnes par an du fait des liens étroits entre la Société et ses principaux clients.

Uranium métal	1981	1982	1983	1984	1985*	Variation	
						84/83	85/84
Production (tonnes)	1 022	970	1 009	918	932	-9%	+ 2%
Ventes (tonnes)	945	1 091	928	900	900	- 3%	-

* Estimation DGE

La production de 1985 est légèrement en hausse par rapport à celle de 1984 avec un accroissement de 1,5%. Par contre le volume des ventes s'est stabilisé en 1985 après les baisses de 1983 et 1984. Cette stagnation des ventes résulte:

- du manque de nouveaux contrats à long terme de fourniture d'uranium à des prix raisonnables,
- d'un ralentissement du développement des activités nucléaires,
- de l'arrivée de nouveaux producteurs sur le marché.

MILLIONS DE F CFA	1981	1982	1983	1984	1985*	Variation	
						84/83	85/84
Chiffre d'affaires	19 454	27 151	26 673	26 916	27 059	+ 1,0%	+ 0,5%
Valeur Ajoutée	12 567	17 700	17 020	17 293	17 076	+ 1,6%	- 1,3%
Investissements	11 752	5 312	4 370	6 513	5 059	+49%	- 22,3%

* Estimation DGE

Le niveau d'investissements atteint depuis 1981 est très important; depuis cette date COMUF investit en moyenne chaque année 6 milliards de F CFA.

Le chiffre d'affaires enregistre une augmentation très faible 0,5% contre 1% en 1984. Par contre la valeur ajoutée régresse de 1,3% en 1985, par rapport à celle de 1984. Cette chute est consécutive à l'évolution des prix des matières premières entrant dans le cycle de traitement de l'uranium et à l'augmentation des charges d'exploitation.

Les perspectives du marché pour l'année 1986 semblent pessimistes en raison de la récession économique mondiale. La production attendue en 1986 serait de 869 tonnes contre 932 tonnes en 1985, soit une diminution de 7%.

Le montant des investissements diminuera de moitié en 1986 (2 600 millions de francs CFA contre 5 059 millions en 1985).

1.2.2.

LE MANGANESE

La production se compose de deux produits exportés en quasi-totalité:

- Le minerai métallurgique qui représente plus de 95% de la production en volume et près de 90% en valeur;
- Le bioxyde de manganèse.

	En 1 000 tonnes	1981	1982	1983	1984	1985*	Variation	
							84/83	85/84
Pro- duc- tion	Manganèse métallurgique	1 322	1 387	1 762	2 021	2 100	+ 15%	+ 4%
	dont Bioxyde	127	104	100	91	72	- 9%	- 21%
li- vrai- sons	Manganèse métallurgique	1 397	1 332	1 905	2 093	2 144	+ 10%	+ 2,4%
	dont Bioxyde	150	86	123	79	70	- 36%	- 11%

* Estimation DGE

La production de manganèse métallurgique en augmentation depuis 1981, enregistre une hausse de 4% en 1985, les livraisons augmentent de 2,4% au cours de la même période. Cette progression des ventes résulte d'un effort de diversification de la clientèle entrepris par la COMILOG (nouveaux débouchés de la Chine et de l'URSS).

Malgré une hausse des prix à la tonne de 18% en 1985, le chiffre d'affaires accuse une chute de 1,5% qui s'explique par la diminution des livraisons du bioxyde. Par contre la valeur ajoutée augmente de 9% au cours de la même période.

MILLIONS DE F CFA	1981	1982	1983	1984	1985*	Variation	
						84/83	85/84
Chiffre d'affaires	36 390	26 000	43 361	55 865	55 000	+ 29%	- 1,5%
Valeur Ajoutée	24 433	21 400	27 594	37 614	40 900	+ 36%	+ 9%
Investissements	3 842	1 500	2 056	4 878	5 440	+ 137%	+ 11,5%

* Estimation DGE

L'investissement est très important ces deux dernières années: 10 milliards de F CFA au total. L'effort d'investissement porte essentiellement sur la recherche et l'amélioration des moyens de production existants afin d'aboutir à une réduction du prix de revient.

Les perspectives du marché de manganèse semblent s'améliorer du fait de la légère reprise de la sidérurgie occidentale. La production attendue (tous minerais confondus) serait de 2 240 000 tonnes en 1986.

1.2.3. L'OR

Les activités aurifères ont connu une période d'exploitation intensive des gisements alluvionnaires pendant les décennies 1940 et 1950 avec des pointes de production supérieure à 1 tonne par an.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la production d'or (déclarée) depuis le début de l'exploitation.

Année	Production (kg)	Année	Production (kg)
1937	11,552	1962	507,554
1938	464,796	1963	1 110,878
1939	896,798	1964	1 329,682
1940	1 432,737	1965	1 155,179
1941	1 681,293	1966	1 071,812
1942	1 416,183	1967	910,466
1943	1 441,790	1968	513,552
1944	1 206,663	1969	443,027
1945	1 216,157	1970	500,998
1946	1 313,174	1971	427,601
1947	1 291,162	1972	354,706
1948	1 163,362	1973	349,095
1949	1 037,608	1974	227,239
1950	1 065,460	1975	130,845
1951	1 146,368	1976	
1952	1 157,500	1977	51,020
1953	1 255,695	1978	
1954	1 027,857	1979	
1955	1 145,632	1980	17,231
1956	1 029,110	1981	
1957	706,868	1982	32,182
1958	495,167	1983	37,254
1959	504,003	1984	41,212
1960	550,403	1985	48,690
1961	475,448		

L'exploitation de l'or au Gabon est réglementée par le code minier. Pour exercer cette activité, il faut obtenir au préalable une autorisation du Ministère des Mines et Hydrocarbures.

L'exploitation actuelle est de type artisanal avec l'utilisation de techniques simples par les paysans installés dans des zones bien définies. On dénombre actuellement 1 200 orpailleurs établis dans les sept centres d'activités dont les plus actifs sont: Etéké, Ndangui et Makokou récemment ouvert. Ce sont des exploitations individuelles, on note quelques regroupements basés autour d'une seule personne.

La production déclarée de 1985 est légèrement supérieure à celle de l'année précédente et se répartit selon les différentes zones de la manière suivante:

En Kg	1984	1985
Etéké	17,114	16,198
N'Dangui	10,448	11,638
Makokou	3,027	12,493
Longo	5,586	6,073
Pana	2,802	1,176
Malinga	1,696	0,858
N'Djolé	0,433	0,254
Divers	0,106	
TOTAL	41,212	48,690

La collecte s'effectue par les agents du Ministère des Mines et des Hydrocarbures qui se rendent dans les zones aurifères selon un calendrier établi pour toute l'année. Les orpailleurs sont tenus au courant du passage des agents du Ministère et se rassemblent à la date prévue au lieu de la collecte.

Le prix d'achat aux orpailleurs est régulièrement révisé par les pouvoirs publics.

Année	RIX F CFA/gramme
1982	1 800
1983	2 500
1984	3 000
1985	3 000

Les autorités gabonaises en procédant aux augmentations du prix du gramme d'or aux orpailleurs, visent essentiellement à se rapprocher du cours mondial, et aussi à concurrencer efficacement le marché parallèle afin de mieux contrôler la production aurifère du pays.

La Commercialisation

Compte tenu de la faible production, celle-ci est totalement consommée localement. La vente est uniquement réservée aux bijoutiers et aux dentistes qui achètent directement au Ministère des Mines et des Hydrocarbures.

Perspectives

L'objectif à plus ou moins long terme est de:

– porter la production artisanale d'or à 200 kg par an.

Pour atteindre cet objectif il faut:

a) organiser l'orpaillage, qui compte en 1985 plus de 1 000 personnes dans l'ensemble du pays, en essayant de les regrouper;

b) assurer la couverture sociale des orpailleurs par le biais de la Caisse Nationale de Garantie sociale (C.N.G.S.) dans le cadre de la Convention des travailleurs indépendants;

c) rechercher et quantifier les flots riches avec l'évaluation des réserves;

d) implanter près des zones aurifères des points de vente en produits de première nécessité.

LE POINT SUR L'INVENTAIRE MINIER

L'avenir incertain du marché mondial des matières minérales à court terme et le déclin prévisible à long terme des ressources fournies par les hydrocarbures, a conduit le Gouvernement Gabonais à rechercher une diversification des ressources minérales de façon à amortir les fluctuations conjoncturelles subies par l'exploitation de chaque ressource particulière, d'où l'idée du projet d'Inventaire Systématique des Ressources Minières.

L'état d'avancement de ce projet à la fin de 1985 se présente de la manière suivante:

Les opérations de Télédétection sont terminées en ce qui concerne l'acquisition des données et leur interprétation primaire au 1/200 000e. Elles ont abouti à:

- une imagerie radar au 1/200 000e et 1/50 000e couvrant la totalité du pays de façon homogène.
- l'interprétation géomorphologique, lithologique et structurale au 1/200 000e des images radar.
- l'interprétation au 1/200 000e de l'aéromagnétométrie et de la radiométrie sur le socle ancien qui couvre environ 210 000 km² soit près de 80% du pays.

Les opérations stratégiques (celles qui consistent à faire l'inventaire de tous les indices de façon systématique et à la maille du kilomètre carré) au sol sont réalisées sur une surface d'environ 50 000 km².

Les opérations tactiques (ce sont les études de détail à la maille hectométrique ou décamétrique où l'on s'intéresse à une substance particulière) ont débuté sur plusieurs zones indicelles avec deux opérateurs, le Service Géologique National qui est un service du Ministère des Mines et des Hydrocarbures et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (France)

Le Service Géologique qui travaille sur les degrés carrés Libreville - Kango - Lambaréné a pu déceler:

- des anomalies Plomb Zinc dans la région de Cocobeach à Attia.
- des anomalies Chrome Nickel dans la zone de Kinguelé.
- des anomalies Or dans les zones de Tchimbélé et de la Nkan.

Les résultats des travaux de géochimie sol et géophysique effectués sur les différentes zones sont en cours d'exploitation.

De son côté le Bureau de Recherches Géologiques et Minières qui prospecte sur les degrés carrés Mitzié - Booué a relevé les anomalies suivantes:

- anomalies polymétalliques dans les zones de Booué et Mikongo.
- anomalies Or à Ebel, Mikongo, Mokekou, Mebaga, Nkan.
- anomalies Etain dans la zone de Ngal au Sud-Est de Mitzié.

Là aussi les résultats des travaux effectués sur les différents sites sont en cours d'exploitation.

En 1986 la prospection stratégique s'amplifie avec l'entrée en activité d'un troisième opérateur: le Groupe Canada. Ce groupement travaillera dans le Nord-Est du Gabon (Lastourville - Makokou - Mékambo - Okondja) et couvrira 4 500 km² en 1986 sur les 30 000 km² de la convention. Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières poursuivra la prospection stratégique sur les degrés carrés Mouïla et Fougamou soit 9 000 km² et le Service Géologique National terminera l'étude du degré carré Lambaréné (1 500 km²).

En prospection tactique, les cibles aurifères les mieux connues seront sondées, en particulier Mebaga (à l'Est de Mitzié) et des travaux de géologie détaillée, de géochimie et géophysique seront intensifiés sur les autres cibles.

Une prospection de minerais de Terre Rares, sera réalisée sur deux secteurs: à proximité de l'Abanié et de l'Ivindo.

Des prospections d'étain, de tungstène et de niobium sont également envisagées dans la moitié Ouest des degrés carrés Booué et Mouïla.

Il est prévu au cours de l'exercice 86-87, l'installation des laboratoires modernes de géochimie, de minéralogie et de pétrographie ainsi qu'un service informatique de gestion des données de l'inventaire minier.

1.3. BOIS ET FORET

Les pouvoirs publics ont contribué depuis 1983 à redynamiser les activités forestières par le biais d'une série de mesures fiscales telles que la détaxation du matériel d'importation et les subventions accordées à la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG). Une attention toute particulière va être portée dans les prochaines années à l'industrie du bois.

La demande internationale de grumes qui avait amorcé une reprise à la fin de 1983 et qui s'est concrétisée tout au long de 1984, s'est de nouveau affaiblie à la fin de 1985 sous l'effet des facteurs suivants:

- les importateurs européens deviennent de plus en plus sélectifs et préfèrent les bois de qualité supérieure;
- la baisse du dollar crée des disparités entre producteurs et favorise la pénétration en Europe des grumes asiatiques;
- la préférence des consommateurs pour les produits semi-finis par rapport aux grumes.

1.3.1. L'EXPLOITATION FORESTIERE

La production gabonaise.

Elle est assurée en 1985 par 3 catégories d'opérateurs:

- les sociétés d'exploitation industrielle pour la plupart succursales des grands établissements européens;
- les sociétés créées en association entre particuliers étrangers et gabonais;
- les exploitants individuels nationaux communément appelés " petits exploitants forestiers " dont les lots superficiels dépassent rarement 5 000 hectares.

Les deux premières catégories d'opérateurs sont bien structurées et bien organisées; elles possèdent en outre des puissants moyens d'exploitation. La dernière par contre, dispersée et non structurée, a une évolution difficile à appréhender du fait d'une gestion encore artisanale liée à la modestie de leurs moyens d'exploitation.

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la production et des ventes de grumes depuis 1980.

	Production (milliers de m3)			Exportations (milliers de m3)			Exportations (milliards de F CFA)		
	Okoumé et Ozigo	Bois divers	Total	Okoumé et Ozigo	Bois divers	Total	Okoumé et Ozigo	Bois divers	Total
1980	1 192	240	1 432	1 059	208	1 267	31,3	18,6	49,9
1981	980	250	1 230	964	250	1 214	27,0	14,7	41,7
1982	986	349	1 335	908	268	1 176	30,5	16,5	47,0
1983	1 103	350	1 453	1 033	300	1 333	33,9	14,6	48,5
1984	1 100	370	1 470	1 052	320	1 372	37,3	15,2	52,5
1985*	1 080	350	1 430	938	280	1 218	35,7	14,9	50,6

* Estimation DGE

L'Okoumé demeure l'essence la plus produite (environ 1 million de m3) tandis que l'ensemble des bois divers, dont l'exploitation et la production sont devenues intenses à partir de 1980 stagne à 300 000 m3.

La production des grumes est restée quasiment stable depuis 1980, sauf en 1981 où elle a accusé une baisse de plus de 16%

Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée du secteur ont évolué de la manière suivante:

En milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires * *	25,8	28,5	33,8	34,3
Valeur ajoutée	16,7	16,0	16,0	17,0

* Estimation DGE

** Calculé à partir des ventes des entreprises à la SNBG

Bien que le chiffre d'affaires du secteur évolue favorablement, les gains nets des entreprises se sont sensiblement réduits (900 millions de francs en 1985 contre 1,5 milliard en 1984).

1.3.2. COMMERCIALISATION

La commercialisation des bois est essentiellement assurée par la Société Nationale des Bois du Gabon, qui a le monopole de la vente d'Okoumé et de l'Ozigo à l'étranger. Cette société achète aux opérateurs leurs productions au prix plage qui est le prix d'achat de la SNBG aux producteurs et revend sur le marché international au prix FOB.

L'évolution de ces différents prix et marges SNBG est retracée par le tableau ci-après:

En Francs CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Prix Plage	19 543	19 061	23 396	23 337	27 440	28 653
Prix F.O.B.	30 135	28 597	34 135	33 443	37 173	38 210*
Marge SNBG (en %)	17,5	19,0	18,1	17,1	15,0	13,0

* Estimation.

La réduction sensible de la marge est due à la volonté du contrat-programme Etat-SNBG de voir cette marge ramenée en 1987 à 12% afin de permettre aux opérateurs de dégager le cash flow nécessaire au redémarrage de l'investissement.

1.3.3. LES ACTIVITES DE REBOISEMENT

Bien que l'objectif de départ de reboiser 3 000 ha/an n'ait pas été atteint, essentiellement pour des raisons financières, les activités de reboisement se poursuivent normalement sous l'égide de la Direction du Reboisement.

En 1984, 370 ha ont été reboisés; la répartition en est la suivante: 200 à Ekouk (Estuaire) dans le cadre d'un projet F.E.D.; 150 à Mvoum (Estuaire) et 20 à titre expérimental, à Mbiné dans le Haut-Ogooué.

En 1985, la surface reboisée est estimée à 500 ha (soit 350 pour Ekouk et 150 pour Mvoum).

Les perspectives en matière de reboisement sont bonnes compte tenu de la volonté du Ministère de tutelle de mener à terme cette opération.

1.3.4. INDUSTRIE DU BOIS

La transformation du bois se situe en aval de l'exploitation forestière. On distingue deux sortes d'opérateurs:

- les grandes unités dont la production est presque entièrement tournée vers l'exportation.
- les petites unités, aux moyens financiers très réduits, qui travaillent exclusivement pour l'approvisionnement du marché local.

L'évolution de l'activité est différente selon les types d'opérateurs. Pour les petites unités, l'année 1985 a connu un rythme assez soutenu grâce à une demande en constante progression. Cette croissance s'explique par un meilleur comportement des activités du bâtiment et de l'ameublement.

S'agissant de la production commercialisable, on observe là aussi un accroissement du volume des ventes à l'étranger. La Compagnie Forestière du Gabon (CFG), dont les 3/4 des activités sont orientés vers l'exportation, a produit en 1985 plus de 82 000 m³ de produits dérivés du bois contre 75 000 m³ en 1984.

L'évolution de l'activité du secteur est traduite par le tableau ci-après:

Milliards de Francs CFA	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	26	27,5	29,6
Valeur ajoutée	15,3	16,7	17,3
Investissements	3	4,8	6,2

* Estimation DGE

Les perspectives du secteur sont bonnes: les investissements réalisés actuellement par les entreprises qui exportent (principalement la C.F.G.) doivent leur permettre d'améliorer leur outil de production et d'être compétitives sur les marchés internationaux.

2. AUTRES ACTIVITES

2.1. AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE

2.1.1. AGRICULTURE

Le travail de la terre occupe actuellement près de la moitié de la population active, mais contrairement à d'autres pays, l'agriculture gabonaise contribue très peu au produit intérieur brut marchand.

Le cinquième plan 1984-1988 a assigné à ce secteur deux objectifs principaux:

- la croissance de la production agricole dans le double but:
 - d'assurer l'autosuffisance alimentaire
 - de développer et diversifier les spéculations agricoles destinées à l'exportation et susceptibles d'être compétitives sans subvention permanente de l'Etat.
- la promotion du monde rural, dans le but de réduire les disparités de niveau de vie entre urbains et ruraux et de freiner ainsi l'exode rural.

A- LES CULTURES VIVRIERES

a) Les productions traditionnelles

C'est l'œuvre des paysans qui pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis.

Le manioc, la banane, le taro et l'igname sont cultivés et entretenus sur une même exploitation.

La production nationale reste difficile à chiffrer du fait qu'une bonne partie est autoconsommée et qu'il n'existe pas de moyens permettant dans chaque centre de commercialisation de cerner la quantité livrée à la vente. A cela il faut ajouter le fait que beaucoup de centres de production ne sont pas accessibles toute l'année.

La production locale de manioc, de banane et taro couvre largement les besoins de l'ensemble du territoire. Toutefois il faut mentionner les infiltrations de banane et de taros venant des pays voisins. Ces infiltrations ne résultent pas d'un déficit de la production nationale mais s'expliquent surtout par deux facteurs:

- l'insuffisance des circuits de distribution de la production locale.
- les conditions climatiques et les infrastructures de transport de centres de production ne sont pas régulièrement atteints par les commerçants, d'autres sont parfois ignorés de ceux-ci.

b) Les productions agro-industrielles

Les cultures maraichères produites par la Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG) et la Société Sucrière du Haut-Ogooué (SOSUHO) dans le cadre de la diversification de ses activités constituent l'essentiel des productions agro-industrielles.

L'unité de la Société Agricole de Port-Gentil dispose d'une capacité de production de 73 serres pour:

- une surface cultivée sous abris de 22 113 m²
- une surface cultivée hors abris de 3409 m² soit une surface totale de 25 522 m²

Les principales productions sont données dans le tableau suivant:

PRODUITS	1981	1982	1983	1984	1985*
Salade (poche)	301 878	290 320	211 350	214 969	283 000
Tomates (kg)	122 227	152 753	65 000	53 724	61 000
Concombres (kg)	62 162	78 075	41 200	58 471	68 000
Melons (kg)	43 418	45 336	39 135	40 756	45 000
Aubergines (kg)	25 791	18 500	25 966	23 348	28 500

* Estimation DGE

Globalement le niveau des différentes spéculations reste en 1985 inférieur à celui des années 1981 et 1982 au cours desquelles la société a enregistré de très bons résultats. Cette baisse de production qui s'observe depuis 1983 s'explique par la présence sur le terrain de parasites qui attaquent régulièrement les plantes empêchant ainsi leur développement normal.

La diversification entreprise depuis près de deux ans, porte sur une production de type africain avec l'introduction du piment, du gombo, du manioc, de la bazelle et du maïs. Les résultats quoique encore faibles sont jugés prometteurs.

B- LES CULTURES INDUSTRIELLES

Trois cultures sont en cours d'exploitation, ce sont traditionnellement le café, le cacao et tout récemment le palmier à huile.

a) Café

Café	80/81	81/82	82/83	83/84	84/85	85/86*
Achats café cerise (tonnes)	1 673	1 851	1 397	765,2	524	500
Prix d'achat au planteur café supérieur (F/kg)	180	180	200	215	250	260
Ventes de café marchand (tonnes)	826,68	805,5	1746,5	2411,5	400	2400

* Estimation DGE

La production locale de café présentée ici par les achats de café cerise accuse une baisse très prononcée au cours de la campagne 1984/1985 par rapport à la campagne 1983/1984.

b) Cacao

Cacao	80/81	81/82	82/83	83/84	84/85	85/86*
Achats cacao (tonnes)	2 850	3 353	2 095	1597	1568	1600
Prix d'achat au planteur cacao supérieur (F/kg)	320	320	345	375	420	430
Ventes cacao (tonnes)	2875	2900	2460	1565	1568	1600

* Estimation DGE

La campagne 84/85 enregistre une légère baisse de la production nationale: 29 tonnes.

Globalement la baisse de la production observée au niveau de ces deux spéculations depuis quelques années va se poursuivre car les efforts entrepris par les pouvoirs publics pour relancer la production ne porteront leurs fruits que dans les années à venir. Les programmes de réhabilitation des anciennes plantations et de création des plantations nouvelles sont en cours de réalisation.

c) Palmier à huile

1) Planting

La première phase du programme palmier à huile est entièrement réalisée. Les trois plantations sont entrées dans leur phase de production. Les 7 500 hectares de cette première tranche sont répartis de la manière suivante:

- Plantation NSILE 1 500 hectares
1 500 hectares en production
- Plantation MAKOUKE 4 500 hectares
3 450 hectares en production
1 050 hectares en entretien.
- Plantation MBINDO 1 500 hectares
160 hectares en production.
1 340 hectares en entretien.

2) Production

Production régionale en tonnes	1983	1984	1985*
NSILE	4 736	9 638	15 140
MAKOUKE	—	2 541	8 890
MBINDO	2 076	2 191	2 220
TOTAL (tonnes)	6 812	14 370	26 250

* Estimation DGE

Le tableau ci-dessus indique une évolution très importante de la production des régimes en 1985 (82,7%). Ce doublement s'explique par l'entrée en production de la plantation de MAKOUKE et de l'arrivée à maturité des palmiers de NSILE.

d) Hévéa

Au cours de l'année 1985, les autorités gabonaises ont présenté aux différents bailleurs de fonds le Plan Hévéicole Général. Des discussions ont eu lieu avec ceux-ci tout au long de l'année. Une mission d'évaluation s'est tenue à Libreville du 12 avril au 2 mai 1985 autour de ce programme. Les conclusions de cette mission se résument ainsi.

- Le projet de MITZIC, initialement prévu à 3 300 hectares est augmenté de 1 500 hectares auxquels s'ajoutent 200 hectares supplémentaires dégagés à la suite d'une meilleure utilisation des sols;
- le démarrage en 1985 de BITAM pour un programme de 3 000 hectares en bloc industriel et 1 000 hectares de plantations villageoises et de KANGO pour un programme de 4 000 hectares;
- à MAYUMBA, 1985 est une année probatoire avant la mission d'évaluation qui aura lieu en septembre 1986. Les travaux préliminaires sont financés par l'Etat gabonais.

La situation des différents projets au 31/12/1985 se présente de la manière suivante:

	1984	1985	1986 Prévision
MITZIC			
Abattages (ha)	3 300	3 300	3 300
Plantation (ha)	1 800	2 800	3 300
Routes (km)	55	55	60
BITAM			
Abattages (ha)	—	700	1 500
Plantation (ha)	—	200	900
Routes (km)	5	20	40
MAYUMBA			
Abattages (ha)	—	100	300
Plantation (ha)	—	10	110
Routes (km)	—	4	10

MITZIC, avant de prendre un nouveau départ avec MITZIC II, aura deux années «creuses» pour permettre à la Société HEVEGAB chargée d'exécuter ce programme un meilleur entretien des 3 300 hectares de MITZIC I déjà plantés.

En plus de la Société HEVEGAB chargée de réaliser les programmes MITZIC I et II, BITAM et MAYUMBA, la Société AGROGABON s'est vue confier la réalisation du programme de KANGO dans la province de l'ESTUAIRE.

Le niveau des investissements réalisés dans le cadre du plan hévéicole est donné ci-après:

1981/82	4 422 millions F CFA
1983	5 510 millions F CFA
1984	4 210 millions F CFA
1985	2 505 millions F CFA

Soit au total 16 647 millions F CFA. Ce montant tient compte uniquement des investissements réalisés par HEVEGAB, le premier opérateur depuis 1981.

C) — LES PROJETS EXECUTES PAR LA SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES INDUSTRIELLES (SONADECI)

Les différents projets se présentent en 1985 de la manière suivante:

1) Bananeraie de NTOUM

Le nouveau programme de travail élaboré par le Comité technique dont les conclusions portent sur le maintien de 50 hectares de bananeraie n'a pas encore connu un début d'exécution. Actuellement la bananeraie est réduite à 20 hectares, faute de crédits de fonctionnement.

2) Café OKONDJA

Les travaux du bloc Alanga avancent normalement, la superficie plantée au 30 novembre 1985 est de 30 hectares contre 15 hectares en 1984.

3) Cacao de KOULAMOUTOU

Le projet est réalisé aux 3/4 de sa superficie; 200 hectares sont plantés au 30/11/85. Les premiers arbres ont commencé à produire (40 tonnes de cacao marchand pour les 30 premiers hectares)

A la fin de l'année 1986, le projet sera complètement réalisé, avec les 250 hectares prévus.

4) Cacao WOLEU-NTEM

Le bloc d'EBEIGNE près d'Oyem s'exécute sur le même modèle que celui du bloc de Koulamoutou. Les 50 hectares défrichés en 1984, sont plantés en 1985 et 50 autres hectares sont en préparation pour 1986.

Un deuxième bloc de 250 hectares est en préparation à Centre-ville, sur la route de Minvoul. Les travaux de layonnage sont terminés et le tracé des pistes secondaires a débuté en janvier 1986.

Le développement des plantations paysannes regroupées au sein de l'opération zonale intégrée a été ralenti en 1985, du fait du vieillissement des planteurs. Le rythme des extensions ne s'est donc pas accéléré comme souhaité.

5) Opération Zonale Intégrée du FERNAN-VAZ

L'opération dont le but est de ravitailler en produits vivriers la ville de Port-gentil tout en assurant la promotion des populations rurales est arrivée à sa première phase et les premiers résultats montrent que la première mission est remplie. La SONADEC I arrive à approvisionner régulièrement la ville de Port-Gentil en produits vivriers.

Des trois volets de l'opération, c'est le volet agricole qui connaît le plus de réussite.

– Volet agricole:

On observe une augmentation de la production qui est sept fois supérieure à celle de 1983. Le prix de la banane est maintenu à 200 F le kg depuis 1984.

La commercialisation mensuelle de la SONADEC I tourne autour de 100 tonnes de vivres, dont 80% pour la banane, les 20% restant étant constitués de manioc, taros, agrumes et piments. D'une manière générale les 2/3 de la production vivrière de la région du Fernan-Vaz sont collectés par les commerçants privés.

– Volet infrastructures:

Aucune ouverture de pistes nouvelles en 1985. L'entretien des 80 km existants est maintenu mais se pose le problème du manque de matériel pour l'ouverture de nouvelles pistes.

– Volet Santé-Formation:

Il est actuellement arrêté. La tranche des crédits fournie par le FED est épuisée. Les dispensaires existent, mais ne fonctionnent plus (sur les 4 dispensaires existants, 1 seul est en activité).

2.1.2 ELEVAGE

a) Elevage bovin

La situation des trois ranches bovins en cours de réalisation par la Société AGROGABON – ELEVAGE dans les provinces du Haut-Ogooué, de la Nyanga et de la N'Gounié se présente au 30 septembre 1985 comme suit:

1) Ranch NYANGA

Composition du Cheptel: 7 495 têtes de bétail dont:

- 297 taureaux
- 3 146 vaches
- 1 267 veaux
- 1 413 génisses au taureau
- 717 génisses de 1 et 2 ans
- 655 bouvillons et taurillons.

Très bonne évolution du Cheptel, 150 naissances en moyenne par mois issues en majorité des reproducteurs importés en 1981, 1982 et 1983. Le comportement du bétail importé en 1984 est très satisfaisant. Il s'est bien adapté à l'environnement du ranch.

2) Ranch LEKABI

Composition du Cheptel: 3 306 têtes de bétail dont:

- 163 taureaux
- 1 143 vaches
- 534 veaux
- 711 génisses au taureau
- 108 génisses 2 ans
- 305 génisses 1 an
- 342 bouvillons et taurillons.

Le bétail importé s'est adapté aux nouvelles pâtures.

3) Ranch N'GOUNIE

Composition du Cheptel: 685 têtes de bétail dont:

- 46 taureaux
- 495 vaches
- 58 génisses
- 86 veaux

Bon comportement du bétail en provenance de la Nyanga en début de 1984, il s'adapte facilement et commence aussi à extérioriser ses aptitudes de reproduction. Le volet villageois a démarré avec l'installation de huit troupeaux. Chaque troupeau comprend: 1 taureau, 5 vaches gestantes et un bouvillon; les premières naissances ont été enregistrées.

Il est prévu la mise en place de 15 à 20 troupeaux par an en milieu rural.

b) Elevage porcin

Le projet national porcin initié par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Economie Rurale a été réalisé avec l'assistance technique du PNUD.

Certains objectifs spécifiés dans le projet ont été atteints.

1) Objectifs immédiats atteints:

- Etablissement d'une ferme pilote avec fabrication d'aliments et abattoir - charcuterie.
- Introduction et multiplication d'une race porcine productive.
- Etablissement de 11 petites unités en milieu rural d'une capacité de 350 porcs par cycle soit 700 par an (2 cycles par an).
- Abattage, conditionnement et commercialisation de la production totale.

Cependant, le projet a une production qui est encore limitée par les contraintes suivantes:

- capacité de l'abattoir conditionné par celle de la chambre froide à 60 porcs/semaine.
- capacité de l'unité de fabrication d'aliments limitée par celles de stockage des matières premières.
- capacité de la maternité limitée actuellement à 30 loges de 90 truies.

2) Objectifs à long terme:

- développer la production porcine en République Gabonaise en vue de satisfaire la demande interne et augmenter les revenus des petites exploitations du milieu rural
- valoriser les sous-produits de l'Agro-industrie et de l'Agriculture.

- former le paysan à l'élevage en vue de le transformer en éleveur engraisseur puis en éleveur naisseur - engraisseur.
- installer de 50 à 100 unités d'élevage de porcs de 3 à 5 truies, en milieu rural.
- construire une deuxième maternité et deux porcheries d'engraissement.
- développer le projet porcin en vue de satisfaire la demande paysanne et urbaine.

L'objectif est d'atteindre 150 à 200 truies pour produire 2 000 porcs de croissance en vue de limiter les importations de viande de porc.

Le volet vulgarisation financé par le budget de développement de l'Etat est géré par le projet national porcin en vue d'élargir les activités dans les autres provinces.

2.1.2 PECHE

Deux méthodes de pêche sont pratiquées: la pêche artisanale et la pêche industrielle. Outre l'activité en mer, on observe un peu partout sur l'ensemble du territoire un développement de l'aquaculture et de la pisciculture.

a) La pêche artisanale

Les statistiques de la pêche artisanale sont toujours dans l'ensemble très mal connues du fait de la dispersion des intervenants et du manque de brigades de pêche. Toutefois on estime que la pêche artisanale offre 76% de la production livrée aux consommateurs sur l'étendue du territoire national représentant 72 700 tonnes en 1985 contre 64 000 tonnes en 1984 soit une augmentation de 15,4%.

Tonnes	1981	1982	1983	1984	1985*	Variation 85/84
Production	36 000	44 000	54 000	63 000	72 700	+ 15,4%
Consommation	33 545	39 500	46 000	54 000	60 950	+ 12,9%
Exportation	2 455	4 500	8 000	9 000	11 750	+ 30,5%

* Estimation DGE

Cet accroissement s'explique par:

- l'arrivée de nouveaux pêcheurs;
- l'utilisation par les pêcheurs d'engins de pêche plus performants

b) La pêche industrielle

L'ARMEMENT

La pêche industrielle est pratiquée par trois flotilles qui sont:

- **Les chalutiers-crevettiers:** navires congélateurs en plastique effectuant des marées de 18 à 25 jours (18 bateaux en 1984)
- **Les chalutiers poissonniers** qui sont en majorité des glaciers. Leur durée des marées ne dépasse pas une semaine (9 bateaux en 1984)
- **Les cordiers:** ce sont de petits bateaux glaciers qui pratiquent la pêche à la ligne sur les fonds rocheux (11 bateaux au total)

Contrairement aux années antérieures, la pêche chalutière dans les eaux gabonaises est pratiquée pour l'essentiel par des navires battant pavillon gabonais.

L' ACTIVITE

	1982	1983	1984	1985*	1986* *	Variation 85/84
PRODUCTION (tonnes)	8 848	7 598	9 238	9 205	9 000	- 0,4%
EXPORTATION (tonnes de crevettes)	1 684	1 571	1 629	1 694	1 760	+ 4%
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	5 848	6 399	6 594	7 814	8 300	+ 12,5%
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	1 771	2 178	2 375	2 066	2 000	- 13%

* Estimation DGE

** Prévvision DGE

Malgré une augmentation sensible du chiffre d'affaires en 1985, due au relèvement du prix de vente de différentes catégories de poissons, les pêcheries gabonaises traversent une période de crise. La baisse observée en 1985 de la production (- 0,4%) et la valeur ajoutée (- 13%) s'explique par:

- l'arrêt de plusieurs bateaux de pêche,
- l'accroissement régulier des charges d'exploitation (pièces détachées, carburant, salaires)
- la vétusté du matériel.

Les exportations composées en totalité de crevettes augmentent de 4% en 1985.

Les investissements du secteur ne concernent essentiellement que les investissements de maintien en l'état de l'outil de production, car les armateurs locaux ne peuvent acquérir du matériel nouveau faute de moyens financiers. Les responsables des pêcheries, pour redynamiser leur secteur, souhaitent la mise en place d'un certain nombre de mesures et dispositions parmi lesquelles on peut citer:

- la révision des modalités de fixation de la détaxe du carburant;
- le bénéfice d'un régime privilégié pour certaines transactions douanières ou fiscales;
- l'organisation de la profession par la mise en place de certaines structures;
- l'école de pêche pouvant former les nationaux aux techniques de la pêche industrielle;
- la construction d'infrastructures au sol (port de pêche, installations de conservation);
- l'organisation des circuits de distribution.

2.2 INDUSTRIES

2.2.1 INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET CIGARETTES

2.2.1.1. Industries alimentaires

La production dans ce secteur couvre plusieurs branches:

- Minoterie
- Elevage de poulets et de poules
- Raffinerie de sucre
- Huilerie
- Torréfaction de café
- Charcuterie
- Fabrication de yaourts

Cette production se répartit de la manière suivante:

	1982	1983	1984	1985*	1986 **
Farine (tonnes) SMAG	21 649	21 480	22 957	23 520	24 700
Aliments Bétail (tonnes) SMAG			3 469	3 600	4 000
Oeufs (milliers) SMAG	22 263	22 685	21 314	23 040	24 000
Pain (tonnes de farine panifiée) SMAG	6 280	6 157	6 401	6 840	7 000
Maïs (tonnes) SLAEB			2 231	2 450	2 200
Poulets (tonnes) SLAEB			2 506	2 950	3 215
Sucre (tonnes) SOSUHO	13 500	15 438	11 457	16 505	15 400
Ananas (tonnes) SOSUHO			193	300	350
Huile de palme (tonnes) AGROGABON	600	1 290	2 682	5 308	8 000
Huile de Soja, arachide, maïs, tournesol (tonnes) SEPOGA	5 005	5 706	6 000	6 000	
Yaourts (milliers) SLIGA			2 648	9 627	12 000
Lait (hl) SLIGA				2 500	24 000
Fromages (tonnes) SLIGA				25	60
Saucissons (tonnes) SAN			60	130	420
Jambons (tonnes) SAN			40	150	276
Saucisses (tonnes) SAN			25	40	210
Steack (tonnes) SAN			10	60	60
Viande (tonnes) SAN			10	60	800
Café Moulu (tonnes) SOGATOR		30,4	37,8	53	54

* Estimation DGE

** Prévision DGE

– SOSUHO (Société Sucrière du Haut Ogooué)

Depuis quelques années, la SOSUHO procède à la diversification de ses productions. Actuellement, elle livre sur le marché du sucre, des ananas et des produits maraichers.

Le taux d'utilisation de la raffinerie s'est amélioré. En 1985, l'usine a atteint 50% de sa capacité de production contre 35% en 1984.

a) Activité sucrière

Le tableau suivant retrace l'évolution de l'activité sucrière depuis 1980.

Sucre (tonnes)	1980	1981	1982	1983	1984	1985*	1986**
Production sucre granulé	13 034	14 062	13 500	15 438	10 474	15 055	16 000
Production sucre en morceaux	4 058	5 257	7 257	6 298	6 668	6 272	7 200
Ventes locales sucre en morceaux	4 041	4 241	4 810	5 393	5 767	6 104	7 100
Sucre granulé	2 241	2 684	3 084	3 818	3 527	3 800	4 100
Total Gabon	6 282	6 925	7 894	9 211	9 294	10 904	11 200
Exportations morceaux		763	1 989	1 422	860	1 305	1 100
Granulés	5 505	2 701	5 190	6 329	1 306	4 000	3 100
Total exportation	5 505	3 464	7 979	7 751	2 166	5 305	4 200

Source SOSUHO * Estimation

** Préviation

L'année 1985 a été mauvaise pour la SOSUHO. La persistance des pluies abondantes n'a pas favorisé un mûrissement normal des cannes et une récolte rationnelle des parcelles. Cette situation explique la baisse constatée au niveau de la production.

b) Activité ananas – Jus de fruits

La production d'ananas estimée à 795 tonnes en 1985 contre 657 tonnes en 1984 est en augmentation de 21%. Cette production est cédée pour 20% à l'usine de jus de fruit qui a traité 159 tonnes d'ananas pour 50 875 boîtes de conserves d'ananas.

Ananas	1983	1984	1985
Production (tonnes)	675	657	795
Ventes locales (tonnes)	433	585	819
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	104	143,6	190

c) Activités culturelles maraichères

La diversification des activités de la SOSUHO s'est poursuivie cette année par les produits maraichers. Pour les 9 premiers mois de l'année, les productions les plus importantes se présentent comme suit:

Bilan au 31/09/1985	Volume	Chiffre d'affaires (en millions F CFA)
Tomates (tonnes)	192,7	162,2
Salade (poches)	144 600	23,2
Concombres (tonnes)	16,5	10,3
Aubergines Africaines (tonnes)	20,5	10,9
Oseille (tonnes)	16,2	1,9
Gombos (tonnes)	13,5	11,2
Salades Ravels (poches)	12 660	3,2
Aubergines (tonnes)	7,9	4,9
Choux (tonnes)	7,5	5
Piments (tonnes)	5,6	6

En 1984, les cultures maraichères ont fourni 307,7 tonnes de produits pour 223,3 millions de chiffres d'affaires contre 135 tonnes en 1983. Environ 301,6 tonnes ont été écoulés sur le marché national contre 132,8 tonnes au cours de l'année 1983.

– SMAG (Société Meunière et Avicole du Gabon)

La farine, le pain et les œufs sont produits en grande partie par la SMAG. La production qui reste en fait conditionnée par l'évolution de la population et le pouvoir d'achat des ménages a progressé d'environ 5%

Malgré une situation de quasi monopole exercée par les boulangeries SMAG, on observe depuis quelques années l'installation désordonnée de boulangeries artisanales.

Le chiffre d'affaires a progressé de 5,3% en 1985 par rapport en 1984. Au cours de la même période, la valeur ajoutée s'est accrue de 6,8%. Cette croissance masque la dégradation des résultats de la minoterie et des boulangeries due à l'augmentation des charges et au blocage des prix de la farine et du pain.

En millions de F CFA	1982	1983	1984	1985*	1986**
Chiffre d'affaires	6 798	8 426	10 307	10 860	12 070
Valeur Ajoutée	2 022	2 274	2 714	2 900	3 200
Investissements	300	1 043	391	470	500

* Estimation DGE

** Prévion DGE

– SIAEB (Société Industrielle d'Agriculture et d'Elevage de Boumango)

La SIAEB produit des poulets et des céréales. L'activité agricole fournit du maïs, du soja et du riz pluvial destiné en grande partie à l'alimentation du bétail. Environ 30% de la production du maïs est utilisée en dehors de l'usine. L'activité avicole reproduit et engraisse plus de 2 200 000 poulets qui assurent un peu plus de 50% de la consommation.

La concurrence des produits d'importation (poulets de réforme, ailes de dindes) se maintient à un niveau élevé malgré la protection et une meilleure organisation de la distribution. Les matières premières locales et les produits importés ont respectivement augmenté de 8% et 15%.

Production de la SIAEB

En tonnes	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Poulet	370	2 037	2 506	2 950	3 215
Maïs vendu			2 231	2 450	2 200
Soja			1 146	2 295	2 810
Riz			352	530	550

* Estimation DGL

** Prévision DGE

En 1985 l'évolution du chiffre d'affaires est 25,46% par rapport en 1984. Par contre, la valeur ajoutée accuse une légère baisse de 3% au cours de la même période. Il est prévu un accroissement de 16% en 1986.

En millions de F CFA	1983	1984	1985*	1986* *
Chiffre d'affaires	1427,4	2 203	2 764	3 215
Valeur ajoutée	124,4	454	441	682

* Estimation DGE

** Prévision DGE

L'activité pourrait se développer avec le maintien d'un effort permanent d'investissement (extensions des installations existantes) qui permettrait d'augmenter la couverture du pays en volaille et de réduire le coût du kg de poulet produit au Gabon. Cette diminution du coût est également liée à la réussite de l'activité agricole intégrée (maïs-soja-riz).

– S.A.N. (Société Alimentaire de la Nomba)

La Société Alimentaire de la Nomba exploite depuis 1982 une unité de production de saucissons, jambons, pâtés. Une légère percée s'est amorcée vers certains pays membres de l'UDEAC au cours de l'année 1985. Mais, la conquête de ces marchés est encore rendue difficile du fait de la présence dans ces pays des produits de même type importés d'Europe qui bénéficient des mesures économiques et financières favorables à leur exportation comme c'est le cas pour la viande.

Les besoins annuels en viande de porc sont estimés à 1 200 tonnes. La ferme porcine d'Essassa en fournit seulement 84 tonnes.

Evolution de l'activité de la S.A.N.

	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Production(tonnes)	125	260	650	1 000	1 766
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	250	460	1 400	2 290	2 800
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	100	184	560	644	900

* Estimation DGE

** Prévion DGE

– SLIGA (Société Laitière Industrielle du Gabon)

Entrée en activité en août 1984, la SLIGA a complètement modifié la composition de cette branche d'activité. Elle a successivement repris les activités de Soyalaït en 1984 et celle de la marque YOGOSANTE en 1985. Après cette restructuration, il ne reste plus qu'une unité industrielle et une artisanale (SOGABI à Port-Gentil).

Les nouveaux produits: yaourt, lait UTH, couvrent respectivement 90% et 50% du marché national.

Evolution de l'activité de la SLIGA

	1984 (3 mois)	1985*	1986* *
Yaourts produits (en milliers)	2 648	9 627	12 000
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	218	980	1 400
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	87	392	740

* Estimation DGE

** Prévion DGE

Les investissements réalisés se chiffrent à 2 milliards de F CFA en 1985.

– SOGATOR (Société Gabonaise de torréfaction)

Une partie de la production de café est transformée sur place par la société gabonaise de torréfaction.

La production et le chiffre d'affaires ont évolué de la manière suivante:

	1983	1984	1985*	1986* *
Production(tonnes)	30,4	37,8	53	54
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	84	105	123	128
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	8	14	26	28

* Estimation DGE

** Prévion DGE

– SEPOGA (Société d'exploitation des produits oléagineux du Gabon)

Depuis 1979, la SEPOGA affine des huiles brutes importées (arachide, maïs, soja et tournesol). À partir de 1986, la filière huile va connaître une profonde modification et une restructuration de l'unité existante.

Le secteur des industries agro-alimentaires continuera à poursuivre l'objectif d'autosuffisance alimentaire si une protection accrue du marché est maintenue.

Cependant l'absence de main-d'œuvre qualifiée (mécanicien, électromécanicien, soudeur, éleveur, carrossier, boulanger etc...) et le coût élevé du financement des investissements (prêt à moyen terme) alourdiront encore longtemps les coûts de production.

La lutte contre la concurrence des produits importés tant au niveau de la qualité que des prix reste une préoccupation majeure pour l'ensemble des entreprises du secteur.

2.2.1.2 Industries des boissons et de tabac

Malgré la vive concurrence exercée par les importations massives des boissons et des cigarettes de marques étrangères, ce secteur connaît une activité soutenue qui se traduit par une progression du volume des ventes.

a) Industries des boissons

Cette branche d'activité comprend toujours les unités suivantes: la Société des Brasseries du Gabon (Sobraga), la Société pour l'Expansion des Boissons hygiéniques au Gabon (Seboga) et la Société des vins du Gabon (Sovingab).

– Société des Brasseries du Gabon

Le nombre de ses brasseries est passé de 4 à 5 en 1985. En effet, la brasserie de Mouila, dont le démarrage des activités a eu lieu en juillet 1985, est venue se joindre à celles déjà implantées à Libreville, Port-Gentil, Franceville, Oyem. En plus de la production de bière qui représente les 90% de la production totale, la Sobraga produit également des boissons gazeuses.

– Société pour l'Expansion des Boissons Hygiéniques au Gabon

Elle possède une unité de fabrication des boissons gazeuses implantée à Libreville. Les principales productions sont les boissons gazeuses et les sirops.

– Société des vins du Gabon

La Sovingab est une unité d'embouteillage et de conditionnement du vin.

Le tableau suivant donne la production des différentes unités.

Hectolitres	1982	1983	1984	1985*
Boissons non alcoolisées	173 000	245 120	369 428	374 116
Bière	500 000	726 482	769 207	839 740
Vin (mis en bouteille)	102 894	110 032	119 962	123 224
Sangria (mise en boîte)	—	—	4 277	2 666

* Estimation.

La production de boissons non alcoolisées et de bière s'est accrue considérablement depuis 1982 (les taux de croissance moyens annuels sont respectivement de 27,3% et 17,1%).

La quantité de vin mise en bouteille s'est elle aussi accrue mais dans des proportions moindres (taux de croissance sur 4 ans: 6%).

Malgré l'accroissement considérable de la production locale, les importations de boissons étrangères restent élevées. Ces boissons sont notamment les vins de haute qualité, les boissons fortes (liqueurs) et les bières européennes. Ces importations ont évolué de la manière suivante:

Milliards de Francs CFA	1982	1983	1984	1985
Importations de Boissons	6,8	7,2	7,6	7,8

Malgré une clientèle et des prix de vente relativement stables, on observe un accroissement assez appréciable du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée, comme le prouve le tableau ci-dessous:

Milliards de Francs CFA	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Chiffre d'affaires	15,3	19,5	27,9	29,3	31
Valeur ajoutée	6,9	8,2	9,5	10,7	11

* Prévission DGE

** Estimation

Au cours de la période 1982-1985, le chiffre d'affaires a progressé en moyenne de 24,2% alors que la valeur ajoutée n'a progressé que 15,75%.

Investissement

Depuis 1983, le niveau de l'investissement dans le secteur reste soutenu; il concerne d'une part des investissements pour l'augmentation de la capacité installée (brasserie de Moula) et d'autre part des investissements pour la modernisation de l'outil de production (mise en boîte de la bière et du vin, fabrication de nouveaux produits de qualité).

b) Industrie du tabac

La branche d'activité est constituée essentiellement de 2 opérateurs:

– pour la production, de la Société des cigarettes gabonaises (SOCIGA).

– pour la commercialisation, de la Régie gabonaise du tabac (RGT). La RGT assure la commercialisation aussi bien des cigarettes gabonaises que celles de marques étrangères.

La production locale et le niveau des ventes évoluent de la manière suivante:

	1983	1984	1985	1986*
Production (milliers de paquets)	16 400	15 784	17 730	16 400
Exportations (millions de F CFA)	–	361	592	684
Valeur ajoutée (millions de F CFA)	990	987,8	919	960

* Prévission DGE

Dans l'ensemble, la production reste stable depuis 1983 et oscille autour de 16 millions de paquets par an. Cette situation est due à une stagnation de la demande sur le marché national, une bonne partie de la clientèle dont le pouvoir d'achat est relativement élevé s'oriente vers les cigarettes de marques étrangères.

Le mouvement à l'exportation amorcé en janvier 1984 se poursuit en direction des pays limitrophes où se réalise 24,4% du chiffre d'affaires.

Les prévisions à l'exportation sont meilleures et porteraient sur 684 millions de F CFA pour un montant total de 2,41 milliards de Francs de chiffre d'affaires, soit 28,4% du chiffre d'affaires.

2.2.2. INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES METAUX

La chaudronnerie, la construction des structures métalliques, la construction et la réparation navales constituent les différentes activités des industries de transformation des métaux.

Les activités de ce secteur dépendent d'autres secteurs tels que le pétrole, la forêt, les bâtiments et travaux publics.

Dans l'ensemble, la situation en 1985 se caractérise par:

- une rareté des commandes
- une concurrence très vive des constructeurs européens
- une insuffisance des sources de financement
- une étroitesse du marché national.

a) Chaudronnerie

Les entreprises évoluant dans cette branche d'activité connaissent des situations variées. Si les entreprises, qui fournissent des prestations aux compagnies pétrolières connaissent une baisse d'activité, les autres par contre ont une activité appréciable si on examine l'évolution des différentes productions du tableau suivant:

Production	1983	1984	1985
Bennes (unités)	58	64	70
Semi-remorques (unités)	42	48	40
Citernes (unités)		11	14
Lances à boucle (unités)	102 000	97 312	73 000
Chiffre d'affaires (milliards de F CFA)	3,1	3,2	3,2

b) Construction des structures métalliques

L'évolution est différente selon les types de production. La fabrication des fûts et d'articles ménagers connaît un léger accroissement, par contre le niveau de production des tôles et bacs reste stable comme l'illustre le tableau ci-après:

Production	1983	1984	1985*
Article ménagers (tonnes)	46	70	85
Tôles et bacs (tonnes)	3 000	2 800	3 000
Foret (unités)	35 700	42 257	60 000
Chiffre d'affaires (milliards de F CFA)	4,8	5,0	5,1

* Estimation DGE

c) La Construction et la réparation navales

C'est au niveau du secteur, la branche la plus secouée par la crise. Elle subit la pression la plus forte de la concurrence extérieure. Depuis 1980, ces activités ne cessent de se dégrader du fait du rétrécissement du carnet de commande. En 1985, ce carnet de commande a été complètement vide alors qu'au même moment 9 unités fabriquées en Espagne ont fait leur entrée au Gabon.

Production	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Remorqueurs (unités)	7		4	9	2	0
Bacs (unités)	2	2	1	1	1	0
Barges (unités)		1			1	1
Plates (unités)				3	0	0

Les industries de transformation des métaux, à l'image de l'ensemble des industries locales pourraient connaître un meilleur avenir si un véritable redéploiement était opéré par les pouvoirs publics avec la mise en place de certaines mesures dont notamment:

- la protection du marché intérieur
- l'appel systématique pour les marchés de l'Etat aux entreprises installées sur le territoire national.
- l'aide à la protection par un assouplissement des conditions bancaires.

2.2.3 INDUSTRIE CHIMIQUE

L'industrie chimique, diminuée de la branche raffinage, rattachée à l'industrie pétrolière, est composée d'unités de taille moyenne spécialisées chacune dans une production donnée:

- SOGAPIL: fabrication des piles électriques
- Gabonaise des Peintures et Laques (GPL) et Chimie Gabon: peintures et laques
- PIZOLUB: formulation et fabrication des lubrifiants
- GABOA: fabrication des gaz liquides
- Auxiliaire du Bâtiment Aveyra (ABA) spécialisé dans la fabrication et la transformation des matières plastiques, tels que:
 - 1- emballage (casiers à bouteilles, sacs polyéthylène, bidons, flacons)
 - 2- articles de ménage
 - 3- maroquinerie
 - 4- articles pour le bâtiment (tubes, ciment-colle etc...)
- SIDAC (Société Industrielle de Détergents, d'approvisionnement et d'applications chimiques) produits colgate, lever.

Un certain nombre de produits font toujours l'objet d'importation

- les produits photos et pharmaceutiques
- les insecticides et les engrais
- les explosifs

La production des différentes unités de la place se présente comme suit:

	1982	1983	1984	1985*	1986**
Piles électriques (millions unités)	4	4	4	4	4
Peintures (en tonnes)	3 757	4 183	4 058	4 584	4 646
Lubrifiants (en tonnes)	5 398	6 853	7 323	9 408	10 690
Gaz					
Oxygène (milliers m3)	405	351	359	368	383
Acétylène (milliers m3)	111	100	102	104	106
Azote (milliers l)	578	561	609	885	1102
Plastiques ABA (en tonnes)					
Emballages	649	615	632	622	750
Articles de ménage	151	90	153	178	265
Produits du bâtiment	631	401	643	636	530

* Estimation DGE

** Prévvision DGE

La production des peintures stagne depuis 1982 (+ 7,1%) malgré la très nette reprise constatée dans le secteur du bâtiment.

La situation est favorable pour les lubrifiants qui enregistrent une hausse de 28,5% en 1985, avec un certain volume de ventes à l'étranger: 13% des ventes en 1984 et 26% en 1985.

Dans l'ensemble les gaz stagnent malgré un faible accroissement de l'azote.

L'auxiliaire du bâtiment AVEYRA S.A. créé en juillet 1977, est spécialisé dans la transformation des matières plastiques. La production de l'entreprise porte sur le bâtiment (extursion tubes, peinture, ciment-colle), l'emballage (casiers à bouteilles, flacons, bidons, sacs polyéthylène), les articles de ménage et la maroquinerie. La capacité de transformation est de 6 000 tonnes de produits.

— La Société Industrielle de Détergents d'Approvisionnement et d'Application Chimiques (SIDAC) est la dernière née du secteur, créée en 1983 dans le cadre de la Petite et Moyenne Entreprise.

L'activité de la société est la fabrication et la distribution de produits d'entretien industriel et ménager. Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée depuis 1984 évoluent comme suit:

En millions de F CFA	1984	1985*	1986**
Chiffre d'affaires	890,10	979,08	1077
Valeur ajoutée	149,3	172,3	189,4

* Estimation DGE

** Prévvision DGE

La SIDAC couvre à l'heure actuelle 90% du marché local. Compte tenu des capacités de production, la société sollicite l'agrément à la taxe unique lui permettant d'élargir le cercle de sa clientèle.

La tendance à la hausse du secteur chimique observée il y a quelques années se confirme; le chiffre d'affaires a évolué de 30% en moyenne par an de 1980 à 1985 tandis que la valeur ajoutée s'est accrue de 22% en moyenne par an au cours de la même période.

En milliards de F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	3,529	5,415	7,221	7,763	11,483	13,044
Valeur ajoutée	1,981	1,828	2,976	3,198	4,731	5,374

* Estimation DGE

2.2.4. EXTRACTION ET FABRICATION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

La fabrication des ciments constitue l'essentiel de l'activité du secteur. La société «Les Ciments du Gabon» avec ses 3 unités de production détient depuis 1981 le monopole du marché national. La capacité théorique installée se répartit de la manière suivante:

- 350 000 tonnes de CLINKER par an
- 400 000 tonnes de ciments par an (270 000 à Owendo et 130 000 à Franceville).

A la fin de l'année 1985, le coefficient d'utilisation des unités existantes se présente comme suit:

- unité de Ntoun: 62,85%
- unité d'Owendo: 70%
- unité de Franceville: 38,5%

En milliers de tonnes	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Consommation nationale	175	153	116	124	150	175	194	208	240
Production locale	161	134	96	109	150	175	194	208	240
Importation	114	19	20	15	0	0	0	0	0

* Estimation DGE

La consommation nationale qui se confond depuis 1981 à la production locale ne cesse d'augmenter au cours des quatre dernières années avec une progression moyenne de 12,5%

Cette augmentation entraîne aussi une amélioration des indicateurs suivants:

En milliards de F CFA	1981	1982	1983	1984	1985*	1986**
Chiffre d'affaires	5,1	6,31	8,02	9,43	12,38	13,64
Valeur ajoutée	1,6	1,29	2,83	3,06	4,48	4,68

* Estimation DGE

** Prévision DGE

Cette amélioration s'explique par:

- le relèvement du prix de vente du ciment
- le maintien du blocage du prix de certaines matières, fournitures et services locaux (énergie, transports)
- la baisse du prix du gypse.

Evolution prix du ciment

En F CFA	1978 2 Fév.	1979 25 Jan.	1980 15 Jan.	1981 28 Jan.	1982 17 Juil.	1983 6 Jan.	1984 11 Jan.	1985 11 Jan.
Prix d'une tonne de ciment : OWENDO								
45	21 000	23 000	26 000	28 600	31 600	35 900	42 600	49 000
PM			28 000	30 600	33 600	37 900	44 600	51 000
55			28 000	30 600	33 600	37 900	44 600	51 000
FRANCEVILLE			64 600	64 600	64 600	64 600	49 000	54 000

Le prix du ciment est constamment révisé comme le montre le tableau ci-dessus; ces ajustements tiennent compte non seulement des variations des prix des facteurs de production, mais surtout de la sensibilité du produit auquel les pouvoirs publics veulent éviter des hausses trop importantes.

Evolution des investissements

En millions de F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Immobilisations corporelles	332	168	397	523	1 018	890
Investissements de recherche et de préexploitation	20	261	172	112	63	169
TOTAL	352	429	569	635	1 081	1 059

* Estimation DGE

Le niveau des investissements est très élevé en 1984 et 1985 et oscille autour du milliard de F CFA.

Malgré une diminution prévisible du budget d'investissement des pouvoirs publics auquel l'activité du secteur est étroitement lié (bâtiments, travaux publics), les prévisions de production pour 1986 se situent à 240 000 tonnes, niveau atteint en 1985.

2.2.5 L'INDUSTRIE TEXTILE

La structure de ce secteur d'activité n'a pas varié depuis une quinzaine d'années. On distingue trois unités de type industriel d'une part, assurant plus de 80% du chiffre d'affaires du secteur et de petites unités de confection de type familial d'autre part, dont le degré de création et de disparition reste très élevé.

a) Les entreprises industrielles

1/ La Société Industrielles Textile du Gabon (SOTEGA)

Cette société, spécialisée dans l'impression sur tissu, est confrontée depuis 1983 à d'énormes problèmes d'ordre conjoncturel et financier. Après un arrêt de ses activités en 1984, la société n'a pas encore retrouvé son rythme annuel de production antérieure (1980 à 1982). En 1985, sa production annuelle se situe autour de 6 millions de mètres de pagne contre 11,3 millions en 1981.

	1981	1982	1983	1984	1985*
Production de pagnes (en millions de m)	11,3	10,6	8,6	4,5	6,2
Prix du pagne (coupon de 3 m en F CFA)	1 420	1 565	1 565	2 215	2 215
Chiffre d'affaires (Milliards de F CFA)	3,800	4,153	3,296	1,962	3,020

* Estimation DGE

Si entre 1980 et 1982 les exportations représentaient 75% du chiffre d'affaires, en fin d'année 1985 elles ne correspondent plus qu'à 58% du fait du retrécissement du marché extérieur.

La concurrence reste vive et se caractérise par des importations incontrôlées de tissus imprimés en provenance des pays africains et des pays européens.

Le potentiel de production reste encore sous-utilisé du fait de la faiblesse de la demande. SOTEGA voit dans la création de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) une possibilité d'élargir l'éventail de sa clientèle.

2/ La Société de Vêtements Manufacturés (SOVEMAN)

Cette société a pris en 1976, la succession de l'ancienne Manufacture Gabonaise de Vêtements (MGV), créée en 1965.

Spécialisée dans la confection, la SOVEMAN produit une gamme très variée d'articles: vêtements de ville, vêtements de sports et de loisirs, vêtements de travail et combinaisons, confection pour enfants, lingerie, etc... Le rythme de production en 1985 est soutenu dans la plupart des sections. Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de la production de l'entreprise depuis 1982.

Unités produites	1982	1983	1984	1985*
Confection	236 014	253 506	296 461	306 998
Lingerie	470 076	503 414	557 062	694 602
Linge de maison	461 369	459 581	880 969	473 342
Divers	5 196	8 792	10 189	12 240

* Estimation DGE

Les principaux clients de la société sont les magasins de grande surface et les grossistes tels que HATTON, CECA-GADIS, HOLLANDO, la chaîne des magasins MBOLO-SCORE et GABOPRIX. SOVEMAN accroît également ses ventes dans les pays membres de l'UDEAC.

Evolution du chiffre d'affaires SOVEMAN

en milliards de F CFA	1981	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	1,675	1,985	2,192	2,574	3,050

* Estimation DGE

3/ La Société Gabonaise de Commerce et d'Exportation (SOGACOME)

C'est la deuxième entreprise de confection, après la Société des Vêtements Manufacturés (SOVEMAN).

La production de la société porte sur la confection des articles suivants: survêtements, jogging, culottes, tee-shirts. Depuis sa création; elle évolue comme suit:

	1983	1984	1985*	1986* *
Survêtements, jogging (unités)	2 700	9 200	6 100	8 500
Sous-vêtement (unités)	1 600	1 800	1 000	1 000
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	41	169	165	200
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	7,5	30	40	50

* Estimation DGE

** Prévision DGE

Ce tableau montre qu'après un début prometteur, la société n'arrive plus à soutenir le niveau de production qu'elle a amorcé en 1984.

En effet, en 1985 toutes les productions sont en baisse, on constate même une baisse de moitié pour certains articles.

Cette baisse est due à la saturation du marché gabonais par des importations massives de prêt-à-porter.

Malgré cette baisse de la production, le chiffre d'affaires reste stable; par contre la valeur ajoutée, depuis trois ans, augmente régulièrement.

b) Les unités familiales

Ce sont des artisans ou travailleurs individuels disséminés sur l'ensemble du territoire. L'évolution de leurs activités est difficile à cerner du fait d'une part de leur dispersion et d'autre part de l'absence des statistiques fiables.

Dans l'ensemble, le secteur textile évolue de la manière suivante:

En Milliards de F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Chiffre d'affaires	5,745	7,214	7,888	7,024	5,970	7,742	8,294
Valeur Ajoutée	1,856	2,013	1,950	1,734	1,474	1,914	2,048

* Estimation DGE

** Prévision DGE

Malgré une forte intégration des entreprises du secteur, celui-ci connaît dans son ensemble, des problèmes qui ne sont pas pour la plupart le fait des entreprises qui y opèrent. La baisse du chiffre d'affaires enregistrée en 1983 et 1984 est imputable à l'arrêt des activités dans la branche de l'impression sur tissu.

Ainsi, les entreprises sont-elles confrontées à:

- la concurrence très vive exercée de l'extérieur;
- l'étroitesse du marché
- la modalité de fixation des prix
- la mauvaise distribution de la production locale.

2.3. BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Les activités du secteur restent toujours dépendantes du volume des investissements publics.

2.3.1 LA STRUCTURE DU SECTEUR

On distingue quatre principaux types d'entreprises.

- 1) Les agences ou filiales de groupes internationaux (société type industriel);
- 2) Les sociétés indépendantes créées à l'initiative d'entrepreneurs européens associés dans la plupart des cas à des privés gabonais.

Ces deux catégories regroupent en 1985 une cinquantaine d'entreprises et réalisent 70% environ du chiffre d'affaires du secteur;

- 3) Les grands groupes internationaux non installés au Gabon et qui de manière sporadique viennent effectuer des opérations sur le territoire national.

- 4) Enfin, les artisans, catégorie mal structurée et très mobile, qui assurent une part importante de la construction individuelle.

2.3.2 EVOLUTION DE L'ACTIVITE

En 1985, la conjoncture est appaue relativement satisfaisante dans le Bâtiment et Travaux Publics (B.T.P.). La progression des réalisations s'est accompagnée le plus souvent d'un renforcement des carnets de commande. Même si ce volume de commande ne satisfaisait pas encore les différents opérateurs du secteur, on constate que le chiffre d'affaires généré en 1985 s'est accru de 20% contre 25% en 1984.

En Milliards de F CFA	1981	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'Affaires	164	198	200	250	300
Valeur Ajoutée	69,2	90	86,2	110	125
P.I.B.	1049,6	1188,9	1295	1528	1537
Part dans le PIB en %	6,6	7,6	6,6	7,2	8,1

* Estimation DGE

Ce regain d'activité peut-être observé en examinant les principales composantes suivantes:

- Bâtiment et aménagement
- Génie civil et travaux publics
- Eau-Electricité et Téléphone.

Chiffre d'Affaires (en Milliards de F CFA)	1983	1984	1985*	Variation 84/85
Bâtiment et Aménagement	45	67	88	+ 31%
Génie Civil et TP	193	228	339	+ 49%
Eau-Electricité et Téléphone	12	17	13	- 23%

* Estimation DGE

La progression a été très marquée dans le génie-civil et travaux publics et aussi dans le bâtiment et l'aménagement. Par contre l'eau, l'électricité et le téléphone ont connu un niveau d'activité inférieur à celui de l'année 1984.

Au niveau du bâtiment et de l'aménagement, l'amélioration de la demande s'est surtout manifestée dans les travaux d'entretien, la construction non résidentielle (constructions socio-économiques de la CNSS, de la SNI) et dans celle des constructions individuelles.

Dans le Génie Civil et les Travaux Publics, l'amélioration de l'activité résulte essentiellement de la poursuite des travaux du chemin de fer transgabonais et du démarrage des travaux d'embellissement des villes de Mouila et de Lambaréné.

La situation de l'eau, de l'électricité et du téléphone s'explique par les difficultés que connaissent en fin d'année 1985 les entreprises évoluant dans cette branche d'activité (baisse très sensible des carnets de commandes).

2.3.3. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

En Milliards de F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Investissements Publics Dont OCTRA	80,1 (32)	118,5 (39,2)	146,8 (49,8)	218 (74,4)	268 (115)	315 (131)
Investissements Privés Dont branche exportation	161,1 (76,6)	228,6 (132,1)	237,7 (130,6)	264 (155)	233 (124)	238 (125)
Chiffre d'affaires des B.T.P.	132	164	198	200	250	300

* Estimation DGE

Les investissements publics sont toujours soutenus par le chemin de fer. Les dépenses relatives aux travaux du Transgabonais s'élèvent à 131 milliards de Francs en 1985 contre 115 milliards en 1984, (+ 13,9%) cette augmentation est due à l'accélération des travaux de ce projet dont l'échéance du deuxième tronçon est ramenée à fin 1986.

Quant aux investissements privés, seul le secteur bâtiment et construction connaît une nette expansion grâce aux mesures fiscales de 1983 reconduites en 1984 et 1985.

2.3.4. PROBLEMES A RESOUDRE ET PERSPECTIVES

Les principaux problèmes peuvent se résumer ainsi:

a) - l'inadéquation des délais d'exécution imposés aux entreprises, par rapport aux inscriptions budgétaires annuelles; cette situation entraînant trois conséquences:

- * Des frais financiers supplémentaires pour l'entreprise;
- * Une mauvaise économie de gestion du chantier;
- * Des coûts supplémentaires pour l'Etat du fait des révisions successives des prix.

b)– Le recrutement d'une main d'œuvre gabonaise qualifiée et spécialisée reste toujours difficile, d'où le recours aux expatriés dont le niveau de rémunération est très élevé.

Les perspectives du secteur B.T.P. en 1986 s'annoncent médiocres, compte tenu de la diminution prévisible du budget d'investissements publics hors OCTRA auquel le secteur est étroitement lié et des hésitations du secteur privé.

2.4. ACTIVITES TERTIAIRES

2.4.1. LE COMMERCE

A/STRUCTURE DU SECTEUR

On distingue trois catégories d'opérateurs:

a) Les grandes sociétés commerciales.

Ce sont les filiales de groupes internationaux qui comptabilisent environ 50% du chiffre d'affaires du secteur. Il s'agit des sociétés bien structurées et organisées, membres du SIMPEX. (Syndicat des importateurs et exportateurs regroupant 7 spécialisations différentes:

- Marchandises générales (alimentation, boissons, parfumerie, quincaillerie, tissus, bonneterie);
- Quincaillerie, produits d'entretien
- Alimentation (épicerie fine)
- Confection de luxe, maroquinerie, articles de cadeaux, tissus.
- Outillage, quincaillerie de bâtiment, matériel électrique et industriel;
- Produits sidérurgiques (fer à béton, tuyaux)
- Radio, froid, climatisation;

b) Les sociétés moyennes, exploitées sous forme de S.A.R.L. (Société à responsabilité limitée).

c) Les exploitations individuelles souvent gérées de manière artisanale et appartenant dans leur majorité aux ressortissants étrangers. L'évolution de leurs activités est difficile à cerner du fait de leur dispersion sur l'ensemble du territoire et de l'absence d'une tenue de comptes qui permettrait une meilleure approche de leurs résultats d'exploitation.

Dans l'ensemble les produits livrés aux consommateurs sont d'origines diverses, mais traditionnellement des pays industrialisés, la France étant le premier fournisseur.

La production française occupe encore dans beaucoup de domaines une place privilégiée et se trouve dans une position de quasi monopole, situation souvent liée aux habitudes de consommation et aux effets du commerce triangulaire à travers les centrales d'achat. Néanmoins, on observe de plus en plus une forte pénétration des produits asiatiques et d'autres pays européens surtout dans les domaines comme la quincaillerie lourde, l'outillage et l'équipement électroménager.

B/EVOLUTION DE L'ACTIVITE

Si l'année 1984 a été marquée par un blocage des prix, la levée de celui-ci en 1985 a donné lieu à certains ajustements tout en évitant de forts dérapages.

La situation des grandes sociétés commerciales montre que le chiffre d'affaires augmente de 17,7% tandis qu'en même temps leur marge enregistre un accroissement de 18,31%. Par contre la valeur ajoutée s'accroît de 14,6% au cours de la même période.

	1984	1985*	1986* *
Chiffre d'affaires (en Millions)	192 068	226 080	237 422
Valeur Ajoutée (en Millions)	28 102	32 213	33 152
Marge (en Millions de FCFA)	33 510	39 646	43 000
Frais de personnel (en Millions de FCFA)	13 305	14 664	15 076
Km parcourus (en Millions)	3,9	4,5	4,1
Effectif (unité)	3 168	3 054	3 093

* Estimation DGE

** Prévvision DGE

Ce raffermissement de la demande peut s'analyser à travers l'évolution de ses trois principales composantes que sont:

- Le commerce des biens d'équipement
- le commerce de détail
- le commerce des produits pétroliers et divers.

a) Le commerce de détail

Chiffre d'affaires (en Millions de F CFA)	1984	1985*	1986* *
Alimentation-Boissons	43 694	49 408	55 134
Textile-Habillement	5 265	6 268	6 992
Véhicules légers	11 703	15 133	16 894
Total	60 662	70 809	79 020

* Estimation DGE

** Prévvision DGE

Comme en 1984, la demande est soutenue et le chiffre d'affaires est en nette progression, reflétant ainsi l'augmentation du pouvoir d'achat du consommateur, et les habitudes de consommation, principalement dans les branches véhicules légers (+ 29,30%) et textile-habillement (+ 19%) contre respectivement 8% et 9% en 1984.

En revanche, la branche alimentation-boissons évolue au même rythme, 13% en 1985 contre 12,70% en 1984.

Les prévisions pour l'année 1986 portent sur un chiffre d'affaires de 79 milliards, soit une progression annuelle de 11,6%.

b) Le commerce des biens d'équipement

Chiffre d'affaires (en Millions de F CFA)	1984	1985*	1986* *
Produits sidérurgiques matériaux de construction	6 150	7 318	7 892
Quincaillerie-outillage, machines	23 012	25 031	27 596
Camions et cars	9 200	11 895	12 140
Engins	11 258	15 895	13 060
Total	49 620	60 129	60 688

* Estimation DGE

**Prévision DGE

Globalement ce type de commerce a progressé de 21,2% en 1985. L'augmentation, qui concerne la totalité de ces branches est due:

- à la politique de densification des réseaux de distribution de la société d'énergie et d'eau du Gabon tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays.
- aux nombreuses mises en chantier (construction des édifices publics; d'habitations socio-économiques et villas des particuliers);
- au renouvellement du matériel forestier.

Les prévisions pour l'année 1986 s'annoncent peu satisfaisantes, le chiffre d'affaires stagnerait, alors qu'il a augmenté de 21% en 1985.

c) Le commerce des produits pétroliers raffinés et divers

Chiffre d'affaires (en Millions de F CFA)	1984	1985*	1986* *
Produits pétroliers	57 728	67 746	73 542
Produits divers	10 115	10 454	11 454
Total	67 843	78 200	84 996

* Estimation DGE

** Prévision DGE

Le commerce des produits pétroliers augmente de 17% en 1985. Ce regain d'activité est dû à la reprise des secteurs B.T.P. et transport, principaux consommateurs des produits raffinés et à la hausse du prix de vente intervenue le 30 mars 1985. Par contre, les produits divers n'augmentent que très faiblement (+ 3,8%) au cours de la même période.

d) Marché de l'automobile

Type de véhicules (unités)	1982	1983	1984	1985	Part du Marché en %
Voitures tourisme	3 364	3 063	3 533	3 721	45,4%
Voitures utilitaires	2 711	2 996	2 949	3 581	44,4%
Véhicules poids lourds	377	582	541	580	6,9%
Cars	147	199	187	274	3,3%
Total	6 599	6 840	7 210	8 166	100,0%

La reprise du marché automobile amorcée en 1984 s'est confirmée en 1985: 8 166 véhicules vendus contre 7 210 en 1984, soit une augmentation de 14,5%. Cette croissance concerne surtout les véhicules de transport, notamment les cars (+ 47%) et les véhicules utilitaires (+ 24,2%).

Par contre les voitures de tourisme et les poids lourds enregistrent une progression moindre (+ 6%).

Deux facteurs expliquent cette tendance.

1) Une certaine reprise dans les secteurs du transport lié au renouvellement du matériel forestier.

2) L'engouement de la clientèle pour les voitures utilitaires.

2.4.2. LES ACTIVITES DE TRANSPORT

A) ROUTES ET TRANSPORTS ROUTIERS

a) Les routes

Comme en 1984, les efforts du gouvernement en matière d'infrastructures routières ont porté en 1985, sur l'entretien et le renforcement du réseau existant. Ce réseau mesure 7 527 km.

Le réseau routier par province en 1985 s'établit ainsi:

En Kilomètres	EST	H.O	M.O	N.G	NY	O.I	O.L	O.M.	W.N.	Total
Routes bitumées	251	195	70	0	6	7	20	33	9	591
Routes en terre moderne latéritées	82	71	84	124	57	294	152	—	89	953
Routes en terre ordinaire	286	1 095	181	1 128	451	614	332	—	790	4 877
Pistes cacaoyères	—	—	—	—	—	162	60	—	739	961
Pistes de sable	—	60	—	—	85	—	—	—	—	145
Total	619	1 421	335	1 252	599	1 077	564	33	1 627	7 527

* Source: MTPC

Le Ve plan quinquennal de développement 1984-1988 prévoit un programme d'investissements routiers estimés à 149 milliards de francs CFA, répartis de la manière suivante:

En millions F CFA	1984	1985	1986	1987	1988	1984/1988
Remise en état et renforcement	5 300	9 000	11 000	11 000	9 300	45 600
Aménagements routier dont:	8 460	4 400	9 630	11 800	20 500	54 790
– routes bitumées	(7 830)	(3 400)	(6 600)	(7 800)	(10 300)	(35 930)
– routes en terre modernes	(630)	(1 000)	(3 030)	(4 000)	(10 200)	(18 860)
Routes afférentes au chemin de fer	450	4 000	3 000	3 540	–	10 990
Ouvertures de pistes et routes nouvelles	–	1 000	1 700	1 700	1 700	6 100
Ponts et équipements des brigades d'entretien	3 750	6 500	5 500	4 500	4 800	25 050
Etudes et divers	1 110	1 400	1 400	1 300	1 200	6 410
Total	19 070	26 300	32 230	33 840	37 500	148 940

* Source: Ve Plan de Développement Economique et social

b) Le trafic routier

Les statistiques dans ce domaine sont très peu connues du fait de la dispersion des intervenants et de l'inorganisation de la profession.

L'année 1985 a vu la création d'un Syndicat de transporteurs gabonais. Cette association professionnelle se donne pour mission de représenter le patronat des transporteurs urbains et routiers dans la défense de leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et des tiers.

Le Syndicat devra par ailleurs appliquer la politique générale du gouvernement en matière de transports publics et privés terrestres. L'association aura aussi pour mission de recueillir et véhiculer l'information en matière de transports terrestres.

En 1985, 16 propriétaires de cars de transports ont été régulièrement enregistrés par la Direction générale des transports terrestres. Cependant il est recensé chaque jour, au départ de la Gare Routière de Libreville, plus de 25 départs de cars et près de 30 camionnettes et autres voitures de tourisme, qui font office de transporteur.

En 1985, la seule entreprise structurée et organisée reste la Compagnie Africaine des Transports Barbier qui dessert à partir de sa base de Mouila les provinces de la Ngounié, de la Nyanga, du Moyen-Ogooué et de l'Estuaire.

Ses principaux résultats depuis 1982 se résument ainsi:

En millions de F CFA	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	333,2	343,4	451	400
Valeur Ajoutée	270,4	217,7	296	95

* Estimation DGE

On constate que l'activité en 1985 est en baisse par rapport à l'année précédente: (- 11,3% pour le chiffre d'affaires et - 68% pour la valeur ajoutée).

Cette baisse d'activité est le fait:

- d'une clientèle stable.
- de l'évolution illégale de la concurrence (transporteurs clandestins), empêchant tout développement harmonieux de l'activité des transports routiers.
- d'une augmentation très rapide des charges d'exploitation non compensée par une augmentation des tarifs.
- du coût très élevé du matériel d'exploitation et des pièces détachées.

c) Le transport urbain

Le transport urbain est assuré en majorité par les transporteurs privés qui exploitent des taxis dans les principaux centres du pays et par une société de transport public, la Société des Transports de Libreville (SOTRAVIL)

Le transport par taxis collectif continue de se développer; depuis 1983, leur nombre continue d'augmenter en moyenne de 11,5%. Ainsi à Libreville en 1985, on a dénombré près de 2 500 taxis contre 2 200 en 1984 et 2 000 en 1983.

Le parcours est en général pré-établi par le chauffeur et demeure toujours à 100 francs CFA par personne.

L'activité de la société Sotravil se présente comme suit, en 1983, 1984 et 1985:

	1983	1984	1985*
Parc (nbre de bus)	48	65	55
Lignes desservies	10	10	6(1)
Passagers transportés (en millions)	13	16,4	13,5
dont scolaires	(8)	(8)	(8)
Km parcourus (en millions)	3,9	4,5	4,1
Recettes d'exploitation (en millions)	1 101	1 316	1 326
dont subvention scolaire	(600)	(660)	(726)

* Estimation DGE

(1) à compter de juin

La chute des activités de la Sotravil en 1985 découle de trois causes essentielles:

1° La société souffre de la diminution de son parc, du fait de nombreux et graves accidents (10 à 11 accidents graves en 1985)

2° Les difficultés financières: l'importance des effectifs (485 personnes environ en fin 1985) et par conséquent le coût salarial élevé grève d'autant les possibilités

d'achat des pièces détachées indispensables à la remise en état du parc roulant. Le manque de pièces détachées tout au long du 1er semestre 1985 a été occasionné par la cessation de paiement de fin 1984, ce qui explique la chute du parc en 1985.

3°) Le manque de qualification professionnelle du personnel (tant au niveau de la conception qu'à celui de l'encadrement) se pose avec acuité.

Ainsi les objectifs qui ont été assignés à la société lors de sa création en 1978 sont loin d'être atteints. Des conventions visant au redressement de la société sont en cours.

B/ LES TRANSPORTS FERROVIAIRES

Le trafic ferroviaire a été marqué dans son ensemble en 1985 par un accroissement des mouvements de personnes et des marchandises.

Mais l'évolution diffère d'un poste à l'autre: ainsi ce sont les grumes qui enregistrent une augmentation de 22,3%, les wagons 11,7%. Les voyageurs et les colis augmentent respectivement de 1,8% et 0,8% par rapport à 1984.

Les tarifs pratiqués par l'OCTRA depuis 1984 sont les suivants:

	01-01-1984		01-01-1985		01-02-1986	
	1e Cl	2e Cl	1e Cl	2e Cl	1e Cl	2e Cl
En F CFA						
Libreville - Ndjolé	7 200	4 800	8 300	5 600	9 050	6 050
Ndjolé - Booué	6 300	4 200	7 300	4 900	7 900	5 300
Libreville - Booué	13 500	9 000	15 600	10 400	16 900	11 300

Le tableau suivant retrace l'évolution des mouvements pour les différentes sections depuis la mise en service du transgabonais.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Voyageurs	49 000	70 000	95 000	90 567	102 283	144 769	146 314
Colis (tonnes)	230	395	544	457	853	1 210	1 263,7
Wagons (tonnes) dont bois (tonnes)	61 000 (25 000)	312 135 (57 000)	320 000 (60 000)	402 828 (107 048)	620 793 (230 793)	664 605 (311 369)	723 034 (359 434)

Source OCTRA

Chiffre d'affaires par poste (en millions F CFA)		1981	1982	1983	1984	1985
Voyageurs		237	277,8	463	730	879
Colis Express + Messageries		17,6	16,9	30	52	62
Wagons	Grumes	200	308	1 142	1 707	2 163
	Autres Wagons	452,9	740	1 317	1 388	1 608
Totaux		903,9	1 077	2 953	3 878	4 712

Source OCTRA

Ce dernier tableau montre que c'est le transport des grumes qui rapporte le plus à la société, 2163 millions en 1985 sur un chiffre d'affaires global de 4712 millions, soit 45,9% de la valeur du trafic. Les mouvements de personnes et les autres marchandises ne représentent respectivement que 18,6% et 35,4%.

Le matériel

Il se compose d'un parc roulant et d'un parc remorqué.

Le parc matériel roulant comprend 49 unités totalisant 51 272 CV dont 6 locomotives CC, 6 locomotives de manœuvre BB, 4 locomotives YE, 5 autorails ZE 21 draisines...

Le parc matériel remorqué est de 537 unités dont 16 voitures voyageurs, 405 wagons commerciaux (dont 66 wagons plats, 254 wagons grumiers, 42 wagons couverts), 113 wagons de service (dont 61 ballastières, 40 remorques de draisines).

LES PERSPECTIVES DE L'OCTRA

La réalisation du 2e tronçon constitue une priorité du plan Ve Quinquennal de développement. Elle répond aux objectifs suivants:

- permettre l'exploitation forestière dans la zone dénommée «zone d'attraction du chemin de fer»
- améliorer les échanges des provinces traversées
- assurer par une voie nationale l'évacuation des richesses minières du pays (manganèse, uranium)

Les perspectives de trafic pour les années à venir portent sur un trafic annuel de voyageurs de l'ordre de 250 000 passagers, de 500 000 tonnes de bois, de 800 000 tonnes de marchandises diverses (dont la moitié en clinker et produits pétroliers) et de manganèse.

C/ TRANSPORTS MARITIMES

Trois sociétés dont deux nationales opèrent actuellement dans les eaux territoriales gabonaises, auxquelles s'ajoutent les armements étrangers en provenance des pays européens.

a) La Société Nationale de Transport Maritime (SONATRAM)

Créée en 1976 et fonctionnant avec le système d'affrètement à temps, cette société est désormais passée au système de l'exploitation de navires en propriété. Et depuis 1980, les réalisations de trafic par la SONATRAM sont les suivantes:

	1980		1981		1982		1983		1984		1985*	
	T.	UP										
TOTAL GENE- RAL	18792	36937	31852	56302	46940	87216	38622	77374	44495	96896	47418	97200

Source: Sonatram.

* Estimation DGE.

UP: Unités Payantes

T: Tonnes.

Le trafic couvert par la SONATRAM est de 44 495 tonnes pour 96 896 UP en 1984, correspondant à 35,8% des droits en Unités Payantes dans le sens Europe-Gabon et 20% dans le sens Gabon-Europe. Les estimations de 1985 portent sur un accroissement de 6,6% en tonnage.

Malgré un contexte caractérisé par une baisse générale du commerce mondial, la SONATRAM enregistre des résultats appréciables.

en Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985*
Chiffres d'Affaires	4,127	4,779	5,946	6,308
Valeur Ajoutée	0,551	0,956	1,754	0,405

Source Sonatram
* Estimation DGE

Par rapport à 1984, le chiffre d'affaires augmente légèrement de 6% tandis que la valeur ajoutée chute fortement de 76,9%; mais globalement depuis 1982 le chiffre d'affaires augmente de 53% tandis que la valeur ajoutée baisse de 26% sur la période.

b) La Compagnie de Navigation Intérieure (CNI)

Dotée au départ de quatre unités pour couvrir les lignes de l'Ogooué et de Fernan-Vaz, la Compagnie de Navigation Intérieure vient d'accroître sa flotte par l'acquisition depuis fin octobre 1985 de sept nouveaux bateaux.

– La LEBOMBI, d'une capacité de 4 000 tonnes de fret destiné essentiellement au transport d'hydrocarbures dont 40 000 litres d'essence et 160 000 litres de gas-oil;

– La VOMBIE, navire mixte, pouvant transporter 50 passagers et 20 tonnes de fret;

– FOULE-NZEM, ARANGA, EVARO, MBILATEN et MALEMBE, bateaux de faible tonnage avec chacun 26 places assises et 5 tonnes de fret.

Le coût de l'acquisition de l'ensemble de ces sept unités, entièrement financées par l'Etat Gabonais est de 2,446 milliards de F CFA. L'objectif visé par les pouvoirs publics est de désenclaver certaines zones aux conditions d'accès difficiles.

Le mouvement des personnes sur les 3 différentes lignes desservies par la CNI depuis 1980 se résume de la manière suivante:

Trafic C.N.I.	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Ligne Ogooué	28 499	30 178	31 115	39 464	38 836	40 778
Ligne Fernan-Vaz	14 649	19 610	26 921	20 589	24 311	25 526
Ligne Ndindi	0	687	902	842	772	811
Total	43 148	50 475	58 938	60 895	63 919	67 115

Source: CNI
* Estimation DGE

C'est la ligne de l'Ogooué qui enregistre le trafic le plus important, avec près de 62% du trafic en moyenne durant ces 3 dernières années. Ces différentes activités

ont engendré des résultats très appréciables caractérisés par une évolution constante du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée:

En Millions F CFA	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	302	366	395	562
Valeur Ajoutée	- 42	- 1	26	41

Source: CNI

* Estimation: DGE

c) Gabon Ferry Services S.A.R.L.

C'est la société qui assure le cabotage entre les villes de Port-Gentil et de Libreville. Elle exploite un bateau qui a la capacité de transporter 250 personnes et 70 tonnes de fret. Les résultats de la société en 1985 sont en légère hausse à cause du relèvement du tarif de transport qui passe de 10 000 F en 1984 à 12 000 F en 1985, malgré le tassement de la clientèle.

Le chiffre d'affaires en 1985 est de 365,8 millions de F CFA contre 310 millions l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous montre que le chiffre et la valeur ajoutée du secteur des transports maritimes enregistrent une hausse moyenne annuelle respective de 24% et 13,7% depuis 1980.

En Milliards de F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	3,754	4,834	6,999	8,553	10,092	10,852
Valeur Ajoutée	1,163	1,363	1,431	1,744	2,058	2,214

* Estimation DGE

D) TRANSPORTS AERIENS

En raison de la faiblesse du réseau routier, l'aviation constitue depuis l'ère coloniale, le moyen de transport approprié.

a) Evolution du trafic

1- Au niveau International :

La baisse du trafic aérien dans l'ensemble des aéroports gérés par l'ASECNA (1), enregistrée depuis 1981 et 1982 se poursuit. En 1984, cette baisse est générale quelque soit le poste considéré et les premières estimations de 1985 confirment cette tendance.

(1) Ce sont les aéroports internationaux des pays du Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Burkina-Faso, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Trafic	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Total mouv. avions	453 121	444 346	446 120	463 906	459 886	399 501	356 084	335 160
Mouvements commerciaux	168 299	181 215	194 087	204 099	209 208	198 356	179 927	171 471
Passagers locaux	3834018	4101806	4558214	5024370	5364273	5409998	5119481	5087761
Fret local (tonnes)	191 674	191 746	192 716	187 756	181 876	169 805	160 145	153 669
Poste locale (tonnes)	6450	6571	6342	6535	6423	5714	5250	4979

Source: ASECNA

NB: Les passagers locaux comprennent les passagers qui débarquent et qui embarquent au Gabon (sont exclus les passagers en transit).

2/Au niveau national

Le trafic national pour les quatre (4) aéroports du Gabon (Libreville, Port-Gentil, Franceville, Lambaréné) gérés par l'ASECNA évolue depuis 1980 de la manière suivante:

	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Total mouv. avions	48 398	51 875	60 733	57 088	54 627	55 281
Passagers locaux	688 566	775 530	847 164	789 157	853 983	785 901
Fret local (Tonnes)	39 247	37 738	33 784	29 247	30 291	29 785
Poste locale (Tonnes)	668	719	673	593	572	584

* Estimation DGE.

Ce sont les aéroports de Libreville et Port-Gentil qui enregistrent le plus de mouvements; le trafic au niveau de ces deux aéroports est donné par le tableau suivant:

	1980		1981		1982		1983		1984	
	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG
Passagers locaux	466115	163615	515106	203137	514517	257950	500871	210419	567401	199306
Fret (T)	26924	7234	25828	7570	22983	6686	19539	4547	21656	3829
Poste (T)	571	74	635	73	578	59	510	49	510	41

(T): Tonnes

b/Evolution de l'activité

1/Les Compagnies Privées Locales.

Les compagnies privées locales Air-Service, Air-Affaires Gabon, Air-Inter et Heli-Afric en constituent l'essentiel; les plus grandes compagnies, Air Service et Air Affaires Gabon opèrent à partir de leur base de Libreville tandis que Air Inter et Heli Afric sont basées à Port-Gentil.

Pour ces compagnies, l'année 1985 est marquée par un accroissement du volume de leurs activités, soit 32 408 heures contre 29 168 heures en 1984. Cet accroissement de l'activité est maintenu grâce à:

- une progression de la clientèle pétrolière;
- une stabilité de la clientèle privée et para-publique
- une progression de la clientèle administrative.

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Chiffre d'affaires	5,77	11,16	14,28	16,16	19,9
Valeur Ajoutée	2,69	4,65	5,87	6,23	7,15

* Estimation DGE

** Prévision DGE

LA COMPAGNIE NATIONALE AIR-GABON

La Compagnie Nationale Air-Gabon a été créée le 1er juillet 1977, après le retrait du Gabon de la Compagnie multinationale Air-Afrique.

La Société, pour faire face aux impératifs nationaux et internationaux qui lui sont assignés, s'est dotée d'une flotte qui, au 31/12/85 se compose de:

- un Boeing 747
- un Boeing 737
- quatre Fokker 28
- deux Vanguards VC 9
- un Lockheed.

En 1984 cette flotte a effectué 12 980 heures de vol et desservi 38 escales dont quatre en Europe, neuf en Afrique et vingt-cinq à l'intérieur du pays; elle a transporté 436 111 passagers et 13 624 tonnes de fret, pour un chiffre d'affaires global de 35,192 Milliards de F CFA.

	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Passagers (Nbre)	420 600	428 314	436 111	458 000	476 000
Fret (Tonnes)	13 335	14 264	13 624	16 400	17 648
Chiffre d'affaires (Millions de F CFA)	28 500	31 236	35 192	40 380	45 070
Valeur Ajoutée (Millions de F CFA)	12 463	12 664	18 540	20 087	20 647
Effectifs	1 473	1 570	1 570	1 570	1 597

Source: Air Gabon

* Estimation DGE

** Prévisions DGE

En 1985 Air-Gabon a enregistré une activité en augmentation: on note une hausse de 5% par rapport à 1984 pour le trafic passagers et une hausse de 20% pour le fret. Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée se sont accrus respectivement de 14,7% et 8,3%.

Il importe de souligner que ces bons résultats de la Compagnie pourraient être meilleurs si celle-ci ne rencontrait pas certains obstacles tels que:

– la concurrence sévère des grosses compagnies aériennes internationales dotées de puissants moyens financiers et humains;

– les conditions d'exploitation au niveau national qui limitent l'utilisation des appareils du fait d'une plage horaire réduite pour la majorité des terrains d'aviation.

L'activité du secteur depuis 1980 se comporte comme suit:

	1980	1981	1982	1983	1984	1985*	1986**
Chiffre d'Affaires (Millions de F CFA)	28 579	33 718	38 720	47 896	55 391	65 245	73 387
Valeur Ajoutée (Millions de F CFA)	11 808	12 964	17 836	22 032	25 480	30 012	33 758
Effectifs	NC	NC	1 675	1 891	1 922	1 952	2 009

* Estimation DGE

** Prévisions DGE

E) LES ACTIVITES PORTUAIRES

L'activité de l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG), qui exploite en 1985 le port en eau profonde d'Owendo, le port de pêche de Libreville et le port de Port-Gentil évolue depuis 1980 comme suit:

En Milliers de tonnes	1980		1981		1982		1983		1984		1985*	
	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG
Entrées	440	176	474	166	538	168	604	239	684	143	704	163
Sorties	476	9618	333	6729	338	6064	486	6519	579	7600	448	7453
Total/Port	916	9794	807	6895	876	6232	1090	6758	1263	7743	1152	7616
Total Général	10 710		7 702		7 108		7 848		9 006		8 768	

* Estimation DGE

Malgré cette évolution en dents de scie du volume des activités, on constate néanmoins une progression assez significative du chiffre d'affaires depuis 1982 comme indiqué au tableau ci-dessous.

En Millions de F CFA	1982	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	2 972	3 556	4 329	4 513

* Estimation DGE

Depuis 1981 les activités portuaires sont en diminution de 3,7% par an en moyenne, et se rapprochent difficilement du niveau atteint en 1980, soit 10 710 tonnes.

Ceci s'explique par :

- une baisse générale des activités après les grands travaux de l'OUA;
- une baisse de l'activité pour certains secteurs tel la forêt, et le pétrole;
- des conditions spécifiques d'exploitation portuaire, notamment au port d'Owendo.

Le port d'Owendo-Libreville présente en 1985 des conditions d'exploitation assez difficiles:

- 80 à 90% d'utilisation, (80% constituant le seuil d'engorgement d'un port);
- insuffisance des infrastructures au sol (capacité d'accostage et de stockage largement dépassée).

F) LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT (ACCONAGE ET TRANSIT)

L'activité dans cette branche est directement liée à l'ensemble de la vie économique du pays. Elle bénéficie depuis un certain temps d'une conjoncture favorable: travaux du Transgabonais, projets agricoles, constructions de routes et de grands édifices, activité forestière. L'évolution du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des principales entreprises se situe à un niveau appréciable depuis 1982.

En 1985, l'augmentation du chiffre d'affaires est de 11,8% soit 37 839 millions de F CFA contre 33 846 millions en 1984. La valeur ajoutée s'est accrue, elle aussi dans les mêmes proportions (+ 11,8%) car elle passe de 23 863 millions de francs en 1984 à 26 677 millions francs en 1985.

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985*	1986**
Chiffre d'affaires	21,391	29,690	33,846	37,839	41,168
Valeur Ajoutée	15,093	20,931	23,862	26,677	29,064

* Estimation DGE

** Prévission DGE

Si dans l'ensemble, le chiffre d'affaires croit régulièrement, la branche enregistre un effritement de ses résultats d'exploitation dû à un accroissement très rapide des charges non compensé par une revalorisation des tarifs.

2.4.3 ELECTRICITE-EAU

a) Production et vente d'électricité et d'eau

1) Production et vente d'énergie

Le service public de l'électricité et de l'eau est assuré par un opérateur unique, la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (S.E.E.G.) Cette société est concessionnaire des communes de Libreville et Port-Gentil, et de l'Etat gabonais pour les autres localités.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 Prévisions
Puissance installée (millions de Watts)		219	218	228	239	—	—
Production nette (Millions KWH)	556,5	661,8	667	729	791,8	857,4	935,2
Ventes (Millions KWH)	485,3	518,3	570,4	620,9	676,8	724	796,3

Source S.E.E.G.

Depuis 1980 la production d'énergie augmente à un rythme moyen de 9% par an, tandis que les ventes, évoluent de 8,3% en moyenne au cours de la même période. En 1985, les ventes d'énergie ont augmenté de 7%. On constate une baisse de la consommation d'énergie moyenne tension, au profit d'une augmentation de la consommation basse tension.

En 1984, la production se répartit entre Libreville 61%, Port-Gentil 19% et les autres exploitations 20%. C'est l'énergie hydraulique (Kinguélé, Tchimbélé, Poubara) qui a fourni la plus grande quantité (77% de l'énergie totale produite); cette contribution reste en 1985 identique à celle de 1984.

2) Production et vente d'eau

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 Prév.
Production nette (Millions de m3)	20,8	23,1	25,6	28,7	30,1	33,8	36,9
Ventes Mm3 (Millions de m3)	16,3	18,5	19,6	23	23	26	29

Source S.E.E.G.

La production d'eau suit une progression moyenne de 10,2% par an depuis 1980, alors que les ventes enregistrent un accroissement de 10,2%. En 1985, les ventes d'eau ont augmenté de 13%.

b) Les prix

Les prix hors taxe de l'électricité et de l'eau comprennent en général plusieurs composantes dont les principales peuvent se résumer comme suit:

- rémunération du concessionnaire (SEEG) et dotations des fonds destinés au financement d'équipements;
- financement de certains équipements du service public (contributions prélevées et gérées par la SEEG pour les comptes des communes);
- financement des dépenses d'électricité, d'eau et d'assainissement des communes de Libreville et Port-Gentil.

Evolution des prix de l'électricité

Les tarifs de l'électricité évoluent actuellement de façon très sélective:

En ce qui concerne la basse tension et moyenne tension ordinaire à Libreville et Port-Gentil les tarifs progressent à raison de la moitié de l'augmentation qui résulte de l'application des formules de révisions des prix contractuels. Dans les autres localités ces prix restent bloqués au niveau atteint au 1/07/1980 pour la basse tension et au 01/01/1982 pour la moyenne tension ordinaire.

c) Les résultats

En Milliards de F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986*
Chiffre d'affaires	19,4	21,6	27,2	29,4	34,8	40,5	47,1
Valeur Ajoutée	14,1	16,1	18,9	18,8	22,3	24,8	28,4

Source S.E.E.G.

* Prévisions

Sur la période 1980-1985, le chiffre d'affaires de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon a évolué à un rythme annuel moyen de 16%.

Cette évolution du chiffre d'affaires est la conséquence de l'accroissement du volume des ventes et du glissement (trimestriel), des tarifs. Par contre l'évolution de la valeur ajoutée s'est, au cours de la même période accrue de 12,2%.

d) Les investissements

Dans ce secteur de l'électricité et de l'eau, on distingue deux sortes d'investissements: les investissements financés par les usagers et les investissements pris en charge par l'Etat.

Les investissements financés par l'utilisateur concernent en général le renforcement des équipements existants. Pour les investissements financés par l'Etat, il s'agit principalement de l'équipement de 24 nouvelles localités de l'intérieur du pays. Ce programme, en cours de réalisation, représente environ 40 milliards de Francs CFA.

L'Etat prend également en charge le programme d'hydraulique villageoise qui porte sur l'équipement de 565 villages au total et dont le coût est de l'ordre de 14 milliards de francs CFA.

e) L'hydraulique villageoise

La 1ère tranche du projet a pris fin en 1985 avec la réalisation du programme de 550 forages, répartis dans 330 villages.

Au 30/11/1985, le programme était entièrement réalisé dans huit provinces avec l'implantation de 360 pompes.

Les travaux de la 2e tranche, initialement prévus pour 1986 sont repoussés en 1987.

C'est en définitive un programme de 930 forages qui sera réalisé dans 565 villages, pour un coût global de 5 milliards de Francs CFA. Les travaux entièrement financés par l'Etat, avec pour maître d'ouvrage le Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, sont exécutés par:

- SOGEC pour les fournitures des pompes
- GAFOR pour les forages
- BRGM pour les recherches
- ARLAB pour le contrôle des forages.

2.4.4 HOTELLERIE-RESTAURATION-TOURISME

Le Gabon dispose en 1985 d'une importante capacité hôtelière et touristique comprenant 70 hôtels, 2 732 chambres, 200 restaurants, environ 300 snack-bars, 6 agences de voyages et 40 night-clubs.

a) Hôtellerie-Restauration

Le parc hôtelier se compose d'une part des hôtels de classe internationale dont 80% sont gérés par la Société nationale de tourisme et d'hôtellerie et d'autre part des petits hôtels, de classe moyenne, propriétés de particuliers ou de groupements particuliers.

Libreville et Port-Gentil détiennent les 3/4 de ce parc, le reste est réparti sur l'ensemble du territoire où l'on trouve au moins un hôtel pour chaque chef lieu de province.

En 1985, la conjoncture hôtelière a été marquée par un léger accroissement de l'offre face à une demande stable avec l'ouverture des hôtels suivants:

- les Monts de Cristal à Libreville
- l'Hôtel Léoni Palace 100 chambres à Franceville
- l'Hôtel Sofitel de Lambaréné
- l'Hôtel Novotel de Port-Gentil.

En 1986, cette tendance devrait se confirmer et cette offre accrue conduirait probablement à une chute du taux d'occupation. Ainsi, il est prévu l'ouverture de:

- l'Hôtel Sheraton 300 chambres à Libreville
- l'Hôtel Relais de Lastoursville 30 chambres.

Le tableau suivant retrace l'évolution du taux d'occupation à Libreville.

	1982	1983	1984	1985*	1986* *
Taux moyen d'occupation %	79,5	80	79	74,4	72

* Estimation DGE

** Prévvision DGE

A Libreville le taux d'occupation s'est sensiblement dégradé. Il est passé de 79,5% à 74,4%, de 1982 à 1985.

A Port-Gentil, le taux moyen baisserait aux alentours de 60% en 1986 alors qu'il se situait à 80% en 1984 et 100% en 1983. La baisse de l'activité générale et l'augmentation du nombre de chambres disponibles sont à l'origine de cette régression.

Le chiffre d'affaires des différentes unités gérées par la S.N.T.H. continue à stagner malgré la hausse des prix des chambres et des repas. Cette situation est due essentiellement à:

- la baisse du taux d'occupation
- la baisse de la consommation des clients à l'année
- la faiblesse de l'indice de fréquentation.

En 1985, la branche restauration dans les grandes unités hôtelières, a connu une légère baisse due à la diminution de la part consacrée à la restauration dans les revenus des ménages et à la prolifération des restaurants indépendants.

La construction du Sheraton à Libreville se poursuit et son ouverture aura lieu avant la fin de l'année 1986.

Le développement potentiel de la branche hôtellerie - restauration dépendra de la diversification des activités vers la promotion du tourisme.

b) Tourisme

La structure touristique comprend en 1985:

- les tours opérateurs qui vendent à l'étranger des destinations de tourisme et de congrès vers le Gabon
- les agents de voyage locaux qui proposent des tours à Libreville, des excursions diverses aux quatre coins du Gabon, des visites culturelles ou économiques et des safaris photos et visions.

Tous ces opérateurs proposent un tourisme de détente, de loisirs et de découverte.

La durée moyenne des séjours des non résidents varie entre 1,3 et 3,1 jours soit une moyenne semestrielle de 2,5 jours. Cette faible durée s'explique par l'existence de goulots d'étranglements tels que:

- * l'insuffisance du réseau routier
- * le manque de moyens de communication entre les différents centres urbains
- * l'absence de promoteurs et d'infrastructures hôtelières de classe moyenne.

Malgré cette situation, de nouvelles tendances se dessinent. Il existe une demande importante de tourisme-loisirs qui demeure inexploitée. Une forte majorité de nationaux souhaite connaître le reste du pays. Les résidents étrangers ont par contre besoin de divers produits touristiques attractifs pour les week-end et les petites vacances.

Ces produits touristiques tels que «découvertes du Gabon» initiés par certains agents de voyage, ne sont, du fait de leurs coûts, accessibles qu'à une clientèle disposant de revenus relativement élevés.

Le développement des produits touristiques à partir de la clientèle déjà présente au Gabon reste lié à la mise en œuvre d'une promotion efficace et spécifique pour chaque type de clientèle (ménages nationaux, résidents étrangers, clientèle hôtelière);

2.4.5 IMPRIMERIE, EDITION ET PUBLICITE, DISTRIBUTION DES LIVRES ET DES JOURNAUX

a) Imprimerie

La structure de la branche imprimerie est restée identique à celle de l'année 1984, c'est-à-dire une dizaine d'imprimeries réparties en 3 sous-groupes.

- des imprimeries de taille moyenne dont l'essentiel des travaux est orienté vers la fabrication des cahiers, l'impression des cartes de visite et des billets de faire-part.

- des imprimeries qui appartiennent à des administrations publiques ou para-publiques dont l'ensemble des prestations est destiné à leurs propres besoins.

- un nombre réduit d'unités de dimensions importantes qui constituent l'essentiel de l'activité d'impression (Multipress, Imprima...)

Malgré les difficultés auxquelles ces entreprises font face (concurrence d'imprimeries extérieures, manque de personnel qualifié, rareté des sources de finan-

cement), l'activité a été très soutenue en 1985 comme le montre le tableau suivant:

(Milliards de F CFA)	1983	1984	1985*
Chiffre d'affaires	3,0	3,6	4,6
Valeur ajoutée	1,0	1,9	2,3
Investissements	0,9	1,5	0,9

* Estimation DGE

Cette bonne tenue de l'activité témoigne de la volonté des chefs d'entreprises de faire face à la concurrence étrangère; elle est aussi due à un effort de diversification des activités.

b) Edition et publicité

1) L'édition

L'apparition sur le marché national d'un grand nombre de revues locales a permis à la branche «édition» de connaître un développement appréciable. L'édition du quotidien «L'Union» par la Société nationale de presse (Sonapresse) demeure l'une des principales activités de cette branche, et représente plus de 80% du volume des ventes des périodiques sur le marché national.

La vente des journaux représente en 1985 près de 500 millions de Francs contre 450 millions en 1984; les prévisions de 1986 portent sur un chiffre d'affaires de 620 millions de Francs CFA.

2) La publicité

On dénombre en 1985 une demi-douzaine d'agences de publicité au Gabon.

La branche édition et publicité dont les perspectives sont à la hausse a évolué comme suit depuis 1983.

(Millions de F CFA)	1983	1984	1985*	1986* *
Vente des journaux	300	450	500	620
Publicité et régie	400	540	680	730
Total chiffre d'affaires	700	1 090	1 180	1 350
Valeur ajoutée	5	15	100	110

* Estimation DGE

** Prévision DGE

c) Distribution des livres et des journaux

Plusieurs librairies ont vu le jour ces dernières années tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays. Jusqu'à une période récente, seule la librairie «Hachette» assurait la distribution à Libreville et à Port-Gentil.

En plus de l'activité à laquelle elles se livrent habituellement, les librairies locales assurent la vente des articles de presse, de la papeterie.

Toutes ces activités ont représenté en 1985 un chiffre d'affaires de plus de 2,5 milliards de Francs contre 1,9 en 1984; on s'attend à ce que ces ventes soient portées à plus des 3 milliards de Francs CFA en 1986.

La distribution de la presse étrangère et nationale est assurée par la Société gabonaise de presse (Sogapresse). Sogapresse possède plusieurs points de vente disséminés un peu partout sur l'étendue du territoire. En 1985, on a dénombré 115 kiosques répartis de la manière suivante:

- 70 à Libreville
- 20 à Port-Gentil
- 25 dans le reste du pays.

Le chiffre d'affaires de la Sogapresse a évolué de la manière suivante:

- 1984: 2,127 milliards de Francs
- 1985: 2,545 milliards de Francs.

Ce chiffre se situerait en 1986 à 2,775 milliards de Francs.

2.4.6 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

2.4.6.1. Les banques commerciales et de développement

L'activité des banques en 1985 est marquée par une diminution de la liquidité résultant du financement des besoins de trésorerie de certaines sociétés. Au cours de l'exercice 1985, on a constaté un développement important des crédits à l'économie qui ont amené certaines banques à dépasser leur plafond d'encadrement et certains ratios réglementaires.

a) Evolution des Ressources

Du fait de la croissance des investissements, les banques ont utilisé de façon plus soutenue les facultés de réescompte de la Banque Centrale ou le refinancement extérieur. La structure financière des banques s'est ainsi traduite par une diminution des réserves à la B.E.A.C.

Du 30 septembre 1984, au 30 septembre 1985 les ressources se sont fortement accrues, les dépôts détenus par les banques s'élevant à 316,8 milliards de francs CFA contre 264,5 milliards soit un taux de progression de 19,7%.

L'évolution des ressources est marquée par une légère augmentation des dépôts de l'Etat (7,3% en 1985 contre 38,2% en 1984).

Par contre les dépôts à terme enregistrent une forte augmentation de + 37,7% contre + 1,7% en 1984. Cette progression des dépôts à terme pourrait résulter des nouvelles conditions de rémunération mises en place en juillet 1985.

Le tableau suivant décrit l'évolution des ressources des banques depuis 1983.

DEPOTS (en Milliards de F CFA)	Sept. 83	% du Total	Sept. 84	% du Total	Sept. 85**	% du Total
Dépôts à vue *	85,9	39	110,1	41,6	122,0	38,5
Dépôts à terme et d'épargne*	94,2	42	95,7	36,2	131,9	41,6
Dépôt de l'Etat	42,4	19	58,7	22,2	62,9	19,9
Total	223,5	100	264,5	100	316,8	100

* Particuliers et entreprises.

** Estimation DGE

Par ailleurs le tableau ci-après fait ressortir la couverture des crédits par les dépôts.

Evolution des ressources et des emplois locaux (en Milliards de Francs CFA)	Sept. 83	Sept. 84	Sept. 85*
Crédit intérieur (crédit à l'Etat et l'Economie)	207,9	226,1	266,0
Dépôts	223,5	264,5	316,8
Excédent (+) Déficit (-)	+ 15,6	+ 38,4	+ 50,8

* Estimation DGE

b) Les Emplois

Au niveau des emplois, l'exercice 1985 reste marqué par un volume de crédits à l'économie plus important qu'en 1984. Toutefois le risque bancaire s'est également accru à cette période en raison de certaines tensions de trésorerie.

Les crédits aux particuliers et aux entreprises ont progressé de 20,4%, s'élevant à 297 milliards de F CFA au 30.9.85 contre 246,4 milliards au 30.9.1984.

Cette progression du volume des crédits résulte d'une demande très forte pour les entreprises des Bâtiments et des Travaux publics et celles d'extraction minière.

La répartition selon le terme montre une augmentation des crédits court terme qui atteignent 174,3 milliards au 30 septembre 1985, tandis que les crédits moyen terme passent de 103,3 milliards à 122,7 milliards. En part relative on note une stagnation de l'ensemble des crédits.

Crédits aux Particuliers et aux entreprises (en Milliards de F CFA)	Sept. 83	% du Total	Sept. 84	% du Total	Sept. 85*	% du Total
Court Terme	130,0	61,4	143,1	58,1	174,3	58,7
Moyen et Long Terme	81,7	38,6	103,3	41,9	122,7	41,3
Total	211,7	100	246,4	100	297,0	100

* Estimation DGE

c) La production des banques

Elle comprend essentiellement le résultat net de la gestion des capitaux (marge d'intérêt) et les produits encaissés au titre des prestations de service.

Entre 1983 et 1984, la production des banques s'est améliorée de 13% passant de 20 à 22 milliards de F CFA.

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de cette production.

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984
Emplois productifs	192,9	270	337
Marge d'intérêt	12,9	15,5	17,1
Commissions	4,3	4,5	5,5
Production des Banques	17,2	20,0	22,6

En 1985, compte tenu du développement des concours à l'économie (+ 20,5%) et des crédits à l'Etat, la production des banques pourrait être environ de 25 milliards.

d) Les perspectives d'activité

Les possibilités de développement du marché bancaire en 1986 dépendront essentiellement:

- de l'activité économique sur le plan intérieur
- des conditions de l'encadrement du crédit
- de l'amélioration des structures des entreprises en difficulté et particulièrement dans les secteurs BTP, Forêt et Transport.

2.4.6.2 Les établissements financiers

L'activité des établissements financiers pour le 1er semestre 1985 est restée relativement favorable. Du fait des besoins de trésorerie de certaines entreprises et des difficultés conjoncturelles de certains secteurs (Forêt, B.T.P.), une détérioration brutale de l'activité de ces établissements s'est manifestée au second semestre 1985.

En 1985, l'activité du secteur demeure encore principalement le fait de quatre établissements: SOGACA, SOGABAIL, SOGAPAR, FIGADIM.

a) Les ressources

Les ressources drainées en 1985 par ces établissements connaissent une progression modérée par rapport à 1984 et pourraient s'élever à plus de 15 milliards de F CFA dont 9,9 milliards par SOGACA et près de 4,9 par SOGABAIL. Ces ressources sont principalement constituées d'emprunts bancaires locaux.

Le renforcement des ressources de ces établissements est imputable d'une part à l'accroissement d'emprunts bancaires et d'autre part aux augmentations de capital réalisées en 1983 et 1984.

b) Les Emplois

Les principaux domaines d'intervention des établissements financiers concernent le crédit bail mobilier et immobilier d'une part et les prises de participation d'autre part.

Dans les prises de participation, l'insuffisance actuelle des fonds propres entrave considérablement l'activité de ces établissements.

En revanche, la progression du volume de financement observée en 1984 et qui s'est poursuivie au premier semestre 1985 s'est estompée au second semestre 1985 du fait des difficultés des secteurs forêt, B.T.P. transport. Globalement l'évolution des emplois pourrait être de l'ordre de + 25% par rapport à 1984.

Au total les résultats enregistrés par les établissements financiers en 1985 devraient se situer au niveau de ceux de l'exercice 1984. Mais, compte tenu de l'inflation, une baisse de volume pourrait être observée en 1986.

Pour 1986 le développement de l'activité des établissements financiers sera conditionné par le redressement de la situation financière des entreprises en difficulté.

2.4.6.3 Les Compagnies d'Assurance

L'activité des compagnies d'assurance porte principalement sur trois sociétés (SONAGAR, OGAR, UAG) qui représentent environ 90% du marché. L'évolution de l'activité des compagnies d'assurance durant l'exercice 1985 s'est caractérisée par une progression du chiffre d'affaires (primes nettes d'annulation) de 12,7% plus prononcée que celle de l'exercice précédent (+ 9,4%); mais toujours inférieure au résultat atteint en 1982 (14%).

La croissance de l'activité des compagnies d'assurance pour l'exercice 1985 est imputable à:

- l'augmentation de la clientèle,
- l'augmentation des tarifs dans la branche automobile (+ 10% en moyenne),

Pour l'exercice 1984 et 1985 l'évolution et la structure des primes vendues par ces compagnies s'établissent comme suit:

Evolution des Primes (en millions de F CFA)	1984	Part relative	1985	Part relative	1985/84
Autos	6 596	37,0%	7 715	38,3%	16,9%
Responsabilité Civile	1 125	6,3%	1 076	5,4%	- 4,3%
Incendies	1 778	9,9%	1 986	9,9%	11,7%
Spéciaux et Divers	2 361	13,2%	2 737	13,6%	15,9%
Maritime et aviation	5 981	33,6%	6 597	32,8%	10,3%
Total Primes vendues recensées	17 841	100%	20 111	100%	12,7%

Pour 1986, les perspectives de développement de l'activité dans ce secteur dépendront de la rentabilité des placements pour la couverture des provisions techniques afin de renforcer leurs ressources.

2.4.7 AUTRES SERVICES

Le secteur «Autres Services» se caractérise d'une part, par une trop grande dispersion des activités et d'autre part, par un taux de création et de disparition très élevé des entreprises.

L'évolution du secteur est étroitement liée à celle de l'activité générale de l'économie.

La présente analyse concerne les activités suivantes:

- les services rendus aux entreprises
- les services immobiliers.

a) Services Comptables

(Tenue de Comptabilité, Expertise, Comptable-Audit, Révision des Comptes, Commissariat aux Comptes).

La demande en Conseil management et Audit évolue favorablement tant dans le secteur public que dans le secteur privé. La rigueur des affaires et le besoin de modernisation de la gestion des entreprises sont à l'origine d'une croissance de cette

demande pour les années à venir. Deux types d'entreprises opèrent dans cette branche: les sociétés ou organismes ayant une existence juridique au Gabon et les cabinets extérieurs qui viennent ponctuellement effectuer des travaux.

Le développement des activités dépendra entre autres conditions:

- du recrutement et formation des cadres.
- de la consultation systématique par les pouvoirs publics ou tout autre organisme, des cabinets installés au Gabon pour les travaux pouvant relever de leur compétence.

b) Services Informatiques

(Services et Conseil en informatique, traitement à façon)

Les entreprises ont tendance à s'informatiser individuellement en raison de nouveaux produits récemment introduits sur le marché. L'arrivée de la micro-informatique entraîne, la dégradation de l'activité «traitement à façon».

L'inorganisation du marché, l'absence de réglementation, la tendance à une certaine anarchie commerciale et le manque de personnel informaticien national qualifié constituent les principaux freins à une meilleure utilisation de l'outil informatique sur l'étendue du territoire.

c) Expertise, Contrôle et Bureau d'études

(Ingénierie, contrôle technique, études de fondation, études géotechniques des routes et aérodromes, urbanisme et architecture, études diverses de génie civil, Bâtiments et Travaux Publics).

Le développement des activités dépend des investissements publics. La réduction des offres des pouvoirs publics à la fin des travaux de l'O.U.A. n'a pas empêché les bureaux d'études extérieurs de faire une importante percée sur le marché national.

La réglementation de la profession, l'adaptation des textes existants demeure l'une des préoccupations majeures des entreprises opérant dans cette branche d'activité.

d) Location de matériel et de personnel

Cette activité englobe d'une part la location de véhicules et de matériel divers et la mise à disposition du personnel de surveillance ou du personnel intérimaire aux particuliers et aux administrations.

Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée de l'activité évoluent très favorablement comme l'indique le tableau ci-dessous:

Millions F CFA	1984	1985	1986*
Chiffre d'affaires	2 450	2 861	4 547
Valeur ajoutée	1 837	2 112	2 506

* Prévission DGE

e) Services Juridiques et Fiscaux

La clientèle pourrait progresser d'environ 15% en 1986 contre 20% en 1985. L'implantation des groupes internationaux d'audit et de conseil intensifie la concurrence.

La situation du secteur «services rendus aux entreprises» se caractérise depuis 1982 de la manière suivante.

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985	1986*
Chiffre d'affaires	30,6	52,5	60,6	65,2	70,6
Valeur ajoutée	14,8	25,6	29,6	31,8	34,4

* Prévission DGE

f) Les Services Immobiliers

L'activité de promotion immobilière connaît une évolution irrégulière. Cette situation s'explique par une forte dépendance vis-à-vis du budget de l'Etat pour les programmes les plus importants.

Les agences immobilières essayent par ailleurs de diversifier leur clientèle en proposant à celle-ci de nouvelles possibilités.

DEUXIEME PARTIE

**GRANDEURS
MACROECONOMIQUES**

Tableau synoptique 1985

Grandeurs 1985	Milliards F CFA	Variation 85/84 En %
P.I.B. dont 39% pour le pétrole	1 537	0,6
Investissement privé	238	2,1
Investissement public (y compris OCTRA)	315	17,5
Consommation privée	468	8,8
Consommation publique	294	6,1
Demande Intérieure (+ stocks)	1332	9,3
Recettes budgétaires	787,2	9,2
Dépenses budgétaires	778,7	7,3
Masse Monétaire (30-6-84 au 30-6-85)	303,4	19
Balance des paiements	- 22	- 203
Commerce Extérieur - Taux de couverture - Balance commerciale	500	229 - 10,9
Emploi Secteur privé (nbre d'employés)	94 659	2,5
Emploi Secteur public (nbre d'employés)	29 650	6,3
Prix détail (ménages Africains) (moyenne annuelle)		7,5
Prix détail (ménages Européens) (moyenne annuelle)		9
Prix gros (moyenne annuelle)		7,4

Origine du PIB par secteur d'activité (Milliards de Francs CFA)

	Valeur ajoutée des secteurs				Variation annuelle %			Pourcentage du PIB			
	1982	1983	1984	1985	83/82	84/83	85/84	1982	1983	1984	1985
Pétrole (1)	547,8	572,1	681,5	596,5	4,4	19,1	-12,5	46,08	44,18	44,60	38,81
Agriculture, El. & pêche	56,1	63,7	75,0	80,0	13,5	17,7	6,7	4,72	4,92	4,91	5,2
Exploit. for.	16,7	15,3	16,0	17,0	-8,4	4,6	6,3	1,40	1,18	1,05	1,11
Mines & Carrières	38,8	45,6	56,0	59,4	17,5	22,8	6,1	3,26	3,52	3,66	3,86
Industries du bois	14,0	15,3	16,7	17,3	9,3	9,2	3,6	1,18	1,18	1,09	1,13
Raffinage (2)	5,8	9,4	7,2	8,8	62,1	-23,4	22,2	0,49	0,73	0,47	0,57
Ind. de transf. (3)	31,2	47,8	51,6	55,2	53,2	7,9	6,9	2,62	3,69	3,38	3,60
B.T.P.	89,9	86,2	110,0	125,0	-4,1	27,6	13,6	7,56	6,66	7,20	8,14
Commerce	63,1	72,0	88,0	93,0	14,1	22,2	5,7	5,31	5,56	5,76	6,06
Transport	44,2	49,2	61,6	69,6	11,3	25,2	13,0	3,72	3,80	4,03	4,52
Electr., Eau, Gaz, Vap.	19,0	20,1	22,3	24,8	5,8	10,9	11,2	1,60	1,55	1,46	1,61
Services (4)	69,4	84,7	101,0	111,0	22,0	19,2	9,9	5,84	6,54	6,61	7,22
Hôtels, Cafés Restaurants	12,7	15,4	19,0	21,5	21,3	23,4	13,2	1,07	1,19	1,24	1,40
SOUS TOTAL E.N.F.	1008,7	1096,8	1305,9	1279,1	8,7	19,1	-2,1	84,85	84,69	85,46	83,22
Inst. Fin.	7,0	7,2	5,6	4,7	2,9	-22,2	-16,1	0,59	0,56	0,37	0,31
Administr. + S/C domest.	98,8	113,0	132,5	151,2	14,4	17,3	14,1	8,31	8,73	8,67	9,84
TOTAL V.A.	1114,5	1217,0	1444,0	1435,0	9,2	18,7	-0,6	93,75	93,98	94,50	93,36
Taxes sur import.	74,3	78,0	84,0	102,0	5,0	7,7	21,4	6,25	6,02	5,50	6,64
PIB TOTAL	1188,8	1295,0	1528,0	1537,0	8,9	18,0	0,6	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Exploitation pétrolière + recherche

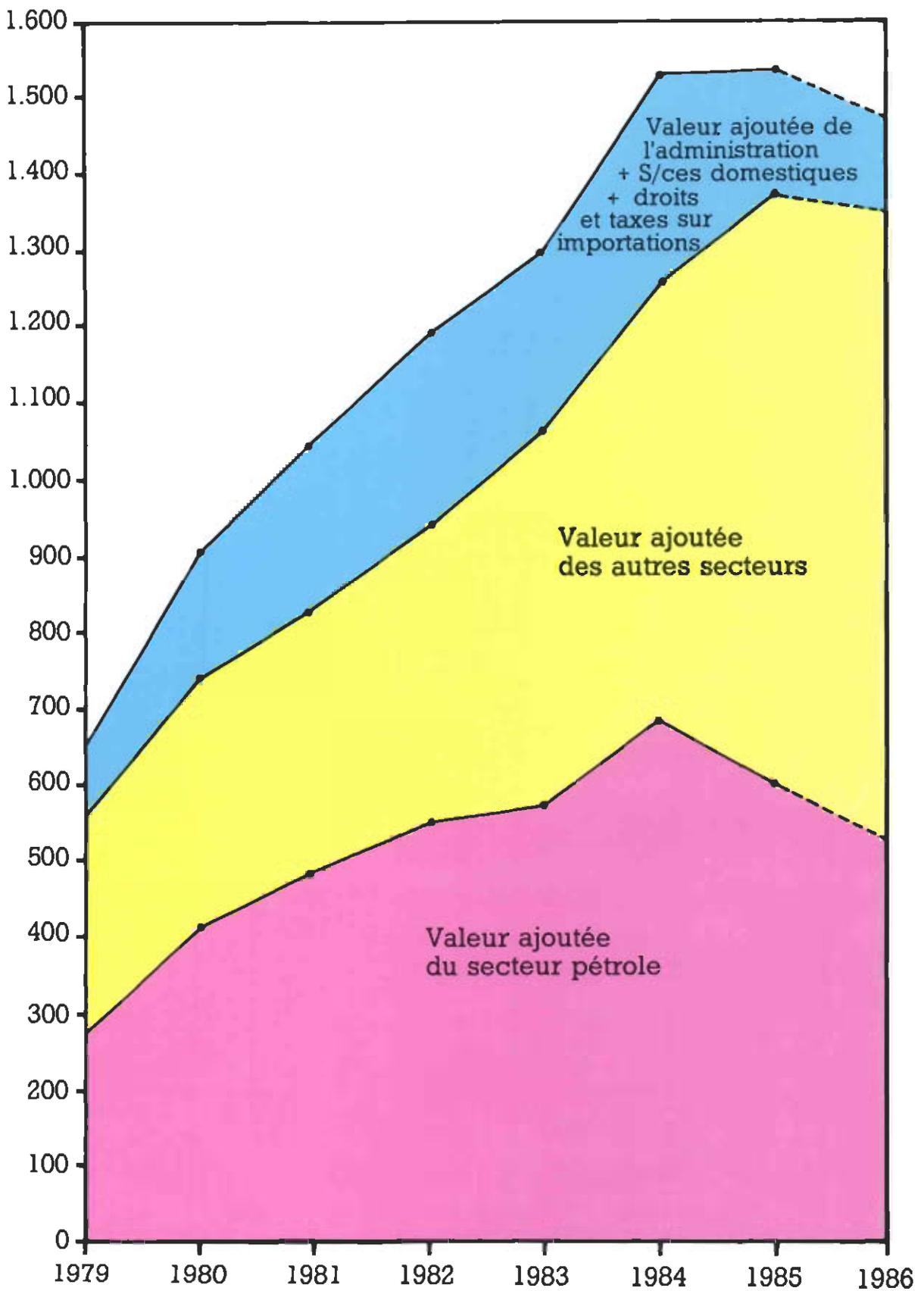
(2) Optique sectorielle

(3) Ind. alimentaires + Boissons. Tabacs + Imprimerie-Edition + Chimie + Mat. Construction + Ouvrages en métaux

(4) Services immobiliers + Services divers aux entreprises et aux particuliers + Services Réparation + Télécommunication

LES ORIGINES DU PIB PAR SECTEURS
(1979-1986)

Valeur Ajoutée (en milliards de F CFA)



I. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

Les comptes provisoires 1983 publiés par la Direction générale de la statistique donnent un Produit Intérieur Brut (PIB) de 2,7% inférieur à celui qui avait été annoncé dans le précédent Tableau de Bord de l'Economie.

L'écart observé provient pour l'essentiel du solde du commerce extérieur et de la variation de stocks qui avaient été surestimés par la DGE.

De 1295 milliards de F CFA courants en 1983, le PIB atteint 1528 milliards de F CFA en 1984 et 1537 milliards de F CFA en 1985.

1.1. LES RESSOURCES DU P.I.B.

Deux démarches différentes permettent d'estimer l'évolution du P.I.B. Une enquête de conjoncture effectuée en septembre qui couvre l'ensemble des secteurs d'activité et un modèle de prévision annuelle construit à partir d'une bipartition de l'économie qui distingue les branches exportatrices des autres branches dont l'activité est tournée vers le marché intérieur. Ces deux démarches conduisent à une présentation des ressources du P.I.B. d'abord à partir des secteurs, ensuite à partir des branches d'activité.

1.1.1. LES ORIGINES DU P.I.B. PAR SECTEURS

La ventilation de la Valeur Ajoutée Sectorielle montre que les entreprises non financières ont une contribution de 83% au P.I.B en 1985 contre 85% entre 1982 et 1984. Cette diminution est due essentiellement à la baisse de la valeur ajoutée du secteur pétrolier. Les Institutions Financières, les Administrations, les Ménages, ainsi que les Droits et Taxes sur Importations représentent en moyenne 17% dont:

- 0,3% pour les Institutions Financières,
- 10% pour les Administrations et les Ménages
- 6,7% pour les Droits et Taxes sur Importations.

Le graphique ci-contre retrace l'évolution du P.I.B. depuis 1977 selon les trois origines:

- la valeur ajoutée du secteur pétrolier,
- la valeur ajoutée des autres secteurs,
- la valeur ajoutée des administrations, des ménages et les droits et taxes à l'importation.

1.1.2. ORIGINES DU PIB PAR BRANCHES

Dans l'analyse par branches, le PIB est divisé en trois (3) composantes qui sont:

- la valeur ajoutée des branches liées à l'exportation c'est-à-dire le Produit Intérieur brut extérieur (PEX).

- La valeur ajoutée des activités tournées directement sur le marché intérieur (PMI)

- La valeur ajoutée non marchande (PNM)

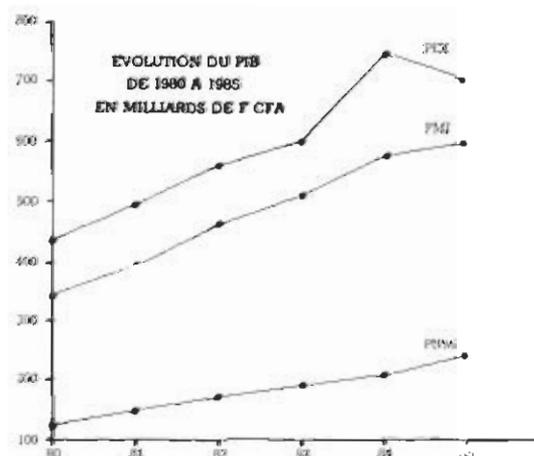
Au cours des trois dernières années, l'évolution de chacune de ces grandeurs a été la suivante:

Evolution du PEX

Milliards de F CFA	1983*	1984**	1985**
PEX	600	746	700
PNM	185	207	240
PMI	510	575	597
PIB	1 295	1 528	1 537

* Prévission DGSEE

** Estimation DGE



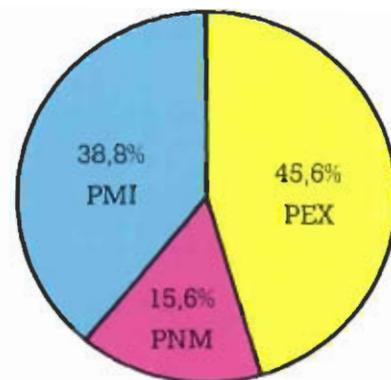
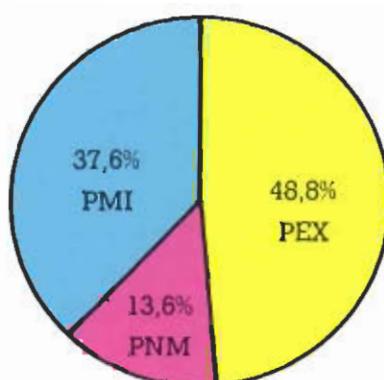
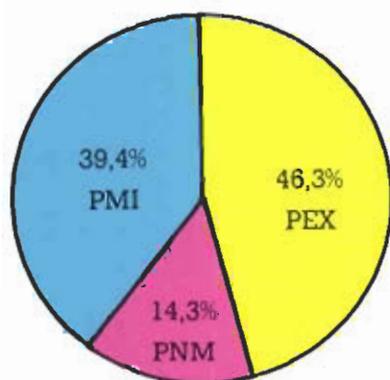
1.1.2.1 Evolution structurelle de l'économie

Dans l'ensemble, deux composantes du PIB connaissent une évolution bien marquée: le PNM et le PMI. Le PNM passe de 207 milliards en 1984 à 240 milliards en 1985 soit une croissance de 16%. Le PMI progresse de 4%. Dans le même temps, le PEX qui avait connu une progression remarquable de 1983 à 1984 amorce une décroissance entre 1984-1985 (-6,2%). Cette baisse s'explique principalement par la morosité du marché pétrolier.

REPARTITION DU PIB EN 1983

REPARTITION DU PIB EN 1984

REPARTITION DU PIB EN 1985



En 1985, le PIB est soutenu par la demande intérieure. De 1983 à 1985, il se ventile de la façon suivante:

1.1.2.2 Ventilation du PIB par branches

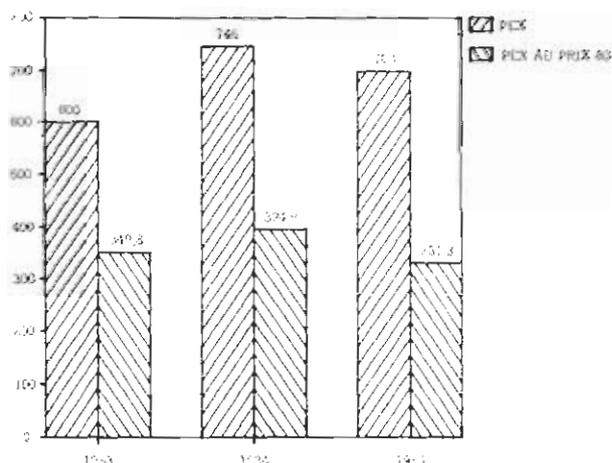
a) Produit intérieur Brut d'Exportation (PEX)

Le produit intérieur brut d'exportation se compose de la somme des valeurs ajoutées de toutes les activités tournées vers le marché extérieur: Pétrole, Mines, Bois et Industries du bois. Son évolution est la suivante:

Evolution du PEX

Milliards de F CFA	1983	1984	1985
PEX aux prix courants	600	746	700
Indice des prix des exportations	171,5	188,9	211,3
PEX aux prix 1980	349,8	394,9	331,3

Base 100 = 1980



Il ressort de ce tableau que le PEX qui a connu une croissance dans les années antérieures, atteint un sommet en 1984 et amorce une décroissance en 1985.

Le PEX enregistre une hausse de 24,3% entre 1983 et 1984. Il bénéficie de deux effets fondamentaux:

- d'une part la reprise mondiale qui marque le dernier trimestre de 1983 et le premier semestre de 1984, reprise qui s'exprime par une hausse substantielle des volumes de pétrole, de manganèse et de bois exportés.

– d'autre part la hausse du dollar, monnaie dans laquelle est libellé le prix du baril de pétrole.

Quant à la décroissance entre 1984 et 1985, elle est due à la baisse du prix du baril de pétrole, à la politique Bois de notre principal importateur (France) et à la concurrence des bois asiatiques.

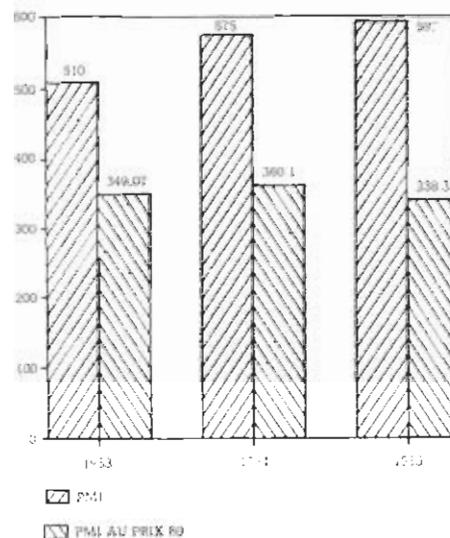
b) Le produit marchand intérieur (PMI)

Le PMI enregistre une croissance en valeur de 4% en 1985 par rapport à 1984. Cette croissance a été de 12,7% en 1984 par rapport à 1983. Elle est imputable en grande partie à la hausse de la consommation publique.

Evolution du PMI

Milliards de F CFA	1983	1984	1985
PMI	510	575	597
D.F.I.*	1 069	1 208	1 312
PMI/D.F.I.	0,477	0,475	0,455
Déflateur du PMI indice de prix 1980 = 100	146,1	159,7	176,46
PMI au prix 1980	349,07	360,05	338,3

* Demande Finale Intérieure (D.F.I.) = Consommation totale + Investissements totaux.



c) Le produit brut non marchand (PNM)

Le PNM comprend la valeur ajoutée des administrations (dépenses du personnel), les salaires domestiques et les droits et les taxes sur les importations. Il représente en moyenne 14,3% du PIB en 1983, 13,5% en 1984 et 15,6% en 1985. Au regard de ces résultats, le PNM a progressé de façon constante au cours de la période considérée.

Evolution du produit non marchand (PNM)

MILLIARDS DE F CFA	1983	1984	1985	84/83	85/84
V.A.A. (1)	104	119,5	134	14,9	12,1
Salaires domestiques	3,0	3,5	4,0	16,7	14,3
D.T.I. (2)	78	84	102	7,7	21,4
P.N.M.	185	207	240	11,9	15,9
Indices des prix = 100 (Base 100 en 1980)	146,1	159,7	176,46	9,3	10,5
P.N.M. au prix 1980	126,62	129,61	136,00	2,4	4,9

(1) Valeur ajoutée des administrations

(2) Droits et taxes sur importations

1.2. LES EMPLOIS DU PIB

La répartition du P.I.B. selon ses emplois aurait évolué de la façon suivante de 1983 à 1985:

Evolution du PIB et de ses emplois

MILLIARDS DE F. CFA	1983*	1984**	1985**	84/83	85/84
Total P.I.B.	1 295	1 528	1 537	18	0,6
Consommation privée	586 (376)	707 (430)	762 (468)	20,6 14,4	7,8 8,8
Publique	(210)	(277)	(294)	31,9	6,1
Investissements privés	482 (264)	501 (233)	553 (238)	3,9 -11,7	10,4 2,1
Publics	(218)	(268)	(315)	22,9	17,5
Variation stocks	- 20	11	17	155,0	54,5
D.F.I.	1 048	1 219	1 332	16,3	9,3
Solde Biens et Services non Facteurs	247	309	205	25,1	- 33,7
Exportations Biens et Services dont pétrole	793 (629,5)	929 (722)	905 (706)	17,2 14,7	- 2,6 - 2,2
Importations Biens et Services	546	620	700	13,5	12,9

* Provisoire DGSEE

** Estimation DGE

1.2.1 LA CONSOMMATION FINALE

La consommation finale connaîtrait une progression remarquable (20,6%) entre 1983 et 1984. Mais ce rythme baisserait entre 1984 et 1985 et se situerait à 7,8%. Dans l'ensemble, elle aurait progressé de 13,9% en moyenne de 1983 à 1985. Cette croissance de la consommation s'expliquerait par la revalorisation des salaires.

- La consommation privée aurait cru en moyenne de 12,2% entre 1983 et 1985. Sa part dans la consommation totale serait de 64% en 1983, 60,8% en 1984 et 61,4% en 1985.

- La consommation publique aurait augmenté de 6% en 1985 contre 31,9% en 1984. Cette chute du taux de croissance en 1985 serait dû au ralentissement des dépenses publiques.

1.2.2 LES INVESTISSEMENTS

Dans l'ensemble, les investissements auraient cru de 10,4% entre 1984 et 1985.

a) Investissements privés

Ceux-ci auraient connu une augmentation de 2,1% entre 1984 et 1985. Cette tendance qui se manifeste depuis 1982 s'expliquerait par un désinvestissement du secteur non pétrolier, le secteur pétrolier ayant augmenté ses investissements de près de 20 milliards.

b) Investissements publics

Ces derniers auraient cru de 44,5% entre 1983 et 1985. Cette forte croissance serait due aux efforts des pouvoirs publics dans la construction du chemin de fer transgabonais.

La dotation budgétaire allouée à ce dernier est en progression de 56,8% entre 1983 et 1985 passant de 74,40 milliards en 1983 à 131 milliards en 1985.

MILLIARDS DE F. CFA	1983	1984	1985	84/83 %	85/84 %
F.B.C.F privée	264	233	238	- 11,7	2,1
Dont pétrole	143	106	109,1	- 25,9	2,9
Autres	121	127	128,9	5	1,5
F.B.C.F publique	218	268	315	22,9	17,5
Dont OCTRA	74,4	115	131	54,6	13,9
Autres	143,6	153	184	6,5	20,3
Total	482	501	553	3,9	12,4

NOTA: Les différentes valeurs de 1985 ont été estimées et les autres actualisées (1983 - 1984).

2. LE BUDGET DE L'ETAT

2.1. LA LOI DE FINANCES

La Loi de Finances 1985 initialement arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de 679 Milliards de F CFA a subi deux rectifications:

1. La première opérée par l'ordonnance n° 024/85/PR du 29 juin portant le budget à 740 Milliards de F CFA régularise quatre opérations:

– La réévaluation des recettes pétrolières de l'Etat: impôts sur les sociétés (+ 20 Milliards) et redevances (+ 5 Milliards)

– la baisse des recettes hors pétrole: impôts sur les sociétés (– 1 Md) et taxes sur chiffres d'affaires (– 1 Milliard)

– l'apurement des arriérés d'impôts (+ 4 Milliards)

– enfin le tirage sur emprunt (+ 34 Milliards).

2. La deuxième, par ordonnance n° 040/85/PR du 30 septembre, a porté finalement le budget à 778 Milliards de F CFA. Cette augmentation résulte:

– d'une réévaluation de 7 Milliards des recettes pétrolières (redevances)

– d'un nouveau tirage atteignant 31 Milliards.

En définitive, les recettes ont progressé de 99 Milliards par rapport à la Loi de Finances initiale, permettant ainsi une augmentation de 68 Milliards des dépenses d'investissements.

La loi de Finances rectifiée répartit le Budget de l'Etat en recettes et dépenses comme suit:

Recettes (en millions):

Recettes fiscales:	428 300
Recettes non fiscales:	199 300
Cessions:	400
Emprunts:	150 000
.....	<u>778 000</u>

Dépenses (en millions):

Dette Publique:	166 000
Fonctionnement:	219 000
Investissement:	393 000
.....	<u>778 000</u>

2.2. L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES

Le tableau suivant ventile le Budget de l'Etat en recettes et en dépenses depuis 1982.

Solde des opérations budgétaires (EN MILLIARDS DE F CFA)	1982	1983	1984	1985*
Recettes ordinaires totales	473,6	482,8	587,3	628,0
– Pétrole	310,2	311,4	384,7	397,8
– Autres	163,4	171,4	202,6	230,2
Dépenses hors remboursement d'emprunt	402,4	500,4	617,7	673,3
– Dépenses courantes	189,3	212,0	241,1	261,9
Dont: dépenses de fonctionnement	(148,3)	(177,6)	(203,0)	(220,7)
Intérêts	(41,0)	(34,4)	(38,1)	(41,2)
– Investissements	193,8	246,5	333,9	387,8
– Dépenses hors exercice	19,3	41,9	42,7	23,6
Epargne budgétaire	71,2	-17,6	- 30,4	- 45,3
Remboursement d'emprunts	75,8	82,4	81,0	105,4
Emprunts	41,9	56,6	121,2	159,2
Excédent ou déficit (-)	37,3	-43,4	9,8	8,5

* Prévion de Réalisation

2.2.1. EVOLUTION DES RESSOURCES

Les prévisions des recettes ordinaires en 1985 s'élèvent à 628 Milliards de francs contre 587,3 Milliards de francs de recettes effectives enregistrées en 1984, soit une augmentation de 6,2% contre 21,6% en 1984. Cette chute importante du taux de croissance des recettes ordinaires résulte essentiellement de celle des recettes pétrolières (effet prix).

a) Ressources pétrolières.

Après le bon comportement du marché pétrolier en 1984 qui a engendré une forte progression des recettes pétrolières (23,5% contre 0,4% en 1983); celles-ci n'augmentent que de 3,4% en 1985.

Cette diminution du taux de croissance est imputable à la baisse du prix du baril, la production restant sensiblement au même niveau qu'en 1984; cette baisse affecte beaucoup plus les redevances (-7,7% contre + 16,4% en 1984) et les recettes issues du partage de production qui sont recouvrées en cours d'année.

Ressources pétrolières

MILLIARDS DE F. CFA	1982	1983	1984	1985*	VARIATIONS EN %		
					83/82	83/84	85/84
Impôts sur les Sociétés pétrolières	183,8	187,3	206,5	214,5	1,9	10,3	3,9
Redevances	118,9	113	131,5	121,4	-5	16,4	-7,7
Dividendes	7,5	6,9	7,4	7,3	-8	7,2	-1,4
Recettes résultant du partage de production	0	4,2	39,3	54,6	-	835,7	39
Total recettes pétrolières	310,2	311,4	384,7	397,8	0,4	23,5	3,4

* Prévion de Réalisation

b) Ressources «hors pétrole»

Légèrement supérieures au tiers des ressources ordinaires, les recettes hors pétrole ont progressé en 1985: de 13,6% contre 18,2% en 1984. Cette baisse du taux de croissance masque des disparités entre les différentes catégories de recettes. Ainsi, on note:

– une augmentation des taux de croissance pour les droits de douane, l'impôt sur les sociétés, la taxe sur le chiffre d'affaires et les versements forfaitaires sur salaires.

* Les droits de douane continuent à s'accroître en 1985: 105,6 Milliards de francs contre 88,5 Milliards en 1984; soit + 16,5% contre + 11% en 1984. Ils représentent près de la moitié des recettes hors pétrole.

* L'impôt sur les sociétés dont la contribution moyenne dans les recettes hors pétrole entre 1982 et 1985 est de l'ordre de 13%, connaît une progression de 7% en 1985 contre 5,3% en 1984. Cette performance résulte du bon comportement de l'activité économique intérieure en 1984.

* La taxe sur le Chiffre d'Affaires passe de 22,6 Milliards de Francs CFA 1984 à 27,6 Milliards en 1985 soit une augmentation de 22%. Elle contribue pour 12% aux recettes hors pétrole.

* Les versements forfaitaires sur salaires, après la chute de 1983 et 1984 connaissent une progression en 1985: + 10,4% contre – 6,9% en 1984.

– une diminution des taux de croissance pour l'IRPP, les taxes complémentaires sur salaires et les autres recettes.

* l'IRPP et les taxes complémentaires enregistrent une baisse de leur taux de croissance en 1985: 12,5% contre 36,3% en 1984.

* Les autres recettes n'augmentent que de 7,2% contre 56% en 1984.

Evolution des recettes hors pétrole de 1982 à 1985

Milliards de francs CFA					Variations		
	1982	1983	1984	1985*	83/82	84/83	85/84
Droits de douanes	78,8	81,6	90,6	105,6	3,6%	11%	16,5%
Impôt sur les Sociétés	20,7	24,3	25,6	27,4	17,4%	5,3%	7 %
Taxe sur CA	18,7	20	22,6	27,6	7,0%	13,0%	22%
I.R.P.P. TC	12	13,5	18,4	20,7	12,5%	36,3%	12,5%
Taxes sur Salaires	8,1	7,2	6,7	7,4	-11,1%	-6,9%	10,4%
Autres Recettes	25,1	24,8	38,7	41,5	-1,2%	56%	7,4%
Total Recettes hors pétrole.	163,4	171,4	202,6	230,2	4,9%	18,2%	13,6

Source : Direction Générale du Budget.

* Prévisions de réalisation

2.2.2. EVOLUTION DES DEPENSES

Le tableau suivant ventile les dépenses de l'Etat en 1984 et 1985 :

En Milliards de Francs CFA	1983	1984	1985	Variations	
				84/83	85/84
Dette Publique	158,7	161,7	170,2	1,9%	5,2 %
Fonctionnement	177,6	203	220,7	14,2%	8,7 %
- Solde	71,9	81,7	94,5	13,6%	15,7 %
- Main d'Œuvre	10,2	11,6	13,5	13,7%	12 %
- Biens et Services	72,2	79,5	82,9	10,1%	4,2 %
- Transferts	23,4	30,2	30,3	29 %	-0,33%
Investissements	245,5	333,9	387,8	35,5%	16,1 %
Total dépenses	582,8	698,6	778,7	20 %	11,5 %

Source: Direction Générale du Budget

Le budget 1985 a été équilibré par un emprunt de 159,2 milliards de F CFA. Les dépenses budgétaires 1985 s'élèvent à 778,7 Milliards de francs CFA et se répartissent comme suit:

a) La Dette Publique

La dette publique est de 170,2 Milliards de F CFA et augmente de 5,2% par rapport à 1984. Le remboursement de la dette en capital et intérêts a représenté en 1984, 23% des dépenses totales. En 1985, il a représenté 22%. Comme l'année précédente, les emprunts ont été supérieurs au remboursement en capital. Ceci s'explique par l'accélération des travaux du Transgabonais et par la prise en compte des dépenses annexes.

Depuis 1981, la situation de la dette a évolué comme suit en remboursement ou emprunt net:

Evolution de la dette en remboursement.

En Milliards de Francs	1981	1982	1983	1984	1985
Emprunt net (-) ou Remboursement net.	65,2	33,9	25,8	-40,2	-53,8

b) Les dépenses de fonctionnement

L'effort de stabilisation des dépenses de fonctionnement entrepris depuis 1982 s'est poursuivi en 1985. Leur croissance nominale a été de 8,7% en 1985 contre 11,5% pour l'ensemble des dépenses.

Cet effort a surtout porté sur la contraction des dépenses en Biens et Services (4,2% en valeur contre 10% en 1984 et près de 30% entre 1983/82). La solde par contre augmente de 15,7%. Cette augmentation traduit la croissance des effectifs ainsi que le glissement professionnel et fonctionnel. On note la stabilisation des transferts (0,33%).

c) Les Investissements.

Répartition détaillée des dépenses d'investissements

Investissements Milliards de F.	1983	%	1984	%	1985*	%	Variation	
							84/83	85/84
Secteur Productif	20,6	8,4	24,7	7,4	28,2	7,3	19,9%	14,2%
Infrastructures	127	51,5	186,9	56,0	215	55,4	47,2%	15,1%
Dont OCTRA	(74,4)	(30,2)	(120,7)	(36,1)	(131,8)	(34)	62,2%	9,2%
Etudes et Recherches	2,9	1,2	4,6	1,4	4,2	1,1%	58,6%	-8,7%
Services sociaux	32,6	13,2	29,4	8,8	31,4	8,0%	-9,8%	6,8%
Participations	5	2,0	4,6	1,4	10,8	2,9%	-8,0%	134,8%
Equipements Administratifs et Autres.	58,4	23,7	83,7	25	98,2	25,3%	43,3%	17,3%
Total	246,5	100	333,9	100	387,8	100	35,5%	16%

* Prévvision de réalisation.

N.B. L'annexe n° 12 détaille les investissements par secteurs en dotation et en réalisation pour les années 1984 et 1985.

En 1985, les dépenses d'investissements augmentent à un rythme moins rapide qu'en 1984: 16% contre 35,5% en 1984. Le niveau d'investissement public reste toutefois très important: 387,8 Milliards de F CFA.

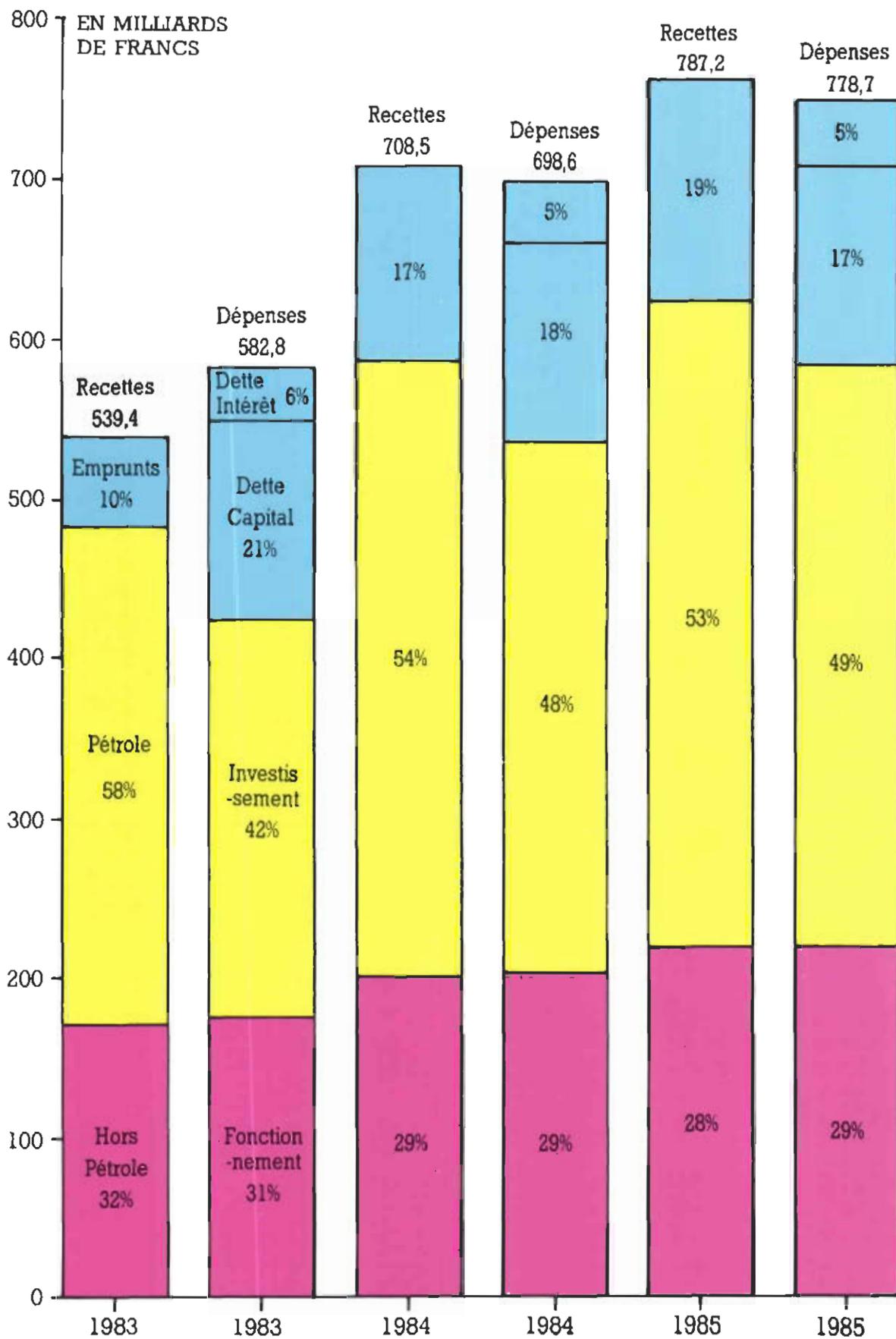
Ce montant élevé est consécutif au financement de l'OCTRA (34% de l'ensemble des investissements).

La part des investissements en infrastructures demeure sensiblement la même qu'en 1984 dans la structure du budget d'investissements: 55,4% en 1985 contre 56% en 1984 de même que les équipements administratifs et autres: 25,3% contre 25% en 1984.

En définitive, le budget 1985 est caractérisé par un niveau d'investissements très élevé qui entraîne un niveau d'emprunt également élevé.

VENTILATION DES OPERATIONS BUDGETAIRES

EN 1983, 1984, 1985



3. LA MONNAIE ET LE CREDIT

L'évolution des agrégats monétaires du 30 juin 1984 au 30 juin 1985 a été marquée par:

- la baisse internationale des taux d'intérêt nominaux, des taux de change et particulièrement de la devise américaine, monnaie de réserve par excellence dans les échanges internationaux.

- la stabilité de la liquidité des banques commerciales et de développement.

- le maintien de l'encadrement du crédit.

Dans le courant du 2e semestre 1985, on a assisté à une dégradation de cette situation.

Dans le tableau consolidé des agrégats monétaires (Banque Centrale, banques commerciales et de développement, Centres de chèques postaux et Trésor). On note:

Au niveau des opérations génératrices de l'émission:

- une expansion du crédit intérieur malgré le fléchissement de la position créditrice de l'Etat. La reprise des crédits à l'économie a concerné aussi bien le court terme, que le moyen et long terme.

- un raffermissement des disponibilités extérieures nettes.

Situation monétaire d'ensemble (en milliards de Francs CFA)

RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	Juin 1983	Juin 1984	Juin 1985	Var. Juin 84/85	Déc. 1985 *
Disponibilités monétaires (M1)	127,2	163,2	181,6	11,2 %	180,7
- Monnaie Fiduciaire	42,1	50,8	49,5	- 2,5 %	60,0
- Monnaie scripturale	85,1	112,4	132,1	17,6 %	120,7
Quasi-monnaie	86,5	91,9	121,8	32,5 %	129,4
Sous Total Masse Monétaire (M2)	213,7	255,1	303,4	18,9 %	310,1
Autres Ressources extra-monétaires	46,7	29,3	55,8	90,4 %	56,2
Total Ressources Monétaires	260,4	284,4	359,2	26,3 %	366,3

CONTREPARTIES DU SYSTEME MONETAIRE	Juin 1983	Juin 1984	Juin 1985	Var. Juin 85/84	Déc. 1985*
Crédit à l'Economie	209,4	224,4	269,2	20,0 %	302,2
Crédit à l'Etat	-64,7	- 45	-38,9	- 13,6 %	+ 11,7
Sous-total crédit intérieur	144,7	179,4	230,3	28,4 %	313,9
Avoirs Extérieurs nets	115,7	105,0	128,9	22,8 %	52,4
Total contreparties	260,4	284,4	359,2	26,3 %	366,3

* Données provisoires

Au niveau des ressources:

– une croissance des disponibilités monétaires et quasi-monétaires des particuliers et des entreprises plus marquée pour la quasi-monnaie, modérée pour la monnaie scripturale. Par contre la monnaie fiduciaire est restée relativement stable.

3.1. LES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE

3.1.1. LA MASSE MONETAIRE (M2)

La masse monétaire M2 comprend les disponibilités monétaires (monnaie fiduciaire et monnaie scripturale) et la quasi-monnaie.

Au 30 juin 1985, la masse monétaire a augmenté de 48,3 milliards passant ainsi de 255,1 milliards en juin 1984 à 311,4 milliards en juin 1985 soit 18,9% de progression annuelle. Le taux de liquidité qui indique le rapport M2/PIB atteint 20% contre 17% en 1983 et 1984.

– La monnaie fiduciaire

Le montant des billets et monnaies s'établit à 49,5 milliards, en diminution de 1,3 milliard (-2,5%) de juin 1984 à juin 1985. Elle ne représente plus que 15,8% de la masse monétaire contre 20,2% un an plus tôt.

– La monnaie scripturale

Les dépôts à vue auprès des banques commerciales et des chèques postaux enregistrent une croissance continue depuis 1980. Ils sont passés de 112,4 milliards au 30 juin 1984 à 132,1 milliards au 30 juin 1985, soit un taux d'accroissement de 17,6%.

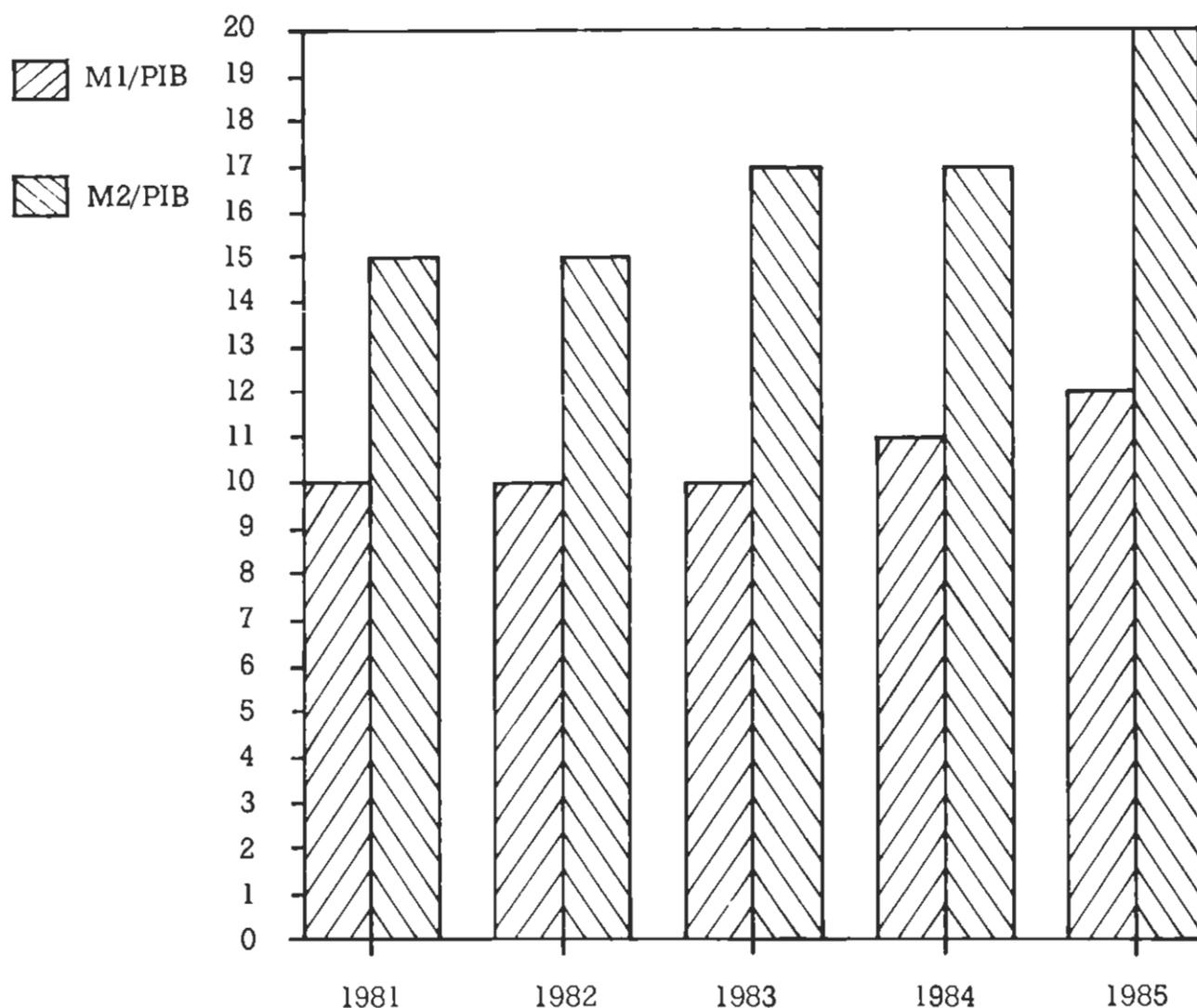
– La quasi-monnaie

Elle est constituée des dépôts à terme, son taux de croissance pendant la période sous-revue a été très élevé + 32,5%. Elle a atteint 121,8 milliards en 1985 contre 91,9 milliards en 1984. Il semblerait que cette évolution soit due à la décroissance des taux à l'extérieur, qui seraient devenus moins attractifs.

Le poids de la quasi-monnaie dans M2 représente 39,1% contre 36% en juin 1984.

En milliards de F CFA	(30/6) 1983	(30/6) 1984	(30/6) 1985
Crédit à l'économie (1)	209,4	224,4	269,2
Quasi - Monnaie (2)	86,5	91,9	121,8
Taux de couverture (2/1)	41 %	41 %	45,2 %
Poids de la quasi - monnaie dans la masse monétaire	40,5 %	36,6 %	39,1%
Taux de liquidité de l'Economie M2/PIB	17 %	17 %	20 %

EVOLUTION DES RESSOURCES MONETAIRES/PIB



En milliards de F CFA					
ANNEE	M1	M2	PIB	M1/PIB	M2/PIB
1981	101,2	155,5	1049,6	9,6%	14,8%
1982	115,9	178,6	1188,8	10 %	15 %
1983	127,2	213,7	1295,0	10 %	17 %
1984	163,2	255,1	1528,0	11 %	17 %
1985	181,6	303,4	1537,0	12 %	20 %

3.1.2 LES RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES

Les ressources extra-monétaires sont en progression et s'élevaient à 55,8 milliards en juin 1985 contre 29,3 milliards en juin 1984. La baisse des emprunts extérieurs (-1,6%) n'a pas exercé d'influence sur l'amélioration des fonds propres des banques.

L'allocation des DTS reste stable depuis 1984, autour de 6 milliards.

En milliards de F CFA	Juin 1983	Juin 1984	Juin 1985	Var. Juin 84/85	Déc. 1985*
Emprunts extérieurs à long et moyen terme	7,3	6,3	5,8	- 7,9 %	5,7
Fonds propres	43,9	46,3	55,9	20,7 %	61,5
Allocation D.T.S	5,6	6,2	6,6	6,4 %	5,8
Autres postes nets	- 10,2	- 29,5	- 12,5	-57,6 %	- 16,9
Total	46,6	29,3	55,8	90,4 %	56,1

Source = BEAC.

* Données provisoires

3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

Les opérations génératrices de la création monétaire se compose de trois éléments:

- les avoirs extérieurs
- les crédits intérieurs à l'économie
- les crédits à l'Etat.

3.2.1. LES AVOIRS EXTERIEURS NETS:

Moyenne sur 3 mois (En Milliards de F CFA)

	Janvier-Mars	Avril-Juin	Juil-Sept.	Oct.-Déc.
1983	92,2	106,1	73,8	99,8
1984	76,6	96,6	104,5	95,5
1985	101,8	130,4	107	68,3

Les avoirs extérieurs nets ont atteint 128,9 milliards en juin 1985 contre 105 milliards en juin 1984 soit une progression de 22,8%.

Si l'objectif de reconstitution de nos avoirs extérieurs a été atteint à fin juin grâce à l'augmentation d'une part des exportations des produits miniers et pétroliers, et d'autre part au paiement de la garantie de change et des bénéfices de la BEAC, la situation à fin décembre 1985 s'est complètement dégradée.

3.2.2. LES CREDITS A L'ECONOMIE

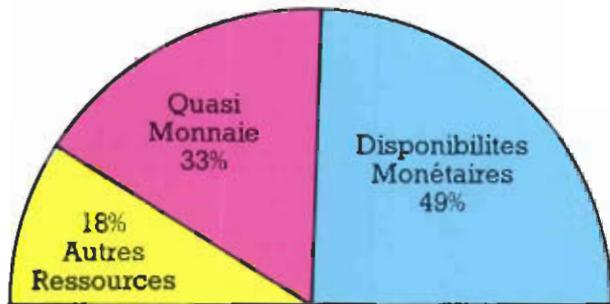
Les crédits à l'économie se sont établis à 269,2 milliards en juin 1985 contre 224,4 milliards en juin 1984 soit 19,9%, ce taux reste deux fois plus élevé que celui enregistré un an auparavant (+ 7,1%).

Cette évolution se caractérise par:

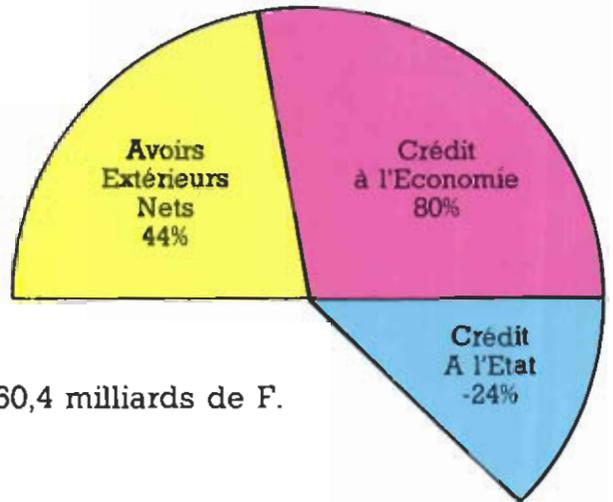
- une augmentation des crédits à court terme
- une expansion continue des crédits à moyen terme
- une croissance des crédits à long terme

EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

RESSOURCES



CONTREPARTIES

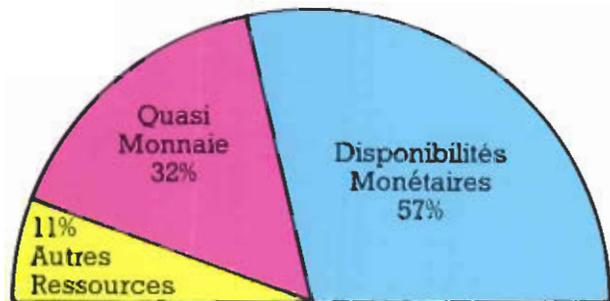


SITUATION 1983 (30/6) : 260,4 milliards de F.

Quasi Monnaie
32%

Disponibilités Monétaires
57%

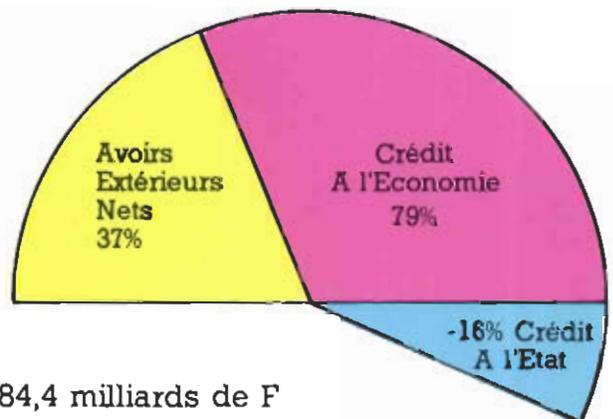
11%
Autres Ressources



Avoirs Extérieurs Nets
37%

Crédit A l'Economie
79%

-16%
Crédit A l'Etat

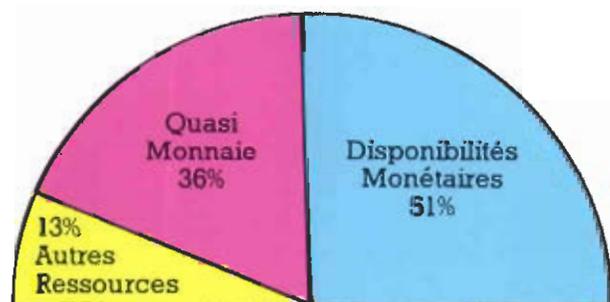


SITUATION 1984 (30/6) : 284,4 milliards de F

Quasi Monnaie
36%

Disponibilités Monétaires
51%

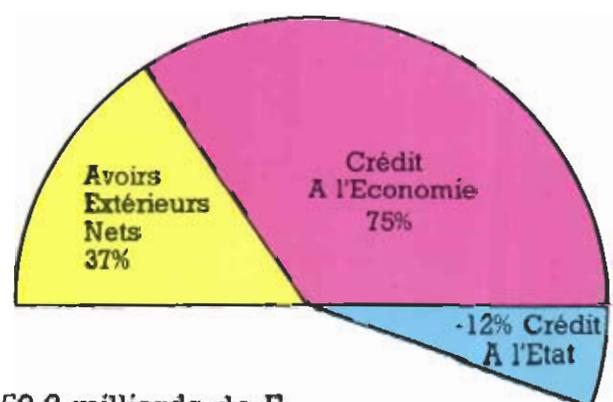
13%
Autres Ressources



Avoirs Extérieurs Nets
37%

Crédit A l'Economie
75%

-12%
Crédit A l'Etat



SITUATION 1985 (30/6) : 359,2 milliards de F

EVOLUTION TRIMESTRIELLE DES AGREGATS MONETAIRES



Evolution par terme des crédits bancaires (en milliards de Francs CFA)

	Juin 1984	Juin 1985	84/85
Court terme	125,5	149,5	19,1 %
Moyen terme	89,3	109,7	22,8 %
Long terme	9,0	9,9	10 %

Les crédits à court terme sont en augmentation de 24 milliards avec un taux de croissance de 19,1% contre une baisse de 16,1% l'année précédente. Les secteurs miniers (COMUF), de construction (Eurotrag) et agro-alimentaire (SIAEB) ont le plus bénéficié de ces concours.

Les crédits à moyen terme ont enregistré une expansion continue en raison des concours bancaires importants octroyés à certaines sociétés notamment:

La COMUF (acquisition de matériel d'exploitation pour le gisement d'OKLO), la SOSUHO (construction de logements pour le personnel), la SOGABAIL et SOGAFI-BAIL (acquisition de matériel).

Les crédits à long terme: ils sont en augmentation de 10% entre juin 1984 et juin 1985, mais restent encore très faibles en valeur absolue.

3.2.3. LE CREDIT A L'ETAT

La position nette créditrice de l'Etat a continué de se contracter du fait de la baisse de ses dépôts auprès du système bancaire (financement de certaines dépenses d'équipement). Le fléchissement porte sur près de 5 milliards passant de 45 milliards au 30 juin 1984 à 40,1 milliards au 30 juin 1985.

3.3. LES OUTILS DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN 1985

La politique monétaire présente deux volets:

– le contrôle de la progression du crédit intérieur par le biais de l'encadrement du crédit et des ratios réglementant l'activité des banques (fonds propres, divisions des risques, liquidité, taux d'emplois des dépôts en crédits réescomptables et non réescomptables).

– les taux d'intérêt.

A) L'ENCADREMENT DU CREDIT.

En 1985, le plafond d'encadrement du crédit a été maintenu dans les mêmes limites qu'en 1984 (+ 10%).

a) les résultats de l'encadrement du crédit

Les tensions sur le marché de l'offre et de la demande de crédit ont amené les autorités monétaires à relever ce plafond à 15% en septembre 1985. Les banques ont contenu difficilement ce taux et étaient en dépassement de l'ordre de 10% à fin 1985 par rapport au plafond.

Malgré la position débitrice de l'Etat au 30.9.1985, le crédit intérieur augmente globalement de 80 milliards soit + 34%.

b) Les ratios

Face à la croissance importante des utilisations de crédits, les ratios réglementaires (liquidité et transformation) ont été peu ou pas respectés en 1985.

La politique des taux

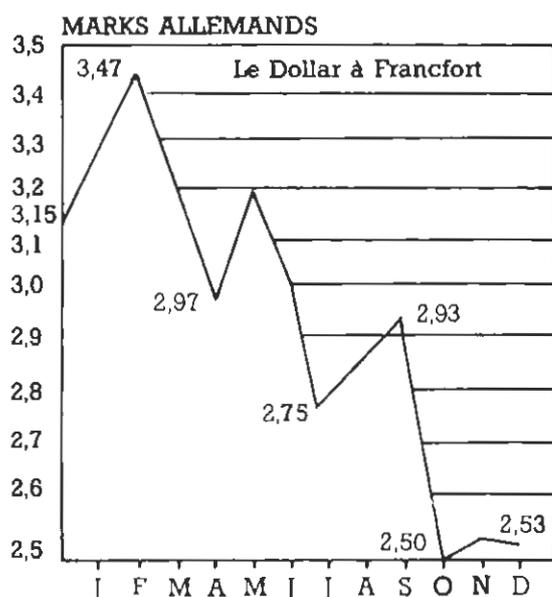
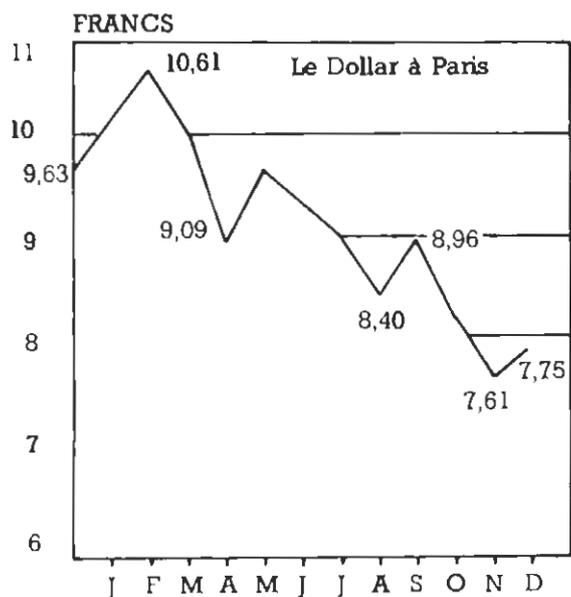
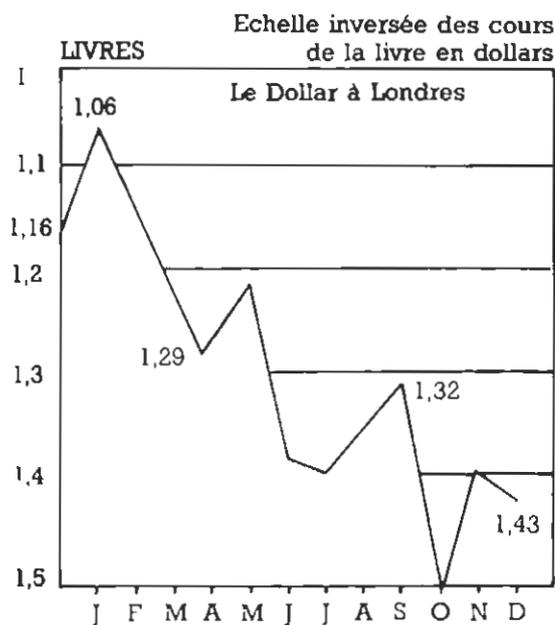
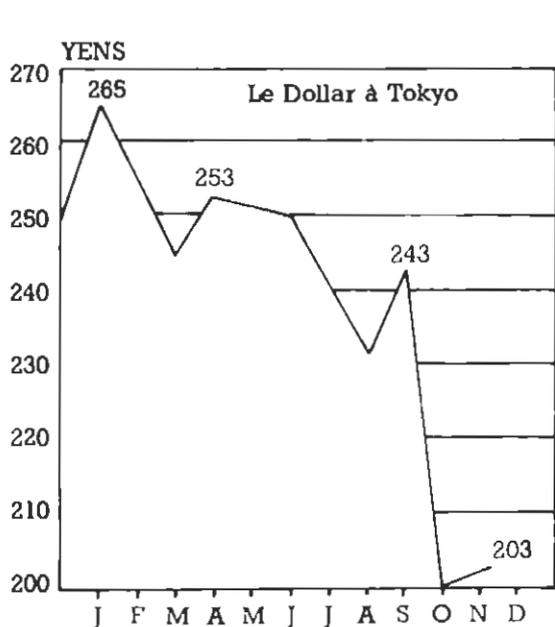
Le taux d'escompte reste fixé à 9%, légèrement supérieur de 0,25 point au taux du marché monétaire à Paris (8,75%). Cependant, il ne suit pas l'évolution des taux à l'étranger. La volonté des Etats membres de la BEAC est de le maintenir à un niveau bas et stable en vue du financement des projets d'investissement des secteurs jugés prioritaires.

Le Conseil national du crédit du 12.06.1985 a décidé de supprimer la rémunération des comptes à vue, de relever le taux des comptes à terme et sur livret et d'abaisser le coût du crédit de 1%.

Ces mesures, entrées en vigueur le 1er juillet 1985, ne pourront être appréciées qu'en 1986.

LE DOLLAR EN 1985

EVOLUTION DU TAUX DU DOLLAR PAR RAPPORT AUX PRINCIPALES MONNAIES.



Le tableau ci-dessous retrace (en Milliards de Francs CFA) la masse des concours à l'économie court terme, moyen et long termes) au 30 juin 1984 et au 30 avril 1985 (dernières statistiques connues)

FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	COURT TERME				MOYEN ET LONG TERMES			
	Juin 84	Part Relative	Avril 85	Part Relative 85	Juin 84	Part Relative	Avril 85	Part Relative
PRODUCTION AGRICOLE ET ASSIMILEE DONT FORET	7,80 (5,50)	6,43 4,53	6,87 (3,31)	4,75	7,90 (2,50)	8,76 2,77	5,94 (0,90)	5,79
PRODUCTION MINIERE	4,10	3,38	3,58	2,48	19,70	21,84	20,98	5,79
INDUSTRIE DE TRANSFORMATION ET PRODUCTION INDUST	16,80	13,84	18,36	12,72	10,70	11,86	12,94	12,62
EAU ET ELECTRICITE	1,90	1,57	2,40	1,66	5,70	6,32	6,69	6,52
BTP	33,10	27,27	42,59	29,49	9,70	10,75	15,07	14,70
COMMERCE DE DISTRIBUTION	35,60	29,32	40,49	28,03	9,90	10,98	11,00	10,73
COMMERCE D'EXPORTATION	0,80	0,66	1,96	1,36	0,10	0,11		0,00
SERVICES	11,60	9,56	18,27	12,65	9,60	10,64	13,04	12,72
PARTICULIERS	6,20	5,11	7,15	4,95	10,20	11,31	13,60	13,26
DIVERS	3,50	2,88	2,76	1,91	4,20	4,66	3,26	3,18
TOTAL DES CREDITS RECENSES	121,40	100,00	144,42	100,00	90,20	100,00	102,53	100,00

Source BEAC

Les crédits court terme, moyen et long termes ont connu de juin 1984 à avril 1985 des évolutions importantes, situant le court terme à + 19% et le moyen terme et long terme à + 14%.

Parmi les crédits court terme, on note les principales évolutions suivantes:

– stagnation de la production agricole et forestière, dont la part par rapport à l'ensemble des crédits distribués recule;

– recul des crédits affectés à la production minière (remboursement de crédits pétroliers) et diminution relative des crédits accordés aux industries de transformation.

– très importante augmentation des crédits des BTP (30%) accompagnant les investissements publics en la matière.

– maintien des concours au commerce de distribution, d'exportation; les services augmentant de 30%.

Au niveau du moyen terme et du long terme, des constatations identiques peuvent être faites:

– Les crédits à la production agricole et forestière reviennent de 7,9 milliards à 5,94 et ceux à la production minière de 19,7 à 20,98 milliards de Francs CFA.

– Les engagements dans le secteur des industries de transformation augmentent de 20%, mais ne représentent que 12% du total des crédits contre 11,90% en juin 1984.

– Les BTP accroissent leurs crédits de 55%, leur poids passant de 10,75% à 15,07%.

– Les services et les crédits personnels augmentent chacun de 20%.

La conclusion que l'on peut tirer de cette analyse est que l'amorce de la politique d'après pétrole n'est pas encore représentée dans cet inventaire des crédits.

4. LA BALANCE DES PAIEMENTS

Après avoir connu un excédent de 17,4 milliards en 1984, la balance des paiements enregistre un déficit de 22 milliards de francs. Ce déficit résulte principalement de la croissance continue des importations des biens et services alors que les exportations de biens et services stagnent.

4.1. LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale de 1982 à 1984, malgré une progression importante des importations n'a cessé d'augmenter. La baisse amorcée en 1985 (- 10,9%) résulte d'une contraction des exportations (- 0,6% contre + 15,7% en 1984).

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de la balance commerciale de 1982 à 1985.

EN MILLIARDS DE F CFA	1982	1983	1984	1985*	Variat 83/82	Variat 84/83	Variat 85/84
Exportations FOB	709,9	762,2	881,7	887	+ 7,4%	+ 15,7%	+ 0,6%
Importations FOB	237,5	276,5	320,4	387	+ 16,4%	+ 15,9%	+ 20,8%
Balance commerciale	472,4	485,7	561,3	500	+ 2,8%	+ 15,6%	- 10,9%
Taux de couverture	299%	276%	275%	229%			

Source: Balance des paiements, BEAC

* Estimation DGE

4.1.1. LES EXPORTATIONS

EN MILLIARDS DE F CFA	1982	1983	1984	1985*	Variat 83/82	Variat 84/83	Variat 85/84
Pétrole, produits finis	592	629,5	735,7	735	+ 6,3%	+ 16,9%	- 0,1%
Manganèse	28,4	43,4	51,7	55	+ 52,8%	+ 19,1%	+ 6,4%
Uranium	27,2	26,7	26,9	27	- 1,8%	+ 0,7%	- 0,4%
Bois	47	55	57,1	55	+ 17%	+ 3,8%	- 3,7%
Divers et Réexport	15,3	7,6	10,3	15	- 50,3%	+ 35%	+ 45,6%
Total	709,9	762,2	881,7	887	+ 7,4%	+ 15,68%	- 2,2%

Source: Balance des paiements, BEAC

* Estimation DGE

Globalement, les exportations de 1985 s'élevaient à 887 milliards soit une très légère augmentation de 0,6% par rapport à 1984.

a) Le pétrole:

Les exportations de pétrole s'élevaient à 735 milliards en 1985, soit une diminution de - 0,1% par rapport à l'année précédente. Cette situation est due à:

- une stagnation de la production
- la baisse du prix du baril de pétrole et du taux de change de dollar.

b) Le Manganèse:

Les exportations de manganèse sont de 55 milliards de F contre 51,7 milliards en 1984 soit un accroissement de 6,4%.

c) L'uranium:

La stagnation des exportations de l'uranium traduit la morosité du marché mondial caractérisé par:

- un ralentissement des activités nucléaires
- la venue des nouveaux producteurs
- la récession économique mondiale.

d) Le Bois:

Les exportations de bois restent stables à cause de la vive concurrence qui s'exerce sur le marché international.

4.1.2 LES IMPORTATIONS

Les trois tableaux suivants retracent l'évolution des importations hors UDEAC selon leur destination.

a) Importations pour consommation finale

Importations CAF hors UDEAC pour consommation finale (en Milliards de F CFA)	1983	1984	1985	Variat. 84/83	Variat. 85/84
1.1 Produits alimentaires	39,4	43,5	50	+ 10,4%	+ 15%
1.2 Produits d'hygiène et d'entretien	8,2	11,0	12,7	+ 34,1%	+ 15,4%
1.3 Equipement ménager	4,6	5,8	6,6	+ 26,1%	+ 13,8%
1.4 Autres produits domestiques	8,2	9,9	13,9	+ 20,7%	+ 40,4%
1.5 Véhicules	6,8	9,1	11,0	+ 33,8%	+ 21%
1.6 Tissus et vêtements	9,6	10,3	13,6	+ 7,3%	+ 32%
1.7 Divers	6,8	7,6	8,2	+ 11,8%	- 8%
Total	83,6	97,2	116	+ 16,3%	+ 19,3%

Source: Evaluation D.G.E. d'après les statistiques douanières.

Les importations pour la consommation finale enregistrent une augmentation constante en 1984 et 1985 (16% environ).

On note la forte augmentation du poste «Autres Produits Domestiques» qui passe de 9,9 milliards en 1984 à 13,9 milliards en 1985 (+ 40,4%) et du poste «Tissus et Vêtements» de 10,3 milliards en 1984 à 13,6 milliards en 1985.

b) Importations pour consommation intermédiaire

Importations CAF hors UDEAC pour consommation intermédiaire (en Milliards de F CFA)	1983	1984	1985	Variat. 84/83	Variat. 85/84
2.1 Matières végétales et animales	6,7	8,4	11	+ 25,4%	+ 31,2%
2.2 Produits minéraux	6,2	5,7	8,5	- 8,1%	+ 49,1%
2.3 Produits chimiques	9,5	11,7	15	+ 23,2%	+ 28,2%
2.4 Matières textiles	0,8	1,0	1,4	+ 25%	+ 40%
2.5 Métaux et ouvrages	32,6	34,1	44,6	+ 4,6%	+ 30,8%
2.6 Autres matières et ouvrages	12,9	12,8	18,5	- 0,8%	+ 44,5%
2.7 Divers	3,2	4,4	5	+ 37,5%	+ 13,6%
Total	71,9	78,1	104	+ 8,6%	+ 33,2%

Source: Evaluation D.G.E. d'après les statistiques douanières.

La forte progression des importations pour consommation intermédiaire en 1985 est due surtout à l'accroissement des «Matières végétales», des «Produits minéraux», des «Matières textiles», et des «Autres matières et ouvrages».

c) Importations pour investissement

Importations CAF hors UDEAC pour consommation intermédiaire (en Milliards de F CFA)	1983	1984	1985	Variat. 84/83	Variat. 85/84
3.1 Machines et appareils	60,3	61,8	80,7	+ 2,5%	+ 30,5%
3.2 Matériels et transports	30,5	36,5	52,2	+ 19,7%	+ 43%
3.3 Instruments de précision	9,8	11,6	13,7	+ 18,4%	+ 18%
3.4 Outillages et autres ouvrages	7,2	8,9	11,9	+ 23,6	+ 33%
Total	107,8	118,8	158,4	+ 10,2%	+ 33,3%

Source: Evaluation DGE, d'après les statistiques douanières

Les importations pour investissements ont enregistré une augmentation appréciable due à l'accélération des travaux du Transgabonais.

4.2. LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985 (3)
Balance commerciale	472,4	485,7	561,3	500
Frais Assur. Transp. (1)	- 82,9	- 106,2	- 111,5	- 121
Int. Div. Rev. Cap. (2)	- 102,9	- 97,3	- 97,8	- 84
Autres services privés	- 158,2	- 208,2	- 277,2	- 293
Services gouvernementaux	- 7,3	- 2,7	+ 3,7	7
Total services	- 351,3	- 414,4	- 482,8	- 505
Solde biens et services	121,1	71,3	78,5	- 5

(1) Frais d'expéditions sur marchandises assurances transports... Voyages et séjours

(2) Intérêts dividendes et revenus du capital

(3) Estimation DGE

En 1984, l'excédent de la balance des biens et services a atteint 785 milliards, en augmentation de 10% par rapport à l'exercice antérieur. Cette progression reflète l'évolution de l'excédent commercial + 15%.

La baisse de l'excédent commercial (- 10,9%) et la croissance continue du déficit des services en 1985, entraîne la détérioration du solde des biens et services. Celui-ci devient déficitaire (- 5 milliards de F CFA).

L'alourdissement du déficit des services est essentiellement le fait des entreprises pétrolières et minières. Le poste concerné, «autres services privés», a vu son déficit passer de 208,2 milliards en 1983 à 277,2 milliards en 1984 et 293 milliards en 1985. Le coût des frais de recherches et d'études pour le développement de la production pétrolière et minière est très élevé.

4.3 LA BALANCE COURANTE

L'excédent de la balance courante s'est chiffré à 49,2 milliards en 1984 soit près de 12 milliards de plus qu'en 1983. Cette forte croissance, (32%) disparaît en 1985 avec la conjugaison des effets du déficit du solde des biens et services et de la dégradation du déficit des prestations gratuites privées (essentiellement les économies sur salaires rapatriées par la main d'œuvre étrangère employée). Le déficit est de 61 milliards de Francs CFA.

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985 (3)
Biens et services	121,1	71,3	78,5	-5
Prestations gratuites (1)	-27,5	-36,2	-40,3	-63
Prestations gratuites (2)	8,0	2,2	11	7
Balance courante	101,6	37,3	49,2	-61

(1) Privées

(2) Publiques

(3) Estimation DGE

4.4. LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Le déficit des mouvements de capitaux s'est considérablement réduit en 1984. Il passe en effet de 35 milliards en 1983 à 6,9 milliards en 1984. Mais il s'aggrave en 1985 et atteint 55 milliards de Francs CFA.

Les capitaux à long terme se sont accrus de beaucoup sous l'effet notamment de tirages sur emprunts contractés par l'Etat: 27,3 milliards en 1983 contre 75,4 milliards en 1984 et 76 milliards en 1985.

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985 (4)
Capitaux l.t. privés (2)	73,1	64,6	45,0	39
Capitaux l.t. publics (1)	-42,5	-37,3	30,4	37
Crédits commerciaux c.t.	-46,0	-16,5	-43,1	-30
Autres capitaux c.t. (3)	-18,4	-32,6	-34,9	-20
Secteur bancaire... (1)	-2,8	-13,2	- 4,3	29
Total capitaux	- 36,6	- 35,0	- 6,9	- 55

(1) Avoirs et engagements du secteur bancaire et postal

(2) l.t. pour long terme

(3) c.t. pour court terme

(4) Estimation DGE

Le solde négatif structurel des capitaux à court terme régresse en 1985. De 49,1 milliards en 1983, il est passé à 78 milliards en 1984 et 50 milliards en 1985.

La position déficitaire du secteur bancaire et postal, en légère amélioration, est passée de 13,2 milliards en 1983 à 4,3 milliards en 1984 (13% de l'ensemble des mouvements de capitaux déficitaires en 1983 contre 5% en 1984). Elle devient excédentaire en 1985 (+ 29 milliards).

4.5. LE SOLDE DE LA BALANCE

La balance des paiements du Gabon a été excédentaire de 17,4 milliards en 1984, après un déficit de 24,3 milliards en 1983; elle redevient déficitaire en 1985 (- 22 milliards).

En Milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985*
Solde final	42.1	- 24.3	17,4	- 22
Réserves de change	+ 42,1	- 24,3	+ 17,4	- 22

* Estimation DGE

Balance des Paiements 1982-1985

(En Milliards de F CFA)	1982	1983	1984	1985*
Exportations FOB	709,9	762,2	881,7	887
Importations FOB	237,5	276,5	320,4	387
Balance commerciale	472,4	485,7	561,3	500
Services	-351,3	-414,4	-482,8	-505
Balance des Biens et Services	121,1	71,3	78,5	-5
Prestations gratuites	-19,5	-34	-29,3	-56
Balance courante	101,6	37,3	49,2	-61
Capitaux à L.T.	30,6	27,3	75,4	76
Capitaux à C.T.	-64,4	-49,1	-78	-50
Avoirs et engagements secteurs bancaire et postal	-2,8	-13,2	-4,3	29
Erreurs, omissions et allocations	-22,9	-26,6	-24,9	-16
Solde Balance des Paiements	42,1	-24,3	17,4	-22

Source: B.E.A.C.

* Estimation D.G.E.

5. LES PRINCIPAUX INDICATEURS CONJONCTURELS

Les trois principaux indicateurs conjoncturels (Prix, Salaires, Emploi) évoluent comme suit en 1985:

– Après le déblocage des prix, le 1er janvier 1985, la hausse des prix a été modérée.

– Le SMIG a été revalorisé.

– Les offres d'emploi demeurent stables.

5.1 LE NIVEAU DES PRIX

L'évolution des prix est analysée à partir des trois (3) indices suivants qui ne portent que sur la ville de Libreville:

– Indice des 125 articles (base 100 en juin 1976) calculé sur la consommation moyenne des familles à revenus modestes.

– Indice des 155 articles (base 100 en juin 1972), basé sur la consommation moyenne des revenus élevés.

– Indice des 113 articles (base 100 en juin 1966), indice des prix de gros.

	Indice des prix à la consommation				Indice des prix gros (113 articles)	
	Indice des 125 articles		Indice des 155 articles			
	moyennes annuelles	Augmentation	moyennes annuelles	Augmentation	moyennes annuelles	augmentation
1979	160,6	–	210,3	–	320,1	–
1980	180,3	+ 12,3	230,8	+ 9,7	369,0	+ 15,1
1981	196,1	+ 8,8	254,2	+ 10,1	406,0	+ 10,0
1982	228,8	+ 16,7	286,5	+ 12,7	466,3	+ 14,8
1983	252,6	+ 10,4	327,7	+ 14,4	505,6	+ 8,4
1984	267,7	+ 6,0	359,1	+ 9,6	544,3	+ 7,7
1985	287,7	+ 7,5	391,4	+ 9,0	584,4	+ 7,4

Le taux de progression des différents indices tendent à se ralentir depuis 1983.

a) L'indice des 125 articles

La variation des prix de détail pour les ménages à faibles revenus est légèrement en hausse en 1985: (+ 7,5% contre 6% en 1984). Comme le montre le tableau

ci-après, cette légère hausse s'observe surtout sur les postes alimentaires et loisirs:

Moyennes Annuelles	Pondération	1982	1983	1984	1985	1984/1983 %	1985/1984 %
Alimentation	(535)	249,8	272,4	283,8	309,5	+ 4,2	+ 9,1
Habillement	(128)	199,6	224,8	233,7	239,4	+ 4,0	+ 2,4
Dépenses de maison	(145)	187,1	212,3	247,3	258,7	+ 16,5	+ 4,6
Transports	(83)	248,5	287,8	313,2	333,3	+ 8,8	+ 6,4
Hygiène, soins	(24)	259,3	269,9	297,2	300,8	+ 10,1	+ 1,2
Loisirs, divers	(85)	184,5	203,6	213,4	243,5	+ 4,8	+ 14,1

Source: DGSEE

b) L'indice des 155 articles

En 1984 et 1985, on observe une évolution identique de cet indice qui s'explique par le fait que la majorité des produits (60%) qui le composent viennent de l'étranger, principalement des pays d'Europe qui ont su maîtriser l'inflation ces dernières années.

Les postes de l'indice ont évolué de la manière suivante depuis 1982 :

Moyennes Annuelles	Pondération	1982	1983	1984	1985	1984/1983 %	1985/1984 %
Alimentation	(511)	294,5	337,9	367,8	394,2	+ 8,8	+ 7,2
Dépense maison	(174)	255,2	283,8	300,9	342,6	+ 6,0	+ 13,9
Habillement	(34)	354,8	400,7	477,1	573,3	+ 19,1	+ 20,2
Hygiène, soins*	(35)	331,8	367,3	389,6	303,5	+ 6,1	22,1
Transports	(123)	316,4	359,2	422,4	476,5	+ 17,6	+ 12,8
Loisirs, divers	(123)	235,4	276,8	300,5	337,6	+ 8,6	+ 12,3

* Gratuité des soins dispensés par la CNSS aux assurés sociaux.

c) L'indice des 113 articles

L'évolution de l'indice des 113 articles est relativement stable depuis 1983.

Les différents postes de l'indice ont évolué depuis 1982 de la manière suivante:

Moyennes Annuelles	Pondération	1982	1983	1984	1985	1984/1983 %	1985/1984 %
Produits alimentaires	(208)	320,6	350,9	370,3	376,3	+ 5,5	+ 1,6
Combustibles, électricité et eau	(125)	395,5	437,2	470,5	539,5	+ 7,6	+ 14,7
Produits industriels	(667)	524,9	566,7	616,5	657,4	+ 8,8	+ 6,6

5.2. L'EMPLOI

Du 4 au 8 février 1985, s'est tenue à Libreville un colloque sur la gabonisation de l'emploi qui a mis l'accent sur la nécessité de privilégier l'emploi des nationaux et d'adapter la formation dispensée dans les différents centres de formation au besoin des utilisateurs, particulièrement des entreprises.

a) Le Secteur Public

L'emploi dans le Secteur Public reste soumis à l'objectif de maîtrise des effectifs des fonctionnaires par le système des postes budgétaires et le contrôle des départs à la retraite des fonctionnaires atteints par la limite d'âge.

L'effectif total des agents de l'Etat est au 31/12/1985 de 29 650 contre 27 900 en 1984, soit un accroissement de 6,2%.

b) Le Secteur Privé

Les difficultés rencontrées dans certains secteurs d'activités économiques et le relèvement du SMIG d'avril 1985 n'ont pas permis au secteur privé d'accroître d'une manière significative ses offres d'emploi.

Les effectifs se sont élevés à 91 775 en 1984.

On dispose par ailleurs des résultats d'une enquête sur l'emploi réalisée par le Ministère des Ressources Humaines et couvrant aussi bien le secteur public que para-public et privé. Un résumé des principaux résultats de cette enquête est reproduit en annexe 22.

5.3 LES SALAIRES

En avril 1985, le SMIG est passé de 40 000 à 44 000F. Par contre l'indemnité de sujétion nationale est restée à son ancien niveau, c'est-à-dire à 20 000F. Cette revalorisation du SMIG a permis d'accroître la masse salariale versée aux agents de l'Etat ainsi que du secteur privé et para-public.

a) Secteur Public

La revalorisation du SMIG sur lequel est calculé le salaire de base des fonctionnaires, l'augmentation des effectifs et le glissement fonctionnel ont contribué à accroître la masse salariale versée aux agents du secteur public. En 1985 cette masse salariale s'est élevée à 92,5 milliards de francs contre 81,7 milliards en 1984 soit un accroissement de 13,2%.

Au titre de la main-d'œuvre non permanente, le budget de l'Etat a versé pour cette catégorie d'agent 12,5 milliards de francs contre 11,6 en 1984 soit une augmentation de 7,8%.

L'évolution des rémunérations versées aux agents de l'Etat depuis 1982 est illustrée dans le tableau ci-après:

Milliards de Francs	1982	1983	1984	1985
Solde fonctionnaires	64,6	71,9	81,7	92,5
Solde main-d'œuvre non permanente	8,2	10,2	11,6	12,5
Total	72,8	82,1	93,3	105,0

b) Secteurs privé et para-public

La masse salariale versée aux agents de ce secteur est passée de 268 milliards de francs CFA en 1984 à 295 milliards en 1985 soit une hausse de près de 10% essentiellement due à la revalorisation du SMIG en avril 1985.

TROISIEME PARTIE
PERSPECTIVES

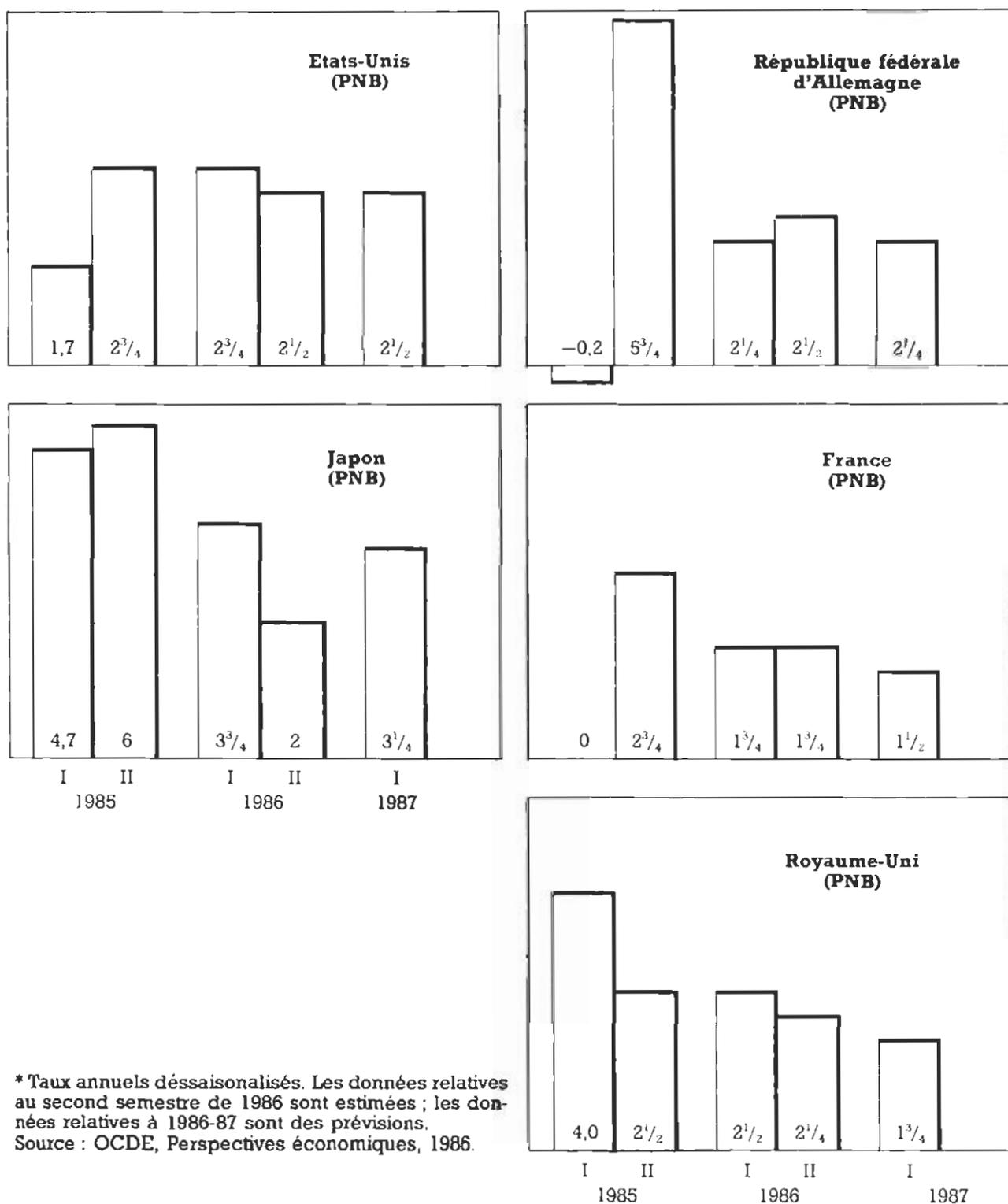
- *Structure*
- *Evolution des coûts*
- *Budget personnel*
- + *Pib*

APR 1982 Finan 29/4/82

La reprise initiée dans les pays industrialisés en 1983 pourrait entrer dans sa phase de maturité en 1986 et, si la croissance ne retrouve pas les niveaux atteints en 1984 et accuse même un certain ralentissement, elle n'en sera pas moins au rendez-vous et sera à la fois plus saine et plus équilibrée. Seul pourrait la contrarier, le décalage croissant, porteur de tensions inflationnistes, entre les balances des paiements courants des Etats-Unis d'une part, de la C.E.E. et du Japon d'autre part.

L'OCDE prévoit un ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés

*(variations en pourcentage par rapport au précédent semestre)



* Taux annuels désaisonnalisés. Les données relatives au second semestre de 1986 sont estimées ; les données relatives à 1986-87 sont des prévisions.
Source : OCDE, Perspectives économiques, 1986.

Parallèlement, les pays en développement assisteront, impuissants, à la détérioration de leur situation financière et leur croissance, dans l'ensemble, connaîtra une décélération.

Au total, les pays industrialisés s'attendent à une nouvelle ère de prospérité notamment en raison de la baisse des prix du pétrole, tandis que les pays en développement continueront à faire face à d'importantes difficultés économiques et financières.

1 - LA SITUATION EN 1985:

1.1. MODIFICATION DES DONNEES STRUCTURELLES DE L'ECONOMIE MONDIALE

La conjoncture internationale a connu au cours du troisième trimestre 1985 des changements en profondeur qui ont modifié les données structurelles de l'économie mondiale. Le fait marquant aura été l'évolution en cloche du dollar qui, après avoir crevé les plafonds au cours du premier trimestre, a connu une décote de 20% vis à vis de presque toutes les devises. Par ailleurs, la croissance observée en 1983 et 1984 ne s'est confirmée que partiellement.

1.1.1. STAGNATION DE LA DEMANDE MONDIALE

Les pays de l'OCDE ont connu une activité en baisse et leur demande intérieure en volume n'a augmenté que de 2,75% contre 3,75% en 1984. Ce constat d'ensemble masque cependant des disparités importantes tant dans les politiques mises en œuvre que dans les résultats obtenus.

Aux Etats-Unis, l'administration américaine a fini par s'inquiéter de l'évolution de son économie caractérisée par des taux d'intérêt et un cours du dollar particulièrement élevés, un déficit croissant de ses finances publiques, une pénétration accélérée de son marché et des difficultés croissantes à l'exportation. Les quatre dragons (Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud, Singapour), le Japon et la C.E.E. ont été les principaux bénéficiaires de l'accroissement des importations américaines en 1985.

Ventilation géographique du commerce extérieur des Etats-Unis
(Soldes - milliards \$)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985 *	Variat. 80-85
Japon	-10,08	-15,83	-16,78	-19,63	-34,02	-45,36	-35,28
C.E.E.	+18,00	+10,71	+5,42	-0,41	-10,49	-16,08	-34,08
Canada	-5,63	-12,76	-9,20	-10,55	-16,38	-15,74	-10,11
Amérique Latine (Mexique, Brésil, Vénézuéla)	+2,48	+3,20	-4,17	-12,33	-14,00	-13,02	-15,55
Quatre Dragons (Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud Singapour)	-3,04	-5,20	-6,70	-11,44	-19,05	-21,43	-18,39
Monde	-20,90	-27,24	-31,68	-57,61	-107,84	-125,07	-104,17

(*)Premier semestre taux annuels corrigés des variations saisonnières
Sources OCDE Département du Commerce des Etats-Unis

Ainsi, après s'être toujours refusés à toute concertation sur l'évolution des monnaies, les Etats-Unis, sous la pression des faits, ont fini par agir de concert avec leurs principaux partenaires le 22 Septembre 1985 provoquant au cours du dernier trimestre de l'année une baisse significative du dollar.

Dans les autres pays de l'OCDE, le Japon et la RFA ont continué à se particulariser.

La RFA a enregistré une hausse des prix à la consommation de 2% en moyenne annuelle, une réduction du besoin de financement du secteur public à 2% du PNB grâce à une politique budgétaire stricte, un excédent des paiements courants de 35 milliards de DM (contre 17.8 milliards en 1984) directement lié à la compétitivité accrue des exportations.

Le Japon, avec l'excédent courant le plus important jamais enregistré par un pays (50 milliards de dollars), a confirmé sa bonne santé et a vu s'accélérer le mouvement de sortie des capitaux en quête de placements intéressants.

Enfin l'OPEP, excédée par la détérioration de sa position, a décidé lors de sa réunion du 7-9 Décembre, de défendre sa part de marché, refusant de jouer un rôle de producteur d'appoint. Cette décision qui a coïncidé avec la décote du dollar, a entraîné une chute vertigineuse des prix du pétrole.

1.1.2. LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE INTERNATIONALE

Elle a été caractérisée par l'évolution du dollar. Après quatre années d'ascension continuelle, la monnaie américaine a entamé un repli à la suite de l'action concertée du groupe des Cinq.

Cours moyen du dollar en F CFA

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
\$/F CFA	211	272	328	380	435	446

Les autres effets cumulatifs ont été notamment la persistance du déficit budgétaire; le gonflement excessif du déficit de la balance commerciale et des paiements des Etats-Unis dont l'ampleur a fini par décourager les détenteurs de dollars.

Le recul de flux nets de fonds bancaires vers les pays en développement s'est poursuivi y compris au niveau du FMI qui avait décidé depuis 1983 de renchérir la conditionnalité des tirages et d'abaisser les limites d'accès de 100% à 83% de la quote-part.

Quant à la dette du tiers monde, le montant total aurait en fin 1985 atteint 700 milliards de dollars alors que, l'ensemble des prêts consentis par le groupe Banque Mondiale a été en nette diminution (15,3 milliards en 1985 contre 16,2 milliards de dollars en 1984).

1.2. LES PREVISIONS 1986 : Ralentissement de la croissance

Les effets conjugués des décélérations du dollar et des prix du pétrole se traduisent par des perspectives de croissance toujours en baisse mais plus soutenue en 1986 que celles attendues initialement dans l'ensemble des pays industrialisés. De même, ils concourent à un ralentissement généralisé de l'inflation mondiale et allègent dans la plupart des pays le service de la dette.

Seuls en font les frais, les pays exportateurs de pétrole dont les recettes vont se trouver considérablement réduites. Pour ces derniers, les perspectives pour 1986 sont étroitement associées aux données climatiques et à la

conduite de la guerre des prix commencée le 9 Décembre 1985. La fin de l'hiver accentuera la surabondance du pétrole sur le marché et empêchera toute remontée significative des cours au premier semestre. La fourchette des prix pourrait être de 10 - 15 dollars et le cours du dollar de 350 Francs CFA. Au second semestre, la préparation de l'hiver 1987 devrait se traduire par la reprise de la consommation et, si une certaine discipline est restaurée au sein de l'OPEP, favoriser une légère remontée des prix. La fourchette des prix pourrait alors s'établir à 14 - 16 dollars d'autant plus que dans les milieux internationaux, le consensus semble se faire autour d'un baril à 15 dollars.

A moyen terme la baisse des prix du pétrole ne résoud pas pour autant toutes les difficultés; elle en déplace seulement l'épicentre. En raison des excédents croissants et des situations monétaires contrastées, elle risque d'accroître le différentiel d'inflation entre les pays industrialisés et de déboucher sur une appréciation du Yen et du DM si un ajustement des différentiels des taux d'intérêt n'est pas rapidement opéré. La surévaluation du Yen rendra alors encore plus difficile la maîtrise du recyclage des énormes excédents japonais. En outre, la baisse conjuguée des prix du pétrole et de la parité du dollar réduira les importations des pays pétroliers grands clients des biens d'équipement des pays industrialisés.

Offre et demande de pétrole dans le monde
(estimation de l'Agence internationale de l'Energie)

	1983	1984	1990	2000
Demande (millions de barils/jours)				
Pays membres de l'Agence	31,7	32,6	33,3	32,6
Autres pays de l'OCDE	2,2	2,2	1,6	1,2
Autres pays (dont OPEP)	11,3	11,5	15,0	20,0
Total (hors pays de l'Est)	45,2	46,3	49,9	53,8
Offre mondiale (millions de barils/jours)				
Pays membres de l'OCDE	16,0	16,6	15,4	13,9
Pays membres de l'OPEP	18,4	18,5	23,0	28,4
Pays en développement hors OPEP	7,5	8,1	9,0	10,0
Solde net pays de l'Est	1,7	1,8	1,5	0,5
Gains de productivité	1,0	1,0	1,0	1,0
Divers (dont variation des stocks)	0,6	0,3	-	-
Total	45,2	46,3	49,9	53,8

L'incertitude subsiste donc tant sur le prix du baril de pétrole que sur le cours du dollar. La faiblesse de la croissance de l'économie mondiale et le niveau élevé de l'endettement pourraient par contre accentuer les difficultés du Système Monétaire International. Pour y faire face, il est intéressant de noter que la doctrine des changes flottants est de plus en plus remise en question y compris par les autorités américaines qui semblent désormais s'accommoder d'un système de parités fixes avec des marges de fluctuations autorisées.

2 - CONSEQUENCES DIRECTES POUR LE GABON

2.1. SECTEUR PETROLIER:

La dégradation du marché pétrolier international frappera de plein fouet l'économie gabonaise et entrainera en 1986 une diminution des recettes d'exportation. Elle pourrait en outre affecter les activités de recherche et compromettre ainsi à moyen terme la production.

L'une des conséquences immédiates de cette situation pourrait être le déficit de la balance courante consécutif à la forte baisse des exportations. Par contre la production devrait rester voisine de celle réalisée en 1985.

2.2. SECTEUR MINIER:

Le ralentissement de l'électronucléaire dans le monde et l'importante chute des prix du pétrole ouvrent des perspectives pessimistes sur le marché de l'uranium. La production gabonaise pourrait donc continuer à fléchir malgré l'existence de nouveaux contrats. De même les investissements pourraient baisser sensiblement. Par contre, la production de manganèse s'accroîtrait quelque peu du fait de la légère reprise de la sidérurgie occidentale et se situerait au-dessus de 2 millions de tonnes.

2.3. SECTEUR FORESTIER:

La production forestière gabonaise s'améliorerait grâce:

— à la diversification des partenaires commerciaux et à un marché en légère reprise.

— à la reconduction des mesures d'allègements: fiscaux, tarifaires, etc...

— à l'impact du contrat de programme entre l'Etat et la S.N.B.G.

Enfin, l'économie forestière pourrait, si l'exploitation des essences autres que l'Okoumé et l'Ozigo se confirme, rejouer à moyen terme comme dans le passé, un rôle important dans l'ensemble de l'activité gabonaise.

2.4. AU NIVEAU MONETAIRE

La liquidité du système monétaire pourrait se réduire en raison de l'abaissement des prix du baril de pétrole et du cours du dollar, particulièrement les ressources des pétroliers et les dépôts publics. Les emplois des banques diminueraient cependant moins rapidement que les dépôts.

3 - BUDGET PREVISIONNEL 1986

La Loi de Finances 1986 s'est inscrite dans ce contexte économique général de récession. L'économie gabonaise était exposée au contre coup de cette conjoncture morose et on estimait, dès la fin du troisième trimestre 1985 et pour la première fois depuis 6 ans, qu'une dégradation des principaux paramètres auxquels elle se trouve sensible était probable. Les choix budgétaires se sont alors attachés, plus que par le passé, à optimiser l'allocation des ressources disponibles compte tenu de ces perspectives.

3.1. LES CONTRAINTES ASSOCIEES AU BUDGET 1986

Elles résultaient de la conjoncture pétrolière nationale et internationale ainsi que des engagements pris les années antérieures:

- Baisse des prix du pétrole en 1986 par rapport à 1985
- Baisse du cours du dollar
- Compression difficile des dépenses de fonctionnement
- Achèvement des travaux du deuxième tronçon du Transgabonais
- Exigence de la dette publique.

Pour la première fois depuis plusieurs années, la Loi de Finances initiale était présentée en déficit (-15 milliards) et ses grandes masses regroupées comme suit:

Recettes budgétaires propres (milliards de F.CFA)

	1984 L.F.	1984 Exécut.	1985 L.F.	1985 Exécut.	1986 L.F.
RECETTES PETROLIERES TOTALES	341,0	384,6	375	407	362
IMPOT SUR LES SOCIETES	160,0	205,8	200	220	200
REDEVANCES, DIVIDENDES, PARTAGE DE PRODUCTION	181,0	178,8	175	187	162
RECETTES HORS PETROLE	193,5	202,6	219	221	238
TOTAL RECETTES PROPRES	534,5	587,2	594	628	600

3.2. LES ARBITRAGES BUDGETAIRES

Les contraintes énumérées précédemment ont conduit à des arbitrages entre les différents objectifs:

- Poursuite des projets d'infrastructure nécessaires
- Ralentissement des autres dépenses d'investissement

Ces arbitrages se reflètent dans le tableau ci-après qui fait ressortir:

- un niveau d'emprunt élevé
- des dépenses de fonctionnement soutenues
- des dépenses d'investissements en baisse

Le Budget 1986 assure la transition entre une époque de forte croissance des ressources publiques et celle de diminution des moyens financiers de l'Etat.

Solde des opérations budgétaires (milliards de F.)

	1984 L.F.	1984 Estimé	1985 L.F.	1985 Esti.	1986 L.F.
TOTAL RECETTES PROPRES	534.5	587.2	594	628	600
EMPRUNTS	62.5	121.2	85	150	120
TOTAL RECETTES	597	708.4	679	778	720
DEPENSES					
DETTE PUBLIQUE	130	161.7	135	166	162
PERSONNEL (Solde et MONP)	92.6	93.3	103.9	105	118
Biens et Services	75.5	79.5	83.4	84.5	90
Transferts	25.4	30.2	31.7	29.5	30
Investissements	273.5	333.9	325	375	320
dt OCTRA	(110)	(115)	(125)	(131)	(140)
TOTAL DES DEPENSES	597	698.6	679	760	720
SOLDE DE TRESORERIE	0	9,8	0	18	0

La crise du marché pétrolier international et la décote importante du dollar de Décembre 1985 à Février 1986 ont confirmé les inquiétudes exprimées lors de l'élaboration de la Loi de Finances et ont conduit à une révision en baisse de celle-ci. L'équilibre budgétaire est désormais réalisé à 670,3 milliards ventilés comme suit.

Recettes et Dépenses Budgétaires (en Milliards de F CFA)

Dépenses		Recettes	
Dette publique	158,5	Recettes Fiscales	435,0
Fonctionnement	232,5	Recettes non fiscales	114,4
Investissements	278,5	Recettes en capital	0,1
Prêts et avances	0,8	Emprunts	120,8
Total	670,3	Total	670,3

La nouvelle Politique Budgétaire définie pour 1986 se veut ainsi préventive au regard des déficits prévisionnels des trois prochaines années. Elle vise une pause volontaire de la croissance de l'économie destinée à faciliter les nécessaires ajustements qu'impose la conjoncture. A cet effet elle préconise la stricte limitation des dépenses de fonctionnement aux recettes hors pétrole; l'arrêt ou le report des projets d'investissements non directement productifs. Dans cet esprit, la Loi de Finances pourrait être revue en cours d'année et les dépenses ajustées aux recettes prévisibles.

4 - EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1986

L'incertitude persistante de la conjoncture à la fin du premier trimestre 1986 conduit à ne donner qu'une fourchette d'évolution possible de l'économie gabonaise, contrairement aux années antérieures.

L'estimation de l'évolution prévisible de notre économie a été réalisée compte tenu d'une part des hypothèses budgétaires, d'autre part des perspectives d'évolution des marchés monétaires et pétroliers à court terme. Deux hypothèses haute et basse sont explorées à cet effet.

4.1 L'EVOLUTION DU PIB

A partir de ces hypothèses et en supposant la stabilité des mécanismes économiques, l'évolution attendue de l'économie se caractériserait par une récession en 1986. Celle-ci se traduirait dans l'hypothèse haute par une chute de Produit Intérieur Brut nominal de 18% en 1986, et de 28% dans l'hypothèse basse.

En retenant une augmentation des prix à l'importation de l'ordre de 5%, les chiffres ci-dessus signifient qu'il faut s'attendre en 1986 à une dégradation des termes de l'échange d'environ 34 à 54% selon les hypothèses. Cette situation, nouvelle pour le Gabon qui n'a connu depuis 1979 que des augmentations annuelles importantes des exportations, aura pour effet de diminuer dès 1986 le Produit Intérieur Brut lié aux activités d'exportation.

Origine du PIB

En milliards de Francs CFA courants	1985	1986		Variation en %	
				1986/1985	
		H.B.	H.H.	H.B.	H.H.
PEX	700	320	441	-54,3	-37,0
PMI	597	534	566	-10,6	- 5,2
PNM	240	250	255	+ 4,2	+ 6,3
PIB	1 537	1 104	1 262	-28,2	-17,9

H.B. = hypothèse basse : 17 dollars le baril à 350 F CFA le dollar

H.H. = hypothèse haute : 22 dollars le baril à 375 F CFA le dollar

Ces hypothèses ont été arrêtées en janvier 1986.

4.2 LES INVESTISSEMENTS

Les investissements devraient dans ces scénarios suivre la diminution générale des ressources et de l'activité. La baisse attendue des investissements en 1986 aurait une triple origine:

– recul des investissements publics en 1986, conséquence des choix budgétaires et du programme d'économies;

- recul des investissements des activités d'exportation: les perspectives commerciales défavorables risquent d'étaler dans le temps certains investissements notamment ceux visant au développement de la production pétrolière.

- diminution des autres investissements privés (entreprises, ménages).

Evolution probable des investissements

En milliards de Francs CFA	1985	1986		Variation en %	
				1986/1985	
		H.B.	H.H.	H.B.	H.H.
Investissements privés	238	206	220	-13,4	-7,6
Investissements publics	315	216	235	-31,4	-25,4
Total	553	422	455	-23,7	-17,7

H.B. = hypothèse basse

H.H. = hypothèse haute

4.3 LA CONSOMMATION

Son évolution se démarquerait de la croissance enregistrée ces dernières années:

En milliards de Francs CFA	1985	1986		Variation en %	
				1986/1985	
		H.B.	H.H.	H.B.	H.H.
Consommation privée	468	450	483	-3,8	+3,0
Consommation publique	294	296	296	+0,7	+0,7
Total	762	746	779	-2,1	+2,1

La consommation des ménages devrait être affectée en 1986, en raison de la baisse prévisible du revenu global des ménages. La consommation publique resterait par contre stationnaire.

4.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

On s'attend à une légère diminution de la production de pétrole: 8,2 millions de tonnes en 1986 contre 8,3 Mt en 1985. Celle-ci se répercuterait sur le volume des exportations compte tenu de la stabilité de la consommation intérieure de produits raffinés.

La valeur des exportations de biens et services devrait connaître une diminution, la première enregistrée depuis 1979, qui serait importante compte tenu des hypothèses retenues dans nos scénarios pour le prix du pétrole et le cours du dollar.

Les importations de biens et services diminueraient certes en 1986 mais à un rythme beaucoup moins accentué que l'évolution des exportations. En effet la demande intérieure resterait relativement soutenue face à des ressources en regression. Dans ces conditions il est à craindre que, dans l'hypothèse basse, le solde de biens et services ne devienne fortement négatif en 1986, et que la balance des paiements n'enregistre également un important déficit.

Evolution des emplois du PIB

En milliards de Francs CFA	1985	1986		Variation en %	
				1986/1985	
		H.B.	H.H.	H.B.	H.H.
PIB	1 537	1 104	1 262	-28,2	-17,9
Exportations de biens et services dont pétrole brut	905 (706)	518 (328)	644 (455)	-42,8 (-53,5)	-28,8 (-35,5)
Importations de biens et services	700	587	621	-16,1	-11,3
Solde biens et services	+205	- 69	+ 23	133,6	-88,8
Consommation	762	746	779	-2,1	+2,1
- privée	468	450	483	-3,8	+3,0
- publique	294	296	296	+0,7	0,7
Investissements	553	422	455	-23,7	-17,7
- privés	238	206	220	-13,4	- 7,6
- publics	315	216	235	-31,4	-25,4
Variation de stocks	17	5	5	-70,6	-64,7
Demande finale Intérieure	1 332	1 173	1 239	-11,9	-6,9

H.B. - hypothèse basse

H.H. hypothèse haute

CONCLUSION

L'année 1985 aura été celle de la stagnation de l'Economie Gabonaise. Certes, l'observation détaillée des différents secteurs d'activité montre que ceux-ci ont généralement progressé. Mais l'amorce des difficultés pétrolières a entraîné une baisse des exportations et par suite, une baisse de la valeur ajoutée compensée par la bonne tenue des activités hors pétrole. La croissance des activités tournées vers le marché intérieur a été impulsée par les dépenses publiques dont les investissements, financés pour une part non négligeable par des emprunts, ont été la principale composante.

Conséquence d'une conjoncture particulièrement favorable en 1984, les revenus de l'Etat, notamment pétroliers, ont été les plus importants enregistrés depuis l'accession du Gabon à l'indépendance.

Mais la croissance, calée sur la conjoncture internationale, comportait en elle-même ses propres limites. Versatile par nature, elle était pour le moins aléatoire et l'économie gabonaise exposée à ses caprices. Après en avoir tiré profit, le contre coup était inévitable.

La récession dans laquelle entre l'économie gabonaise est donc la conséquence d'une dépendance trop forte à l'égard d'un petit nombre de ressources naturelles valorisées sur les marchés internationaux. Elle est, plus généralement, la résultante des déséquilibres structurels persistants relevés dans les plans quinquennaux successifs. Les mesures mises en œuvre pour corriger ces déséquilibres se heurtent à leurs inerties et ne produisent leurs effets que très lentement.

Parmi ces mesures rappelons en particulier la priorité désormais reconnue à l'agriculture, la promotion d'un tissu de petites et moyennes entreprises, l'effort soutenu pour la formation des jeunes dont la technicité est le garant des enjeux futurs.

Au delà de ces difficultés circonstanciées, l'évolution de la conjoncture internationale depuis le dernier trimestre 1985 rappelle s'il en était besoin, la faible emprise des pays en développement sur l'économie mondiale. Elle montre par ses incidences l'ambiguïté de la relation qui s'est tissée entre la structure de ces pays et la conjoncture des pays industrialisés. Elle souligne ainsi les limites de l'intégration à un système économique dont certains sont les maîtres du jeu tandis que les autres ne représentent que des partenaires marginaux.



ANNEXES

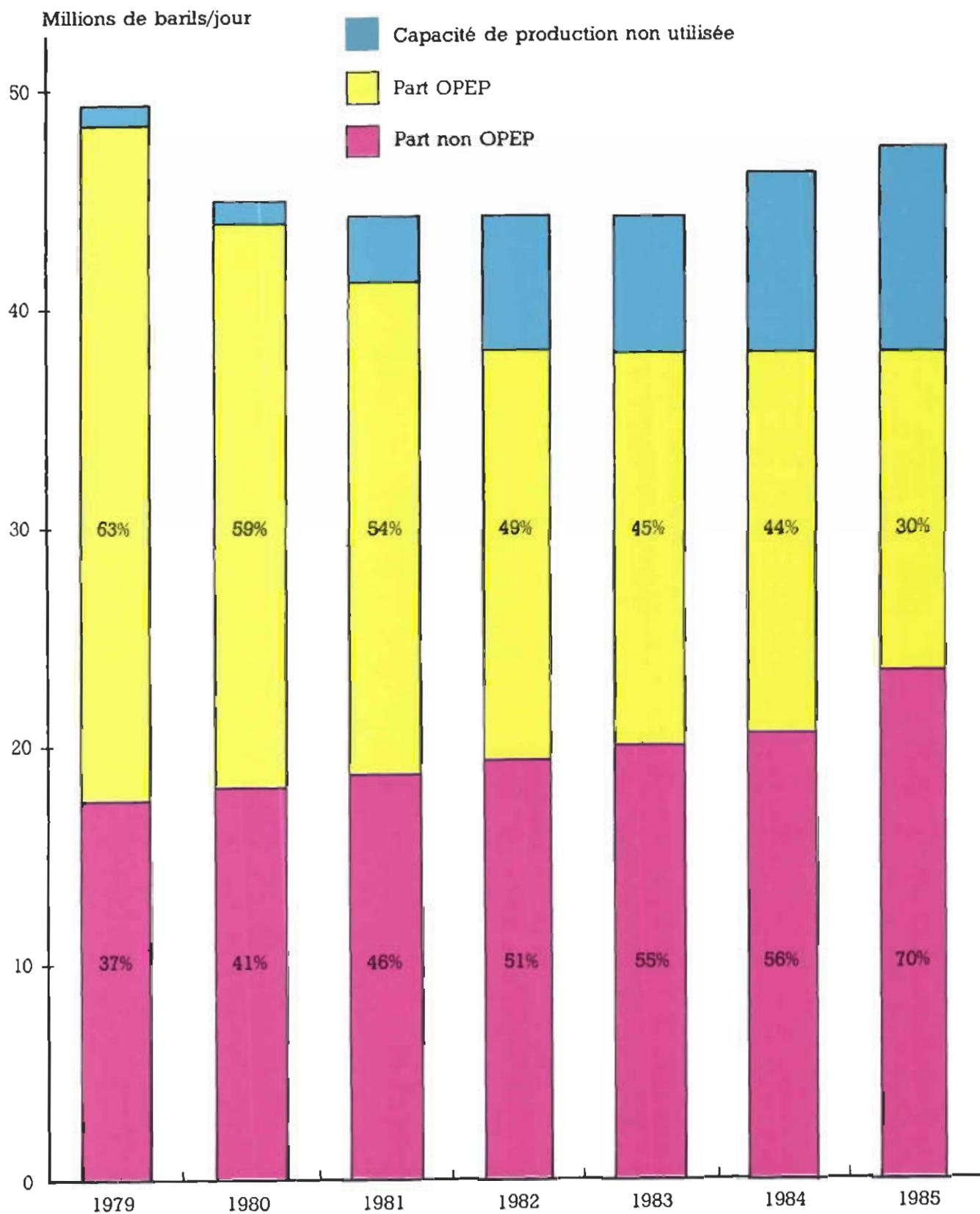
ANNEXES

- 1 – Evolution de la production mondiale de pétrole: OPEP - non OPEP
- 2 – Circuit du pétrole gabonais en 1985
- 3 – Evolution des tarifs de l'Okoumé et de l'Ozigo
- 4 – Circuit de commercialisation des bois gabonais
- 5 – Le marché automobile gabonais par pays fournisseur
- 6 – Evolution du trafic du port d'Owendo-Libreville
- 7 – Evolution du trafic du port de Port-Gentil
- 8 – Evolution des ressources budgétaires
- 9 – Evolution des dépenses budgétaires
- 10 – Origine du PIB par secteurs
- 11 – Le poids de l'Etat dans l'économie
- 12 – Réalisation des budgets d'investissements 1984-1985
- 13 – L'évolution mensuelle du dollar US, du DM, du Yen japonais, de la Livre Sterling, en F CFA en 1985
- 14 – Les importations par destination en 1985
- 15 – Evolution de la Balance commerciale de 1970 à 1985
- 16 – Evolution de la Balance des Paiements de 1979 à 1985
- 17 – Bilan de la B.E.A.C. au 30/09/85
- 18 – Le Budget des 13 pays de la zone franc
- 19 – Indicateurs économiques des Etats de la BEAC de 1980 à 1985
- 20 – Indicateurs du secteur pétrolier GABON-CAMEROUN-CONGO de 1981 à 1985
- 21 – Indicateurs économiques Zone BEAC-Gabon
- 22 – Caractéristiques du marché de l'emploi
- 23 – Répartition de l'emploi dans le secteur public en décembre 1985
- 24 – Evolution des principaux indicateurs économiques de 1975 à 1985

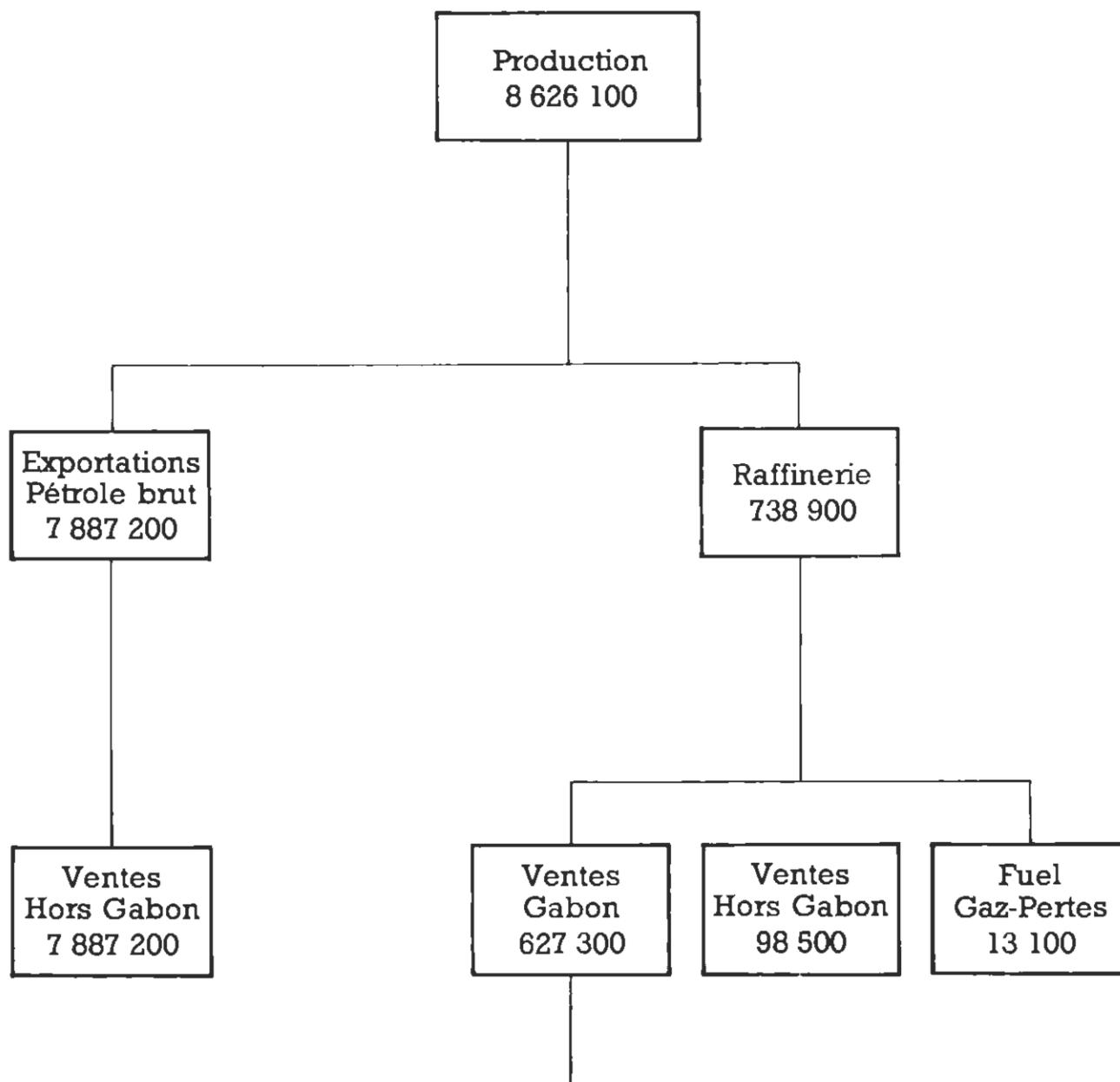
* * *

- 25 – Budget 1986. Communiqué final partiel du Conseil des Ministres du 8 novembre 1985
- 26 – Budget 1986. Ordonnance rectificative n° 003 du 11 avril 1986

EVOLUTION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE PÉTROLE: OPEP - non OPEP.



CIRCUIT DU PETROLE GABONAIS EN 1985
(en tonnes)



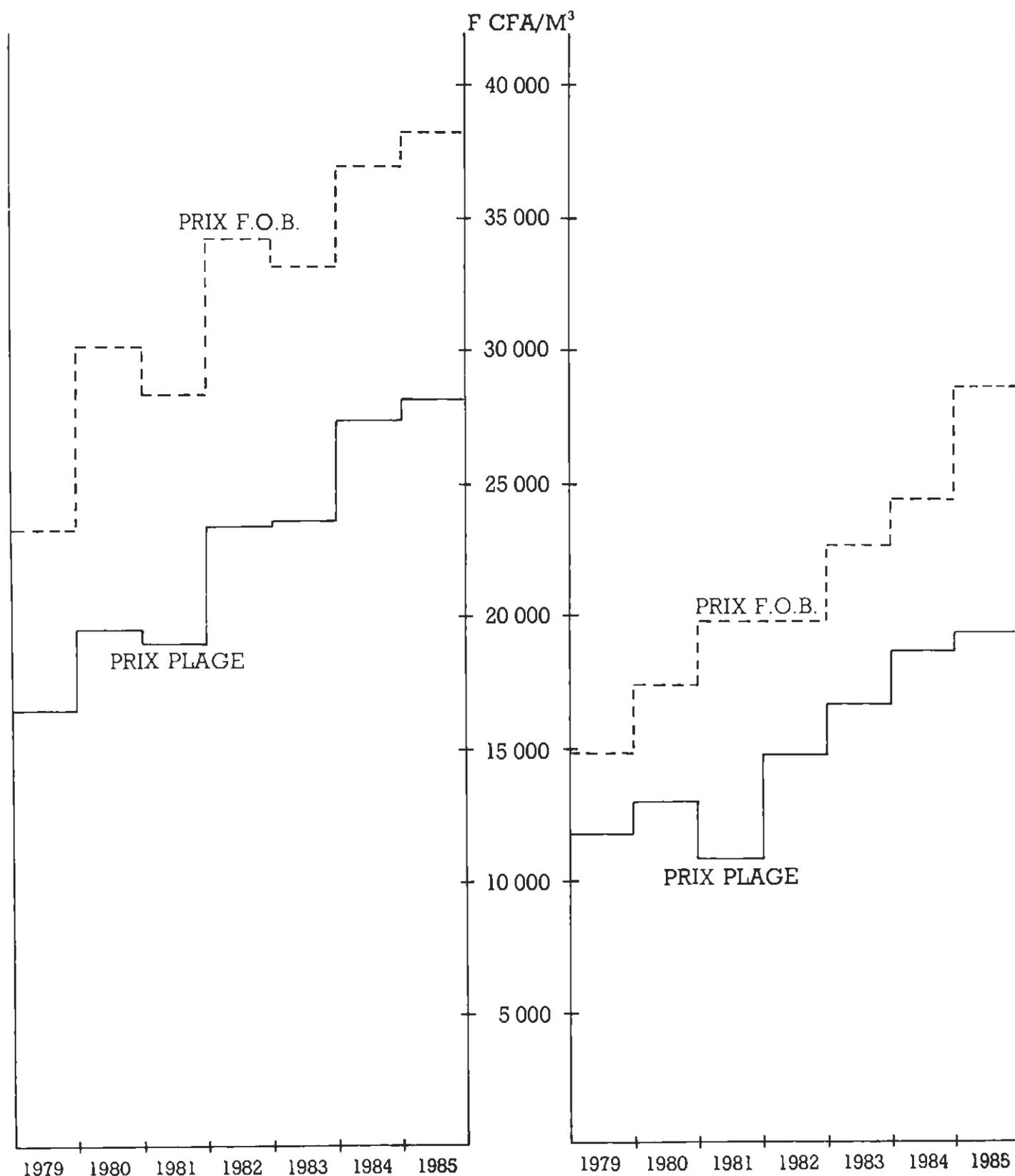
Gas oil	→	288 000
Kerosène	→	132 000
Super	→	74 300
Essence	→	14 600
Fuel	→	100 900
Bitume	→	9 500
Butane	→	8 000

EVOLUTION DES TARIFS DE L'OKOUME

(Prix moyen pondéré à partir des quantités achetées et exportées par la S.N.B.G.)

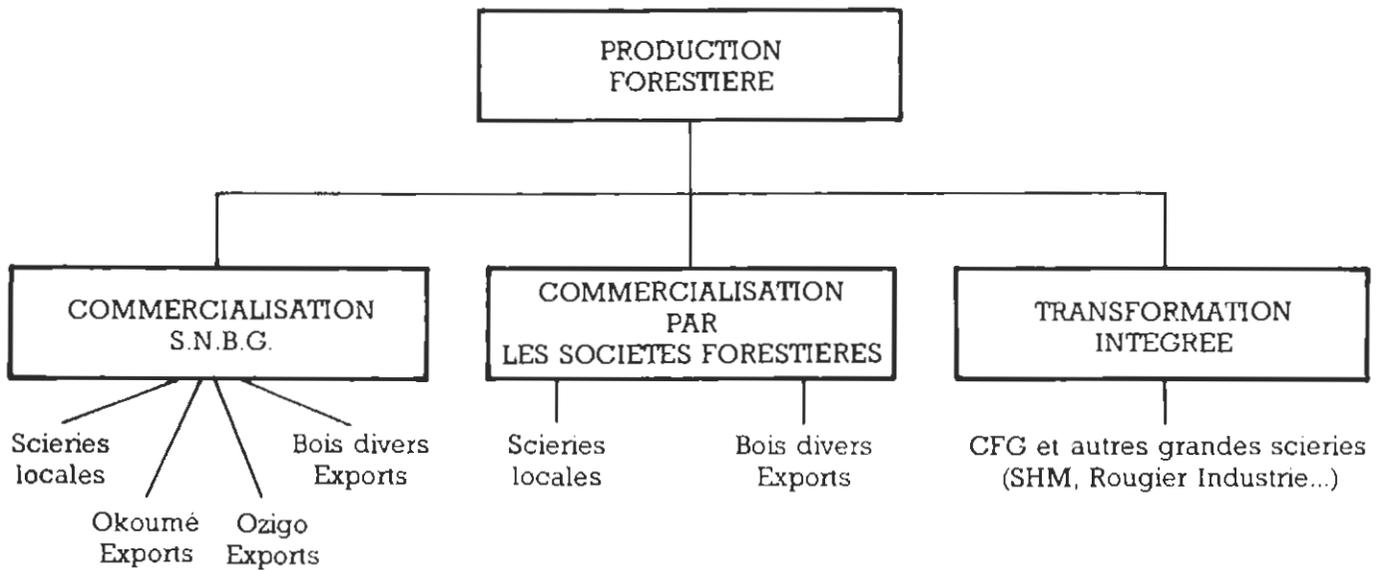
EVOLUTION DES TARIFS DE L'OZIGO

(Prix moyen pondéré à partir des quantités achetées et exportées par la S.N.B.G.)

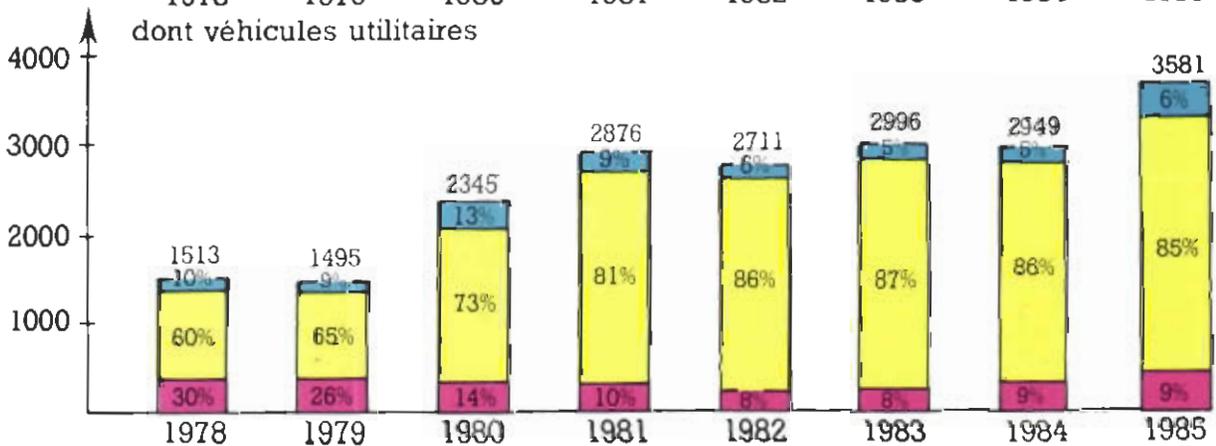
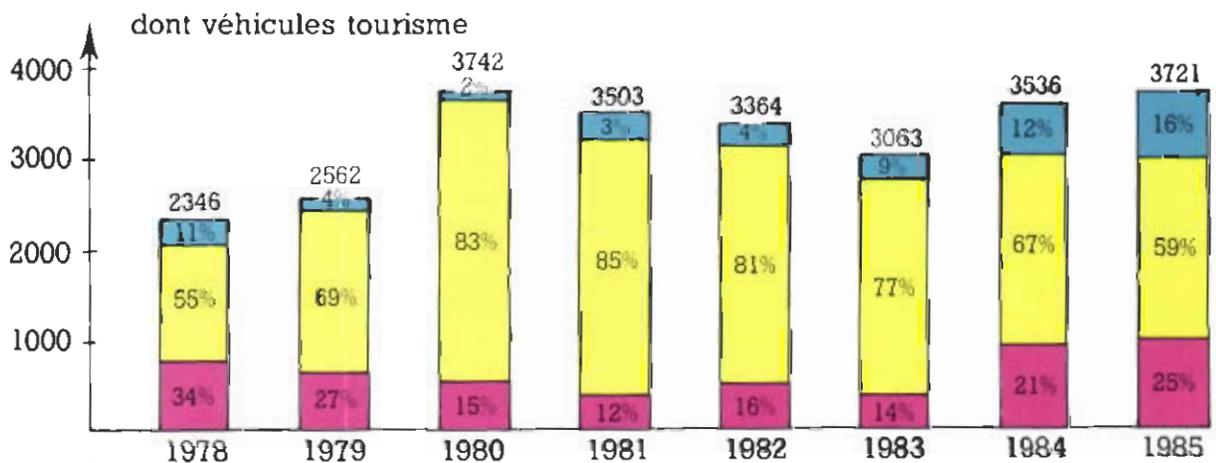
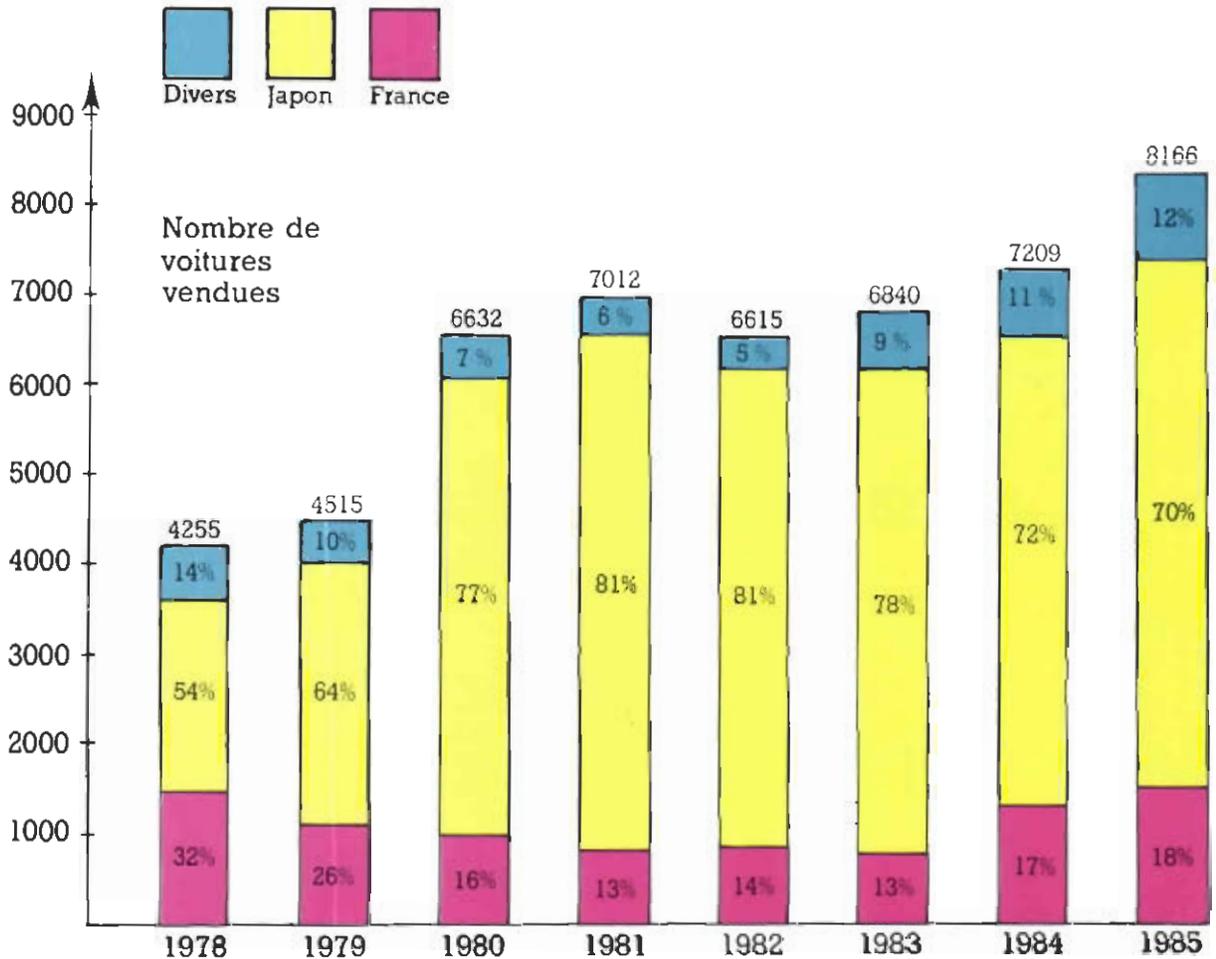


ANNEXE N° 4

CIRCUIT DE COMMERCIALISATION DES BOIS GABONAIS

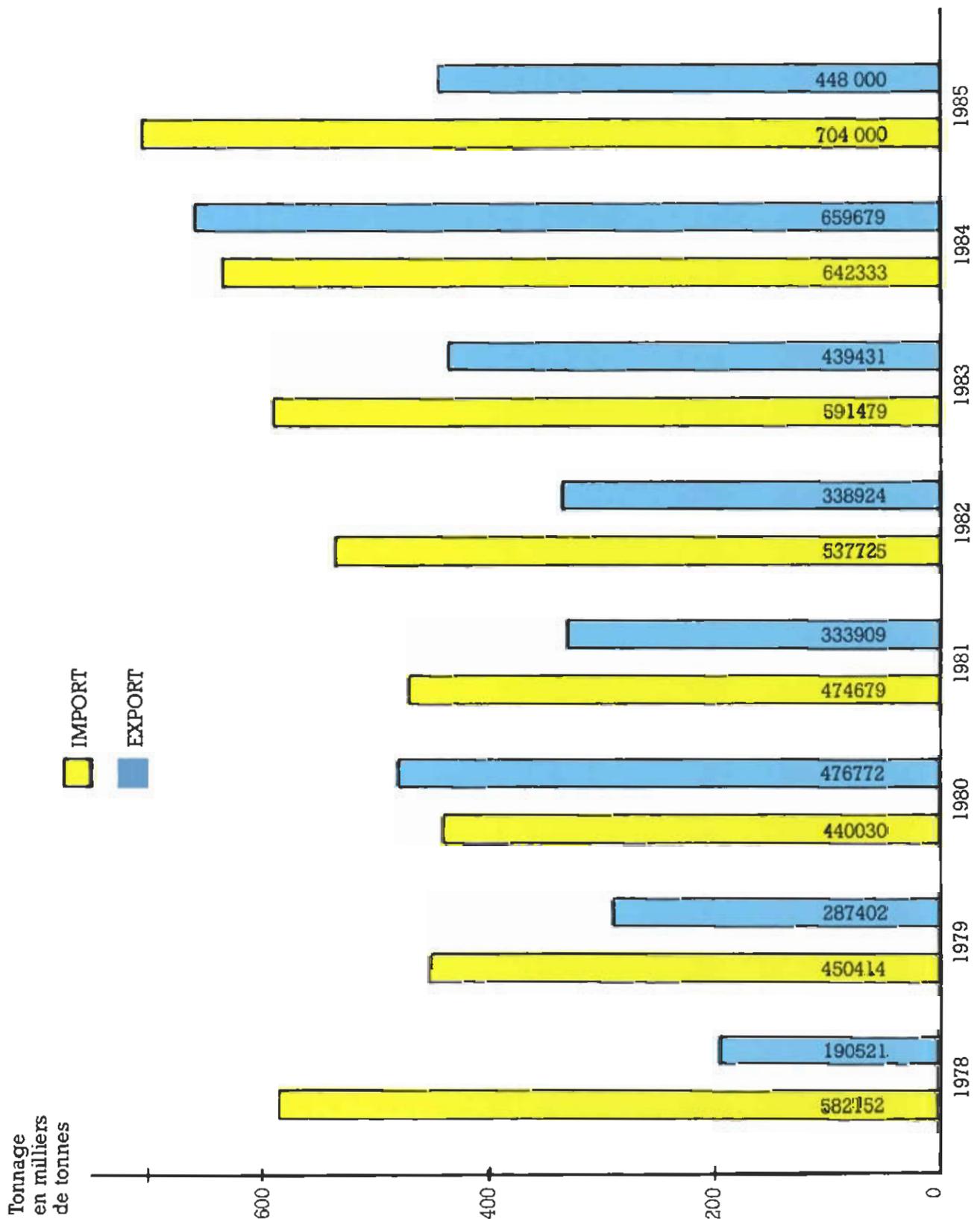


En 1000m ³	Scieries locales	Okoumé S.N.B.G. exporté	Ozigo S.N.B.G. exporté	Bois divers S.N.B.G. exporté	Bois vendus par les Sociétés	Consommation CFG	Total
1980	32	1012	47	80	80	186	1 437
1981	10	925	39	60	17	191	1 242
1982	17	868	40	80	140	189	1 334
1983	10	989	44	80	134	196	1 453
1984	14	1 014	39	90	150	177	1 484
1985	20	1 028	51	50	87	194	1 430



ANNEXE N° 6

PORT DE LIBREVILLE-OWENDO
Evolution du trafic total des marchandises



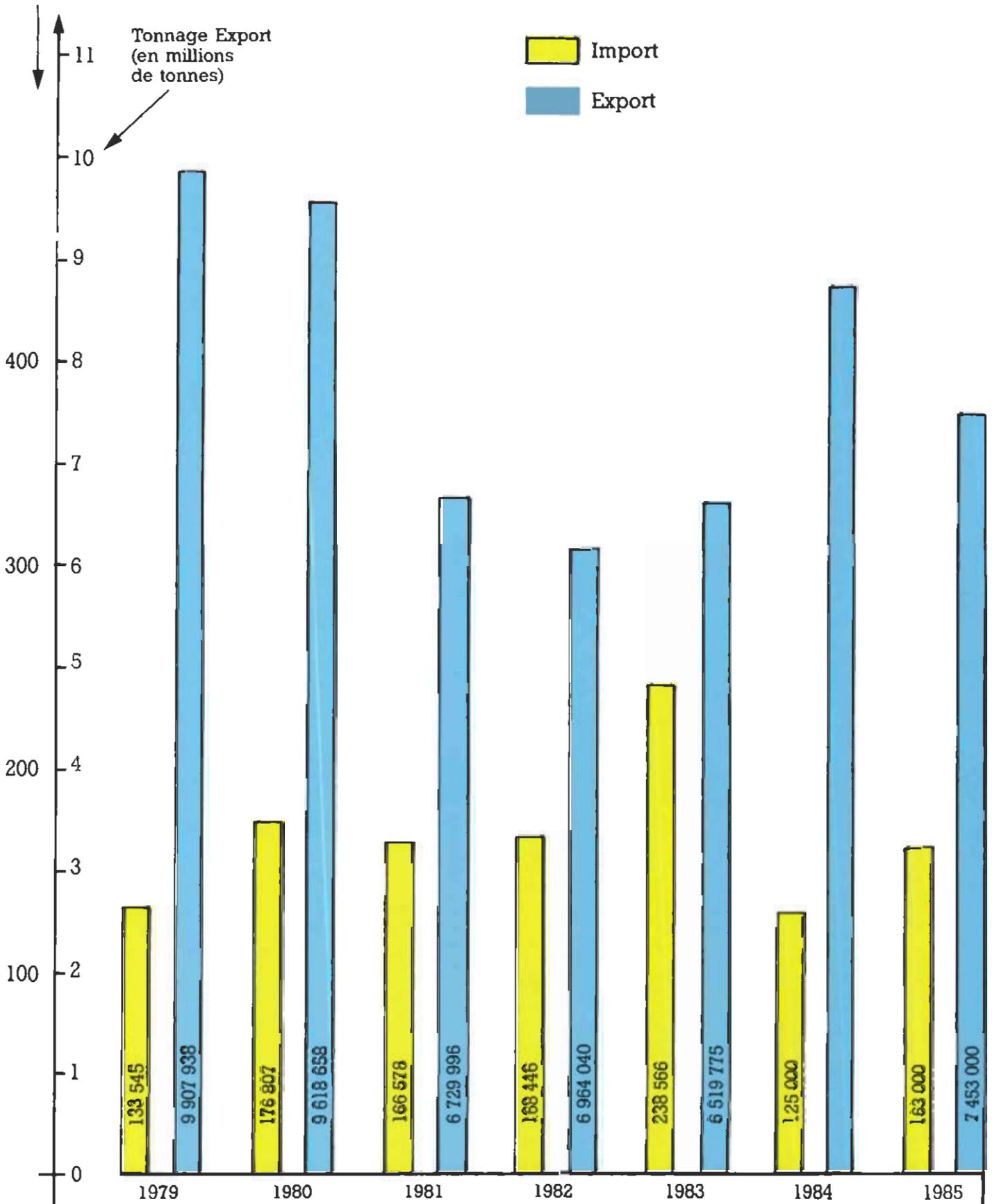
PORT DE PORT-GENTIL
EVOLUTION DU TRAFIC MARCHANDISES

ANNEXE N° 7

Tonnage Import
(en milliers
de tonnes)

Tonnage Export
(en millions
de tonnes)

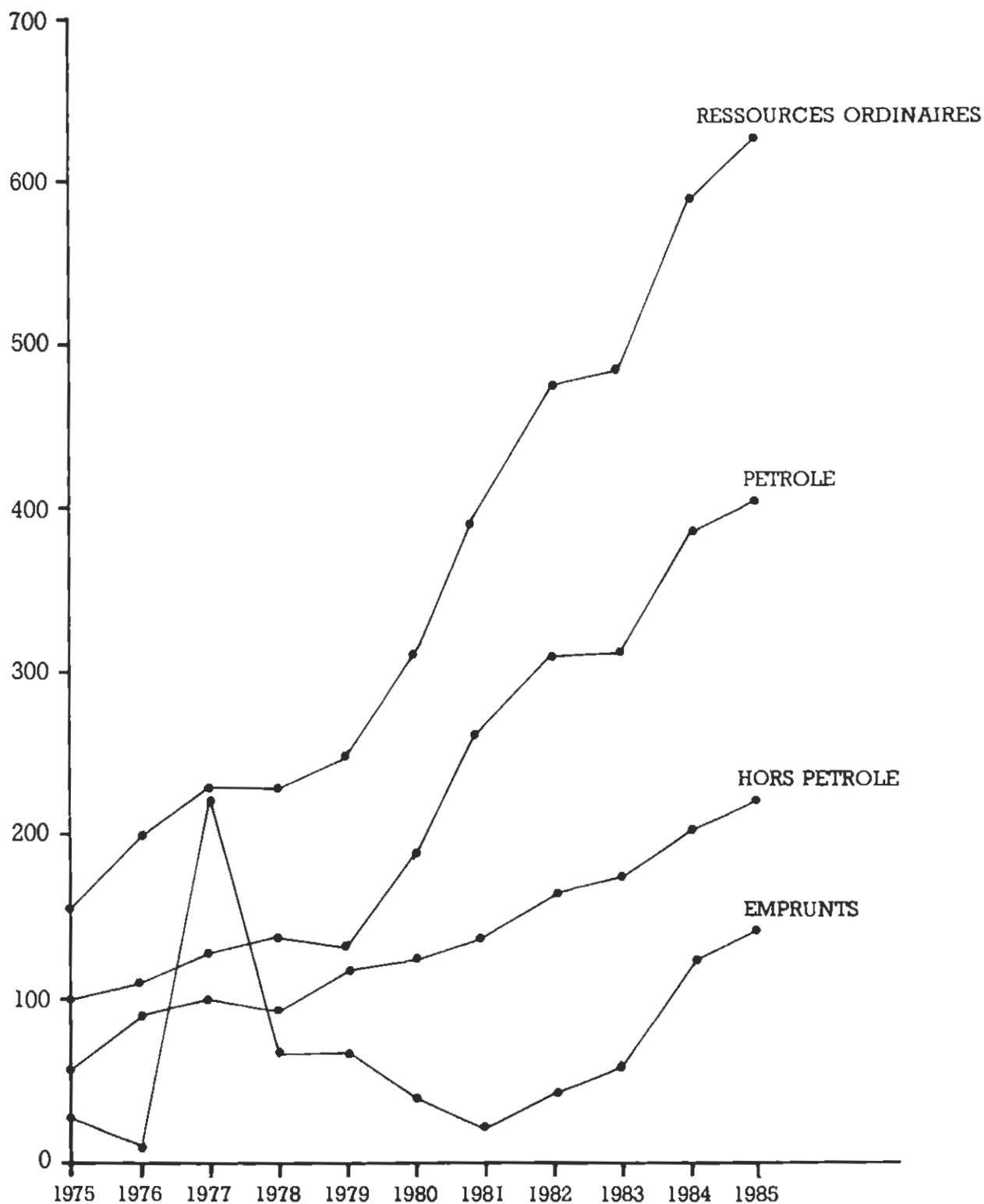
Import
Export



ANNEXE N° 8

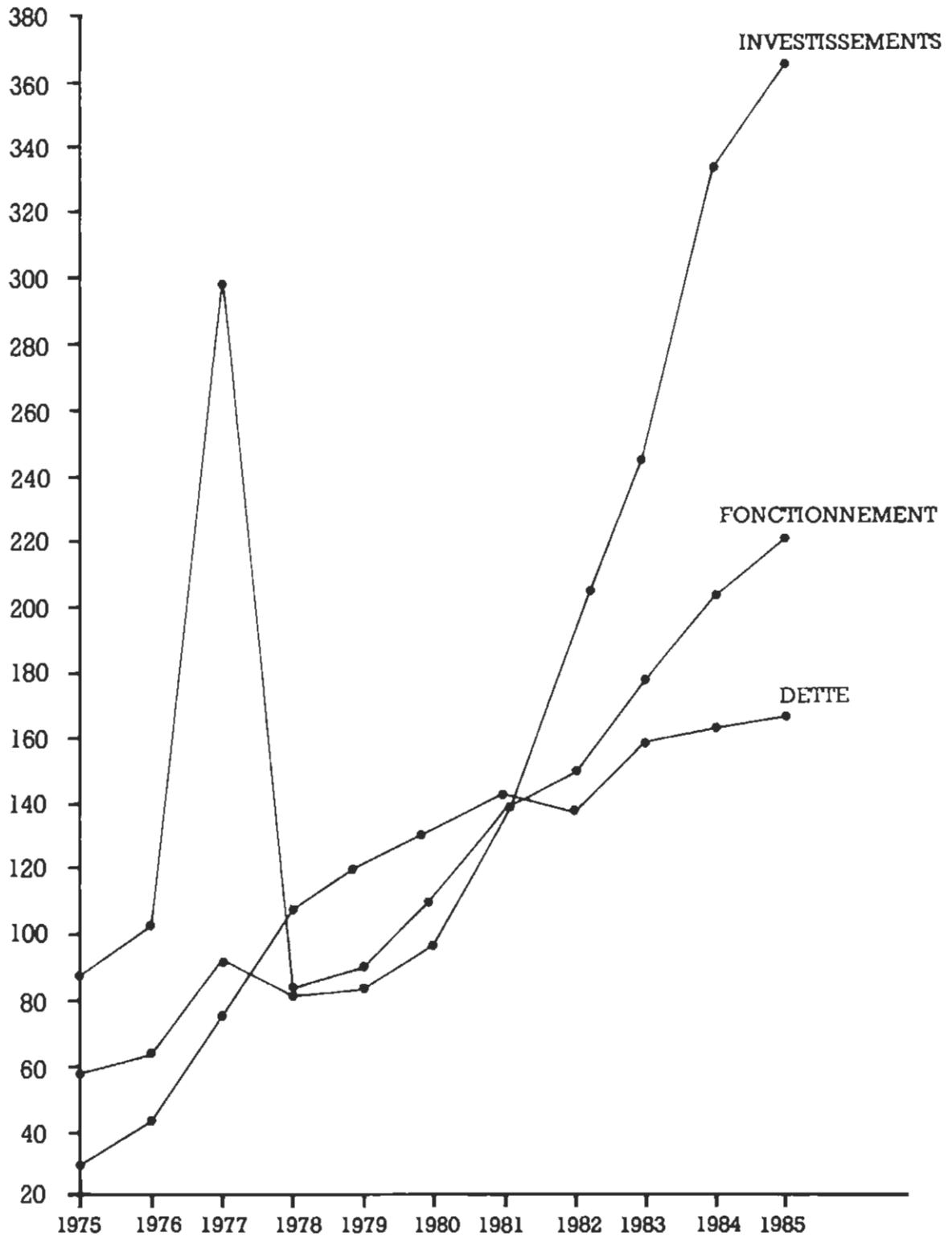
EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

EN MILLIARDS DE FRANCS



EVOLUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

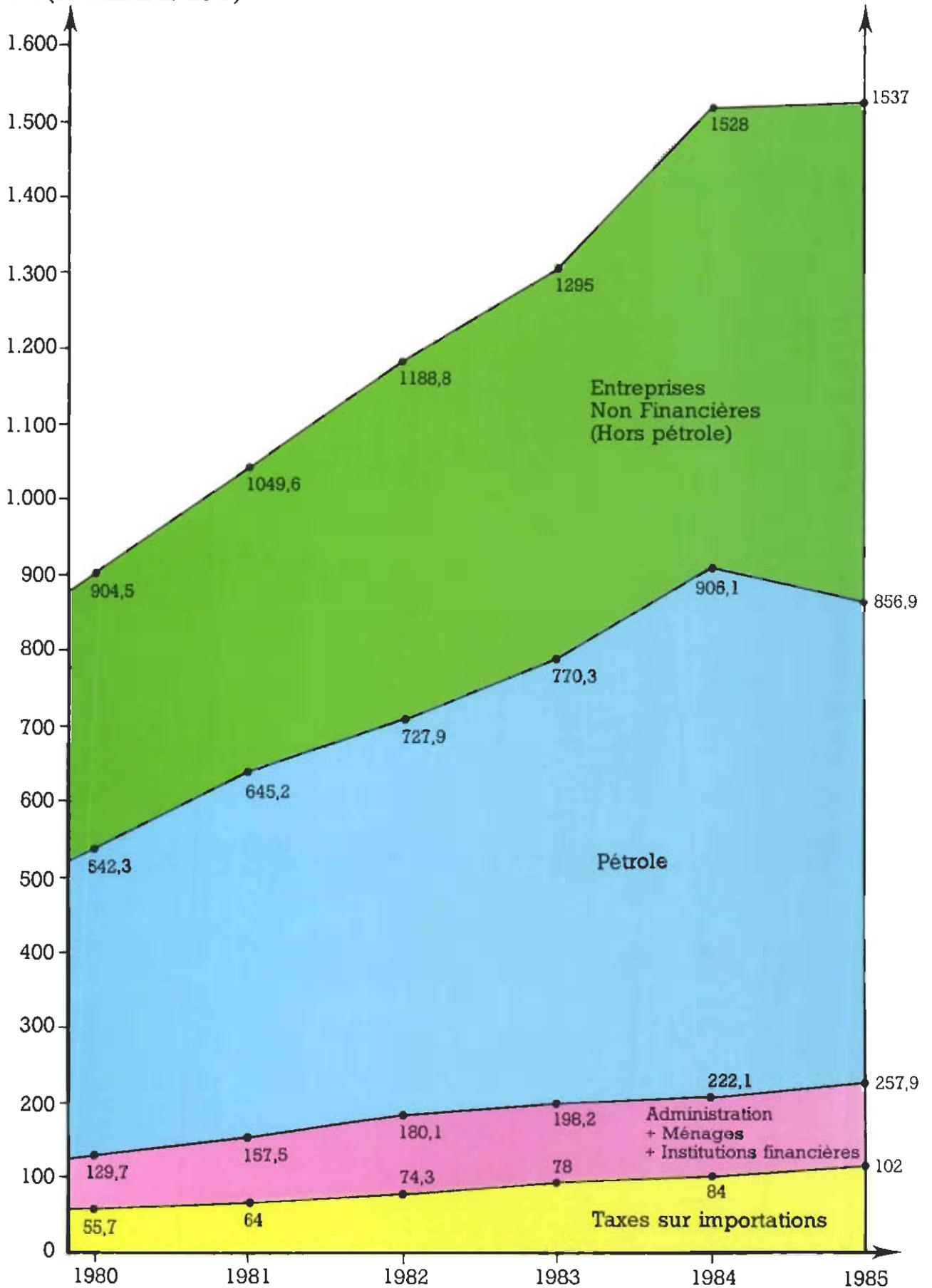
EN MILLIARDS DE F.

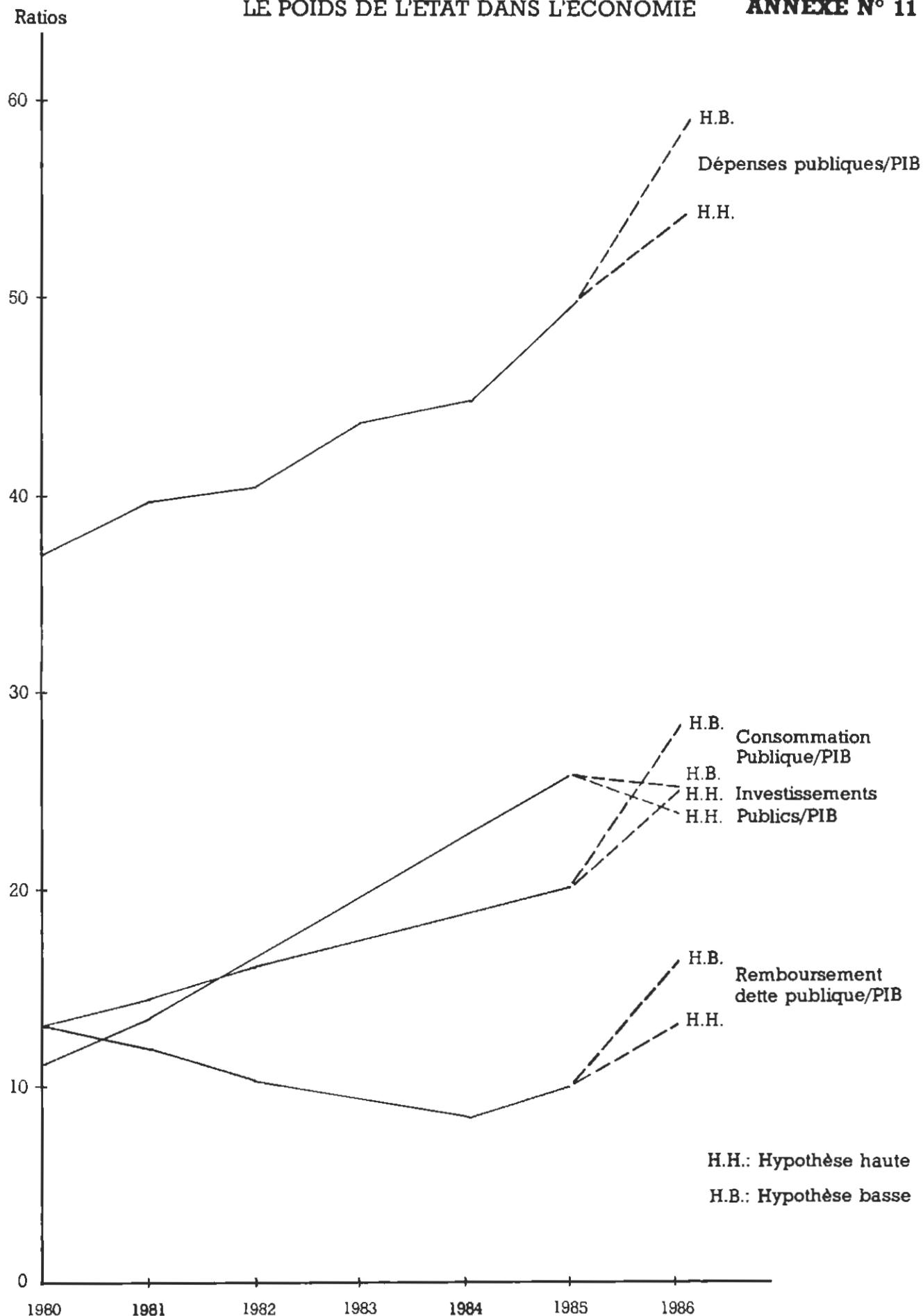


ANNEXE N° 10

PIB PAR SECTEURS D'ACTIVITE

V.A. (en milliards de F)





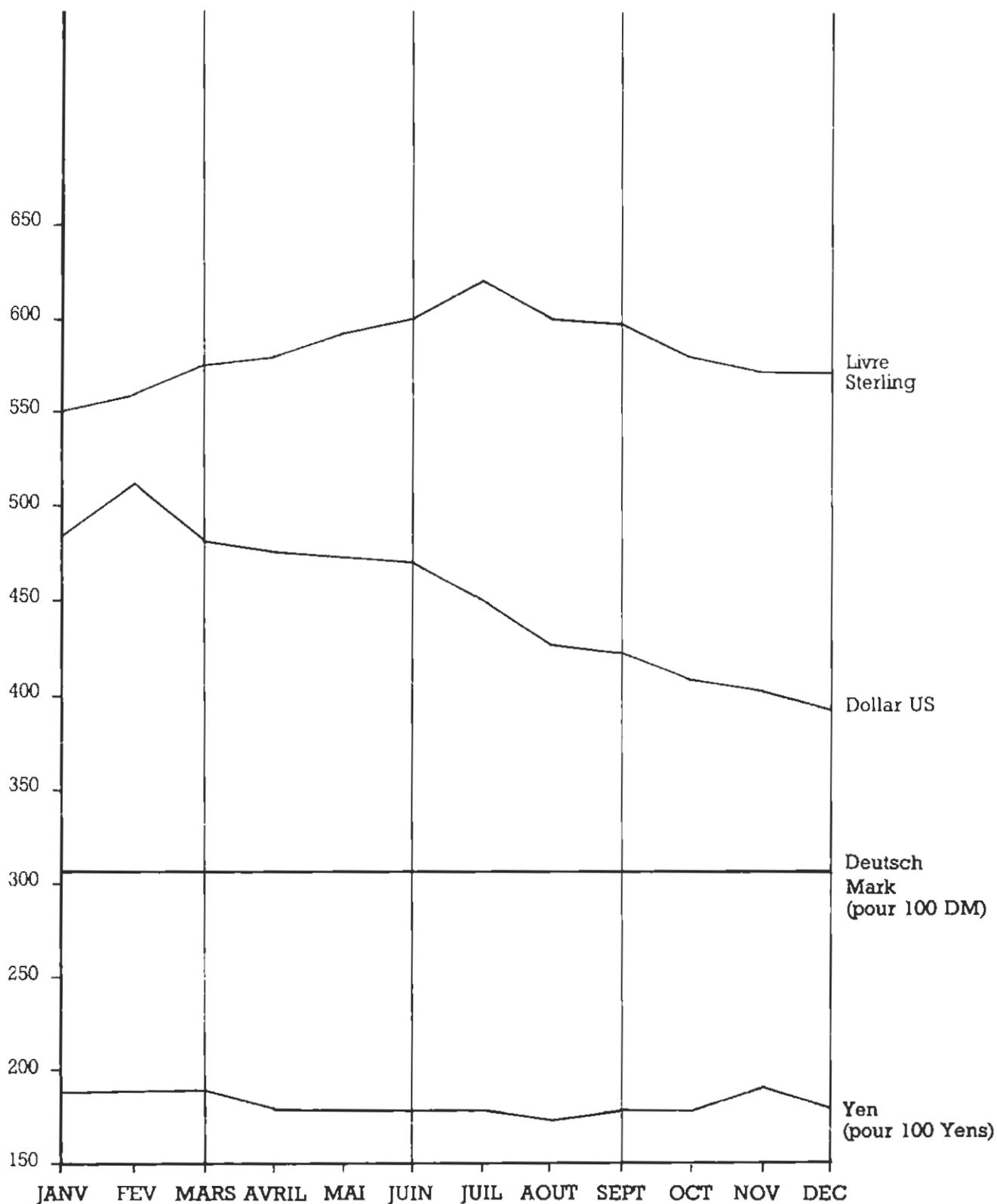
ANNEXE N° 12
REALISATION DES BUDGETS D'INVESTISSEMENTS

1984-1985

En milliards de F CFA	1984				1985			
	Dotation L.F.	Dotation finale	Réalisation	Taux de réalisation	Dotation L.F.	Dotation finale	Réalisation	Taux de réalisation
Secteur productif	29,0	29,0	24,6	85%	31,4	31,9	28,2	88%
Agriculture	21,3	21,4	19,7	92%	21,1	21,6	20,7	96%
Eaux, Forêt, Pêche	1,3	1,1	1,0	91%	1,3	1,2	1,1	92%
Mines	5,1	5,1	2,9	57%	7,4	7,4	4,8	65%
Développement Industriel, P.M.E.	1,3	1,4	1,0	71%	1,6	1,7	1,6	94%
Infrastructures	159,6	162,5	167,8	103%	188,0	221,6	215,0	97%
Routes et ponts	29,0	29,0	27,9	96%	32,4	45,4	43,6	96%
Energie électrique	7,3	7,3	8,4	115%	11,6	12,2	11,4	93%
Chemin de fer	115,0	115,0	120,7	105%	125,0	131,0	131,8	101%
Ports, voies fluviales	1,7	1,7	1,4	82%	8,8	9,8	5,7	58%
Aviation civile	6,6	9,5	9,4	99%	10,2	23,2	22,5	97%
Investissements sociaux	34,1	38,1	29,4	77%	43,1	41,9	31,4	75%
Education	20,2	21,9	16,6	76%	30,0	28,9	18,7	65%
Santé sociale	4,6	7,5	5,8	77%	7,2	7,6	8,7	114%
Urbanisme, habitat	9,3	8,7	7,0	80%	5,9	5,4	4,0	74%
Etudes et recherches Scientifiques	4,0	5,2	5,6	108%	5,6	4,9	4,2	86%
Participations Subventions	2,6	3,8	3,4	89%	2,9	9,1	10,8	119%
Equipements administ. Tourisme et autres	13,9	66,1	83,7	127%	40,0	57,7	72,3	125%
Défense nationale	18,4	18,3	19,3	105%	14,0	25,9	25,9	100%
Total	261,6	323,1	333,8	103%	325,0	393,0	387,8	99%

EVOLUTION DES PRINCIPALES MONNAIES
EN FRANCS CFA EN 1985

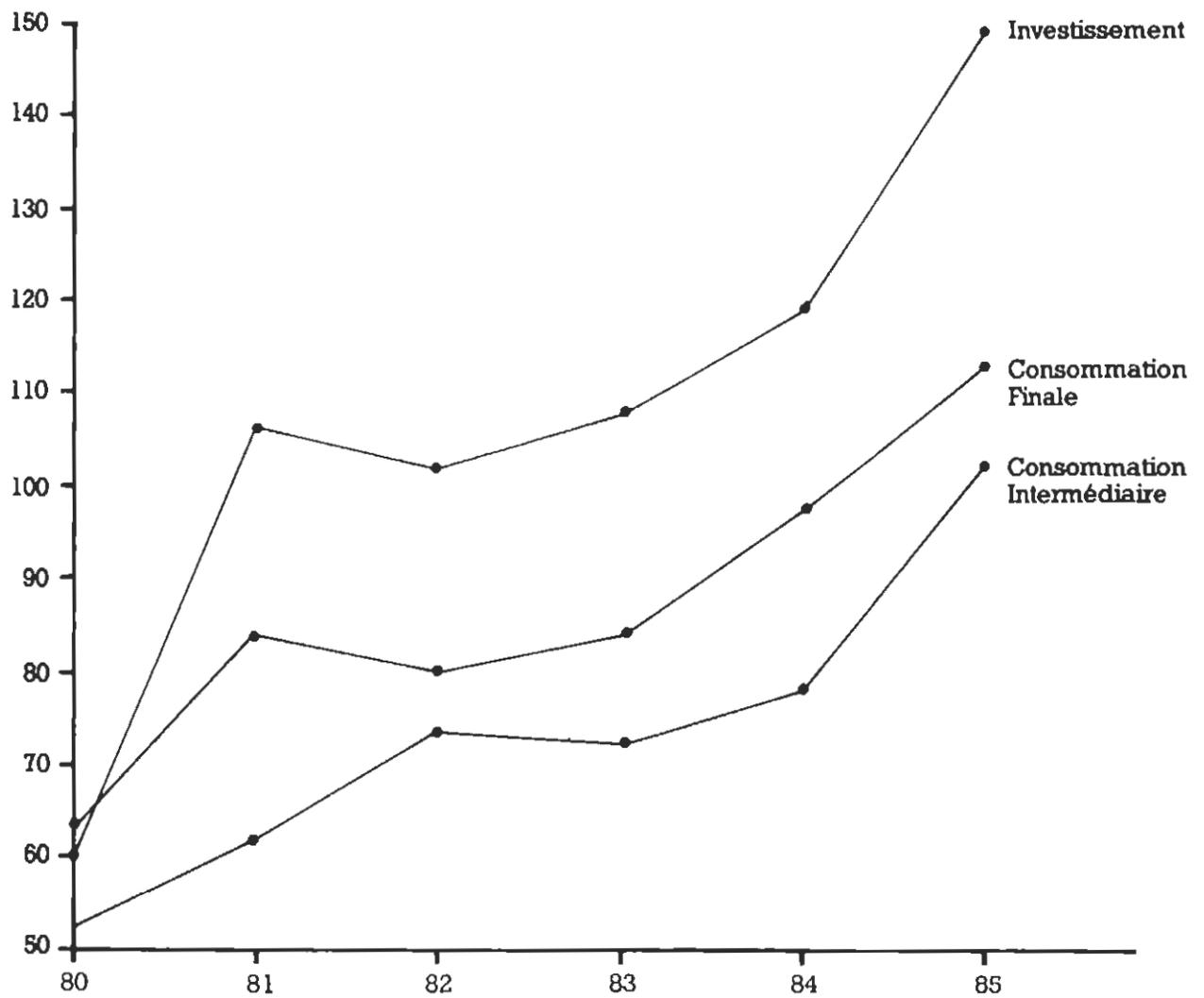
EN FRANCS CFA



ANNEXE N° 14

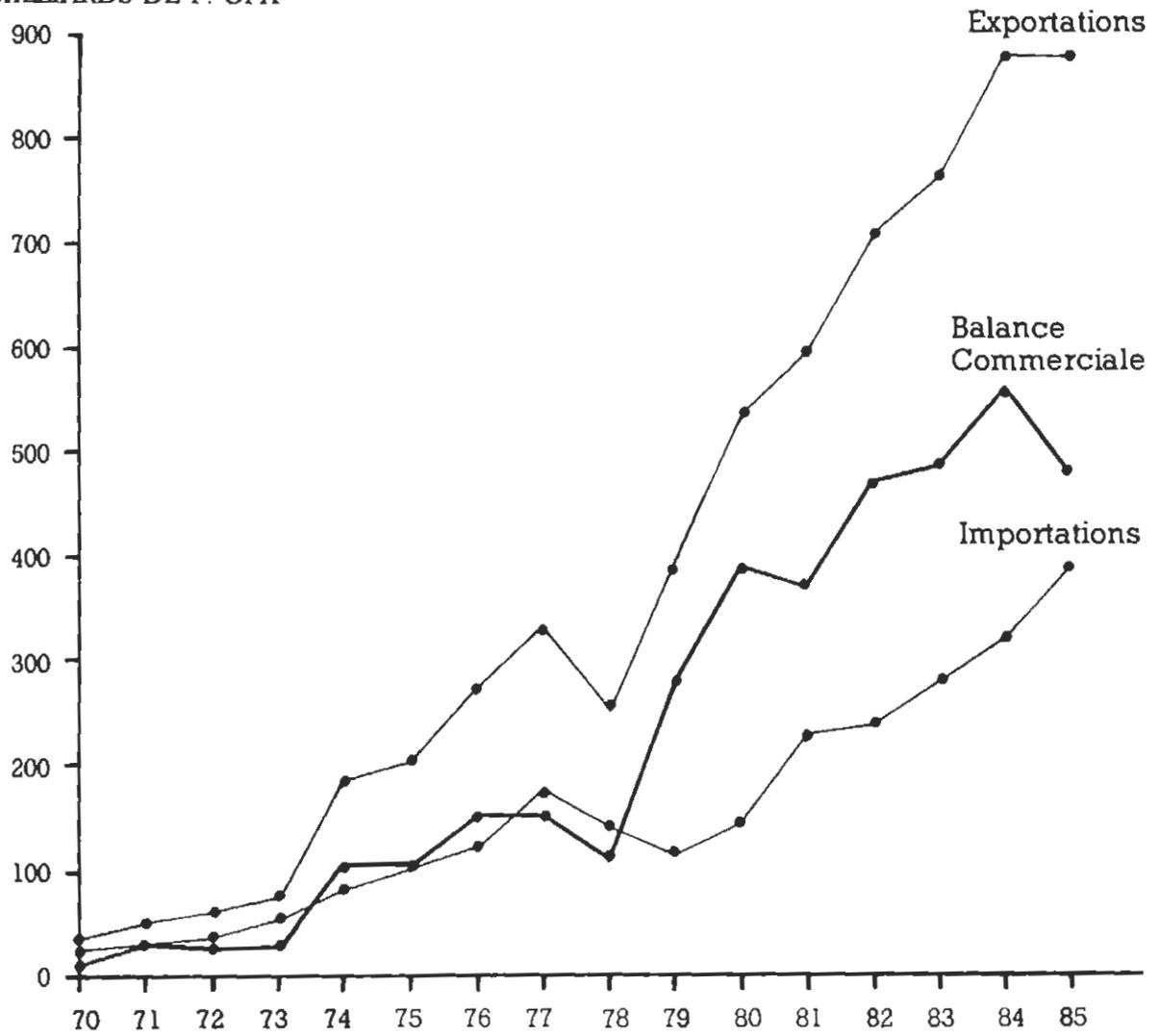
**EVOLUTION DES IMPORTATIONS
DE 1980 A 1985**

EN MILLIARDS DE F. CFA



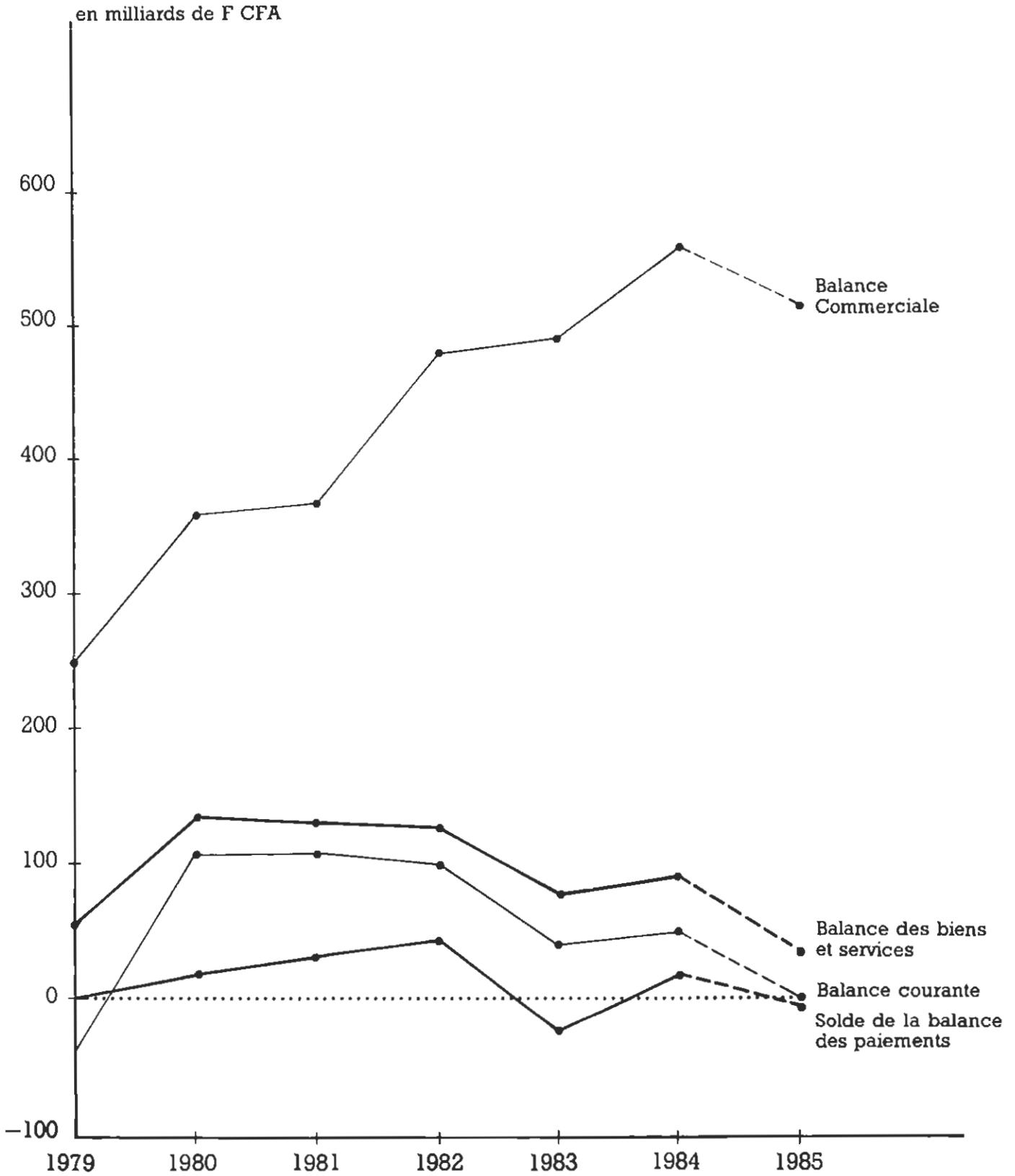
EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE 1970 A 1985

EN MILLIARDS DE F. CFA



ANNEXE N° 16

BALANCE DES PAIEMENTS DE 1979 A 1985



BILAN DE LA BEAC

SITUATION PROVISoire COMPAREE DU GABON AU 30/09/84 ET 30/09/85
EN MILLIARDS DE FRANCS CFA

ACTIF	ZONE		GABON		POIDS DU GABON		PASSIF	ZONE		GABON		POIDS DU GABON	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985		1984	1985	1984	1985	1984	1985
EN MILLIARDS CFA	1984	1985	1984	1985	1984	1985	EN MILLIARDS CFA	1984	1985	1984	1985	1984	1985
DISPONIBILITES EXTERIEURES A VUE	172,4	220	83,9	105,8	48,7%	48,1%	BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION	304,9	343,5	55,4	54,8	18,2%	16,0%
CREANCES ET ACTIFS EN DEVISES CONVERTIBLES	19,4	17,1	-	-	-	-	COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	77,4	92,5	37,1	63,7	47,9%	68,9%
ENCAISSE OR	32,8	33,7	2	1,9	6,1%	5,6%	CPTES COURANTS BANQUES	33,4	34	13,6	10,0	40,7%	29,4%
F.M.I.	28,5	27,6	7,2	6	25,3%	21,7%	AUTRES CPTES COURANTS	0,1	0,1	-	-	-	-
CREANCES SUR TRESORS NATIONAUX	80,3	98,8	-	-	-	-	TRANSFERTS A REGLER	4,6	9,1	0,3	2,6	6,5%	28,6%
CREANCES SUR BANQUES	233,2	233,9	14,7	22,4	6,3%	9,6%	F.M.I.	18,5	16,6	3,9	3,9	21,1%	23,5%
VALEURS IMMOBILISEES	19,5	31,6	0,2	0,5	1,0%	1,6%	CAPITAL RESERVES	20 109,7	24 124	2,1	2,2	1,9%	1,8%
COMPTE D'ORDRE	22,7	19,7	5,7	1,8	25,1%	9,1%	COMPTES D'ORDRE	40,2	38,6	1,3	1,2	3,2%	3,1%
TOTAL ACTIF	608,8	682,4	113,7	138,4	18,7%	20,3%	TOTAL PASSIF	608,8	682,4	113,7	138,4	18,7%	20,3%

L'évolution constatée depuis 1984 du poids du Gabon dans la BEAC s'est renforcée par:

- une amélioration de la couverture de la monnaie par les avoirs extérieurs
- une plus grande liquidité du Trésor à la Banque Centrale;
- une modération de l'augmentation des engagements par réescompte qui tient compte de la croissance des crédits moyen terme mobilisables.

ANNEXE N° 18

**LE BUDGET DES 13 PAYS DE LA ZONE FRANC
EN 1982, 1983, 1984, 1985**

En milliards de Francs CFA	RECETTES				DEPENSES			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
GABON	493,80	538,80	708,50	787,20	456,90	582,20	697,70	778,70
BENIN	50,94	60,59	55,92	50,77	47,86	60,59	55,92	50,77
COTE D'IVOIRE	712,72	659,47	670,80	505,77	712,72	659,47	670,80	505,77
BURKINA FASSO	47,85	57,95	62,68	76,67	47,85	57,95	62,68	76,67
NIGER	78,29	75,88	155,53		78,29	75,88	155,53	
SENEGAL	174,37	186,94	202,39		174,37	186,94	202,39	
TOGO	72,04	75,80	76,79	81,89	72,04	75,80	76,79	81,89
MALI	88,80	96,31	100,62	58,46	88,80	96,31	100,62	58,46
CAMEROUN	410,00	520,00	620,00		410,00	520,00	620,00	
CENTRAFRIQUE	30,00	44,19	38,53		38,20	44,19	38,53	
CONGO	279,93	388,97	412,42	381,04	279,93	388,97	412,42	381,04
TCHAD		8,33	9,19	8,33		36,75	37,63	8,33
COMORES	2,56	3,38	6,50	23,08	4,06	3,38	6,50	23,08

Source: *La Zone Franc en 1982, 1983, 1984, 1985.*

INDICATEURS ECONOMIQUES DES ETATS DE LA BEAC

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE (en termes réels et en %)					(Estimations)	(Estimations)
● GABON	30,5	5,9	0,6	- 2,5	8,9	- 3,0
● CAMEROUN	15,3	17,5	7,8	6,9	7,6	7,8
● CENTRAFRIQUE	1,0	1,5	1,6	- 0,1	8,7	2,8
● CONGO	15,0	33,2	18,8	3,7	2,5	- 5,5
TAUX MOYEN PONDERE (Zone d'Emission)	10,1	15,5	7,3	3,5	7,2	3,2
2. RESULTATS CAMPAGNES AGRICOLES (en tonnes et fin de campagne)						
<u>GUINEE EQUATORIALE</u>						
Cacao	...	8 000	8 998	6 179	6 881	8 343
Café	...	600	518	199	127	590
<u>TCHAD</u>						
Coton-graine	...	85 716	71 391	115 000	158 492	98 323
3. TAUX D'INFLATION (en %)						
● GABON	9,9	10,1	12,8	14,1	9,6	9,7
● CAMEROUN	8,9	7,5	16,8	9,9	6,2	6,1
● CENTRAFRIQUE	17,2	16,7	14,0	9,2	6,0	6,9
● CONGO	7,3	17,0	12,8	7,7	12,4	7,7
● GUINEE EQUATORIALE	...	...	...	...	...	Tendance
● TCHAD	...	...	...	...	...	Tendance
TAUX MOYEN PONDERE (Zone d'Emission)	9,6	10,2	14,9	10,6	8,1	7,2

Source : BEAC

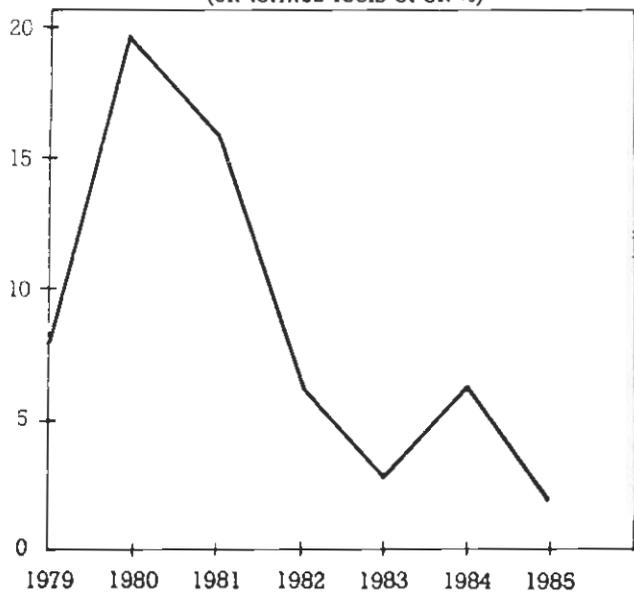
ANNEXE N° 20
**INDICATEURS DU SECTEUR PETROLIER DES ETATS DE LA BEAC
GABON-CAMEROUN-CONGO**

	1981	1982	1983	1984	1985 (Estimations)
GABON					
Production (en millions de tonnes)	7,65	7,75	7,87	8,70	8,60
Prix moyen à l'exportation (en \$ US par baril)	..	...	30,7	28,5	26,3
Part du secteur pétrolier dans le PIB (%)	46,5	46,1	44,3	45,0	45,0
Part des ressources pétrolières dans le total des recettes budgétaires (%)	66,5	65,5	64,5	65,4	63,1
Part des recettes pétrolières dans le total des exportations (%)	81,2	83,4	82,6	83,4	82,8
CAMEROUN					
Production (en millions de tonnes)	3,40	4,70	5,75	7,00	8,10
Prix moyen à l'exportation (en \$ US par baril)	36,8	35,7	32,5	30,2	28,5
Part du secteur pétrolier dans le PIB	8,4	11,7	13,0	14,0	15,0
Part des ressources pétrolières dans le total des recettes budgétaires (%)	29,6	27,2	35,0	17,8	18,0
Part des recettes pétrolières dans le total des exportations (%)	43,0	47,9	48,7	..	..
CONGO					
Production (en millions de tonnes)	4,10	4,55	5,36	6,02	5,7
Prix moyen à l'exportation (en \$ US par baril)	33,1	32,0	28,5	27,8	25,5
Part du secteur pétrolier dans le PIB (%)	35,5	35,4	38,0	41,2	..
Part des ressources pétrolières dans le total des recettes budgétaires (%)	59,9	60,5	60,0	66,5	67,0
Part des recettes pétrolières dans le total des exportations (%)	88,7	88,2	90,3	90,1	89,0

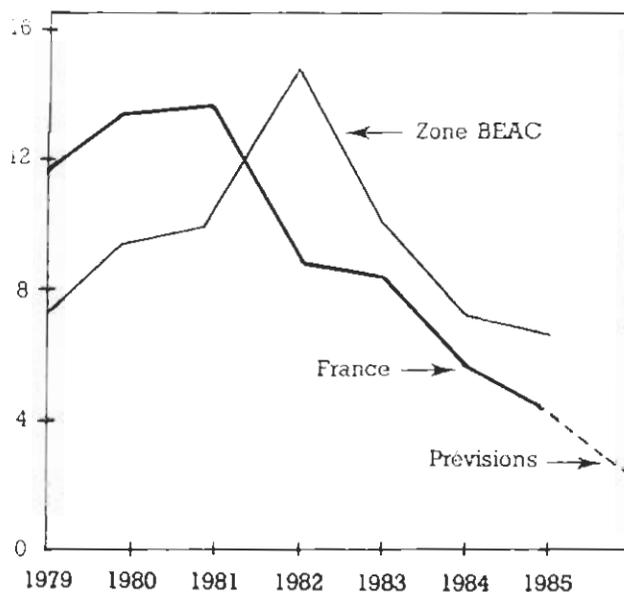
Source: BEAC

EVOLUTION DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES
ZONE BEAC - GABON

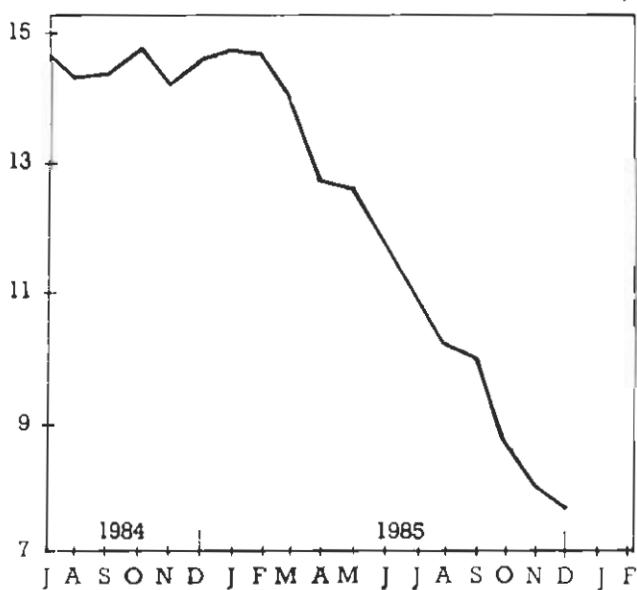
TAUX DE CROISSANCE MOYEN (Zone d'Emission)
(en termes réels et en %)



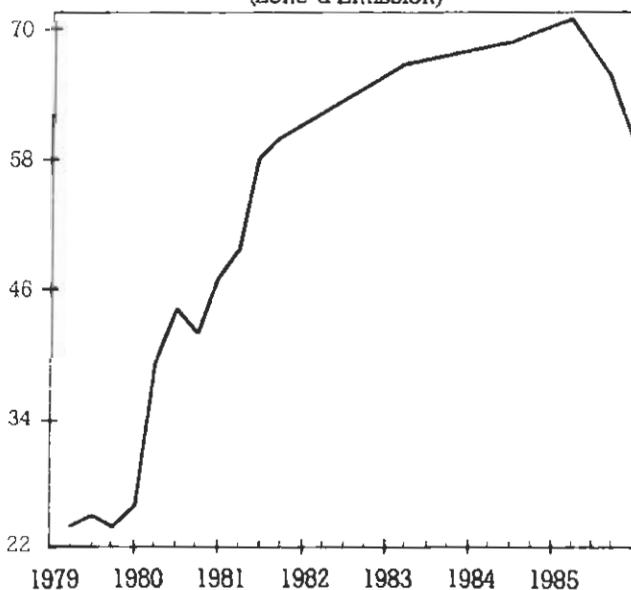
TAUX D'INFLATION en %



COURS MONDIAUX DU COTON (Marché de Paris)



TAUX DE COUVERTURE EXTERIEURE
(Zone d'Emission)



LES CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI

Le Colloque sur la gabonisation de l'emploi qui s'est tenu à Libreville du 4 au 8 février 1985 a mis l'accent sur la nécessité de privilégier l'emploi des nationaux et d'adapter la formation dispensée dans les différents centres de formation aux besoins des utilisateurs, particulièrement les entreprises.

Le marché de l'emploi se caractérise en 1985 par une forte demande émanant:

- des anciens étudiants et élèves des centres de formation à la recherche d'un premier emploi;
- des licenciés économiques du privé et para-public;
- et des expatriés qui, pour la plupart, sont entrés clandestinement sur le territoire national.

On dispose des résultats des deux enquêtes réalisées par le Ministère des Ressources humaines sur les structures d'emploi d'une part dans le secteur privé et para-public à partir des déclarations de salaires versés (DSV) déposées à la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques, et d'autre part dans la Fonction publique à partir du fichier solde Minecofin au 31-12-1984.

Les nomenclatures utilisées pour la présentation des résultats sont agrégées. Cependant il existe au Ministère des Ressources humaines une nomenclature plus fine. Les principaux résultats de cette enquête sont les suivants:

A—Secteurs privé et Para-public:

Tous les secteurs d'activités sont correctement représentés dans cette enquête, à l'exception du secteur «Service des Télécommunications», car l'OPT ne remplit pas les D.S.V..

L'enquête sur le secteur privé et para-public en 1984 comporte 798 entreprises qui représentent 1 009 établissements.

— Plusieurs modes de calcul ont été appliqués pour l'évolution des effectifs employés:

* L'effectif au 31-12-84 représente le personnel présent dans l'entreprise à cette date, soit 69 843 salariés;

* L'effectif temporaire représente le personnel présent dans l'entreprise pendant une partie de l'année civile, soit 39 605 salariés;

* L'effectif permanent représente le personnel présent dans l'entreprise du 1er janvier au 31 décembre, soit 52 170 salariés;

* L'effectif total représente le cumul de l'effectif temporaire et de l'effectif permanent, soit 91 775 salariés;

— L'effectif total est vraisemblablement sur-évalué dans la mesure où un même travailleur temporaire peut-être enregistré dans plusieurs entreprises pour une même année.

A-1- Métier et niveau de qualification

— L'effectif calculé est l'effectif total

— La rubrique «main d'œuvre banale» comporte des erreurs d'enregistrement qui proviennent des émetteurs de l'information de base (entreprises). Mais leur incidence sur les résultats d'ensemble est marginale. En effet, cette rubrique ne devrait pas comporter de salariés dans les niveaux de qualification 1 à 4 inclus. Or, dans les présents résultats, ces salariés représentent 2,14% de la rubrique.

**SECTEURS PRIVE ET PARA-PUBLIC
EFFECTIFS PAR METIERS ET NIVEAUX DE QUALIFICATION**

au 31/12/1984

Métier/niveaux de qualification	1	2	3	4	5	6	Indéterminé	Total	%
Métiers de l'agriculture	28	70	116	197	1453	3200	3	5067	5,5
Métiers des transports	65	172	252	2700	5893	2621	3	11706	12,8
Métiers du commerce des achats et des ventes	200	253	405	659	1005	372	0	2894	3,2
Métiers de l'administration	1332	905	1925	3683	4674	1187	5	13711	14,9
Divers	331	400	665	1817	3032	3497	2	9744	10,6
Main d'œuvre navale	133	67	28	181	2165	16413	3	18990	20,7
Métiers des mines	98	205	183	268	411	608	0	1773	1,9
Métier du bâtiment	120	518	465	1999	3767	1368	8	8245	9,0
Métiers du bois	39	39	101	1319	1886	482	1	3867	4,2
Métiers de la chimie	42	40	61	164	243	103	0	653	0,7
Métiers du textile	5	13	15	42	318	197	0	590	0,6
Métiers de l'électricité et de l'électronique	179	247	411	801	1097	328	2	3065	3,3
Métiers des métaux et mécanique	136	468	833	2200	3574	1028	0	8239	9,0
Métier de l'agro-alimentaire	12	31	61	95	460	313	0	972	1,1
Métiers de précision	186	182	166	425	371	274	0	1604	1,7
Indéterminé	18	5	22	89	108	113	300	655	0,7
Total	2924	3615	5709	16639	30457	32104	327	91755	100,0

Métiers

On constate la proportion élevée de manœuvres et autres métiers ne nécessitant pas de spécialisation professionnelle. Ils représentent environ 20% des salariés. Il convient, d'ailleurs, de leur ajouter le personnel de surveillance de niveau de qualification 6 qui représente 2% des salariés et qui est enregistré dans la rubrique «divers».

ANNEXE N° 22-3

Pour les métiers qui requièrent une spécialisation professionnelle, les emplois dans les métiers de l'administration sont les plus nombreux, en particulier dans les domaines:

- de la comptabilité,
- des emplois de bureau,
- de l'administration générale.

Ils précèdent les emplois dans les métiers du transport avec principalement les chauffeurs.

Viennent ensuite les métiers que l'on a pour habitude d'appeler métiers techniques. Parmi ceux-ci, les emplois dans les métiers du bâtiment, de la mécanique et du travail des métaux sont les plus nombreux. Ils devancent largement les métiers du bois et de l'électricité-électronique.

Les emplois dans les spécialités de l'agriculture restent assez peu nombreux et concentrés dans les niveaux de qualification inférieurs.

En dehors des métiers du commerce, les autres spécialités ne représentent qu'un faible nombre d'emplois.

Niveau de qualification

La pyramide des niveaux de qualification se caractérise par 3 groupes de niveaux distincts:

- une très large base (niveaux 5 et 6) où plus des 2/3 de l'emploi correspondent à un niveau de connaissances techniques inférieur au C.A.P.

- Le groupe intermédiaire (niveau 4) correspond à une formation de type C.A.P. Il représente 18% des salariés.

- Le sommet (niveaux 3,2 et 1) représente les techniciens, techniciens supérieurs et cadres. Il représente 13% des salariés et correspondent à des niveaux de formation allant des BT, BTS aux diplômes d'ingénieurs.

La répartition faite par secteur d'activité et par province se schématise de la manière suivante:

A-2-Secteur d'Activité et Province

- L'effectif calculé est celui au 31-12-84.

- Le secteur «services des télécommunications» est sous-évalué du fait de l'absence de l'OPT dans les statistiques.

- La province de l'Estuaire est, par contre, vraisemblablement sur-évaluée car certaines entreprises qui ont des établissements en province, déclarent tous leurs salariés avec ceux du siège, situé à Libreville.

Secteur d'activité

Le secteur des Travaux Publics représente près du 1/4 de l'effectif des salariés, suivi du secteur commerce.

Des regroupements font apparaître l'importance des secteurs suivants:

- filière bois (exploitation forestière et industrie du bois): 13%;
- transports et auxiliaires des transports: 12%

Pour les autres secteurs, les effectifs sont assez dispersés avec pour dominantes:

- l'agriculture, l'élevage et la pêche;
- l'exploitation pétrolière;
- l'extraction des minerais;
- les services aux entreprises;
- les services aux particuliers.

Provinces

On enregistre une forte concentration des salariés dans l'Estuaire (56,4%), l'Ogooué-Maritime (16,9%) et le Haut-Ogooué (12,2%).

ANNEXE N° 22-4

Statistiques sur l'emploi dans les secteurs privé et para-public
effectif total par secteur d'activité et par province

au 31/12/84

Secteurs d'activité/Provinces	Estuaire	Haut Ogooué	Moyen Ogooué	Ngounié	Nyanga	Ogooué Ivindo	Ogooué Lolo	Ogooué Maritime	Woleu Ntem	Indéterminé	Total	%
Agriculture, Elevage, chasse, pêche	635	491	607	52	110	0	136	219	876	0	3126	4,5
Exploitation forestière	1084	110	435	1053	621	514	0	581	812	0	5210	7,5
Exploitation pétrolière	212	0	0	0	0	0	0	2031	0	0	2243	3,2
Extraction minerais métalliques	11	3278	0	0	0	2	0	0	0	0	3291	4,7
Industrie alimentaire	514	779	138	0	0	0	0	64	0	0	1495	2,1
Industrie de boissons et de tabac	583	0	0	0	0	0	0	0	51	0	634	0,9
Industrie textile	383	0	0	0	0	0	0	0	0	0	383	0,5
Industrie du bois	1902	0	0	0	11	0	0	1701	239	0	3853	5,5
Imprimerie, Edition	266	0	0	0	0	0	0	24	0	0	290	0,4
Industrie chimique	354	42	0	0	0	0	0	0	0	0	396	0,6
Industrie des produits pétroliers	1	0	0	0	0	0	0	85	0	0	86	0,1
Matériaux de construction	1029	21	0	0	0	0	0	120	0	0	1170	1,7
Fabrication d'ouvrage en métaux	936	39	0	0	0	0	0	735	0	0	1710	2,4
Services de la réparation	488	29	0	0	0	0	0	83	0	0	600	0,9
Electricité, Eaux, Gaz, Vapeur (*)	1313	120	72	48	48	0	71	252	71	0	1995	2,9
Travaux publics	10108	2594	986	39	7	746	1251	1278	42	0	17051	24,4
Services et travaux pétroliers	162	88	0	0	0	0	0	990	6	0	1246	1,8
Hôtels-Café-Restaurants	1130	26	0	10	10	7	11	655	14	0	1863	2,7
Transports et auxiliaires des transports	6658	210	50	147	6	5	11	1378	17	0	8482	12,1
Services	4540	334	190	24	18	31	47	878	19	0	6081	8,7
Commerce	5350	318	9	75	105	76	35	647	82	0	6697	9,6
Institutions financières	1756	58	0	8	0	0	0	117	2	0	1941	2,8
Total	39415	8537	2487	1456	936	1381	1562	11838	2231	0	69843	100
Pourcentage	56,4	12,2	3,6	2,1	1,3	2,0	2,2	16,9	3,2	0,0	100,0	

* Pour le secteur Electricité, Eaux, Gaz, Vapeur, le découpage en régions et non en provinces réalisé par la SEEG fait que le Moyen-Ogooué intègre les faibles effectifs de l'Ogooué-Ivindo.

ANNEXE N° 22-5

B- Le secteur public

L'emploi dans le secteur public reste soumis à l'objectif de maîtrise des effectifs des fonctionnaires par le système des postes budgétaires et le contrôle des départs à la retraite des fonctionnaires atteints par la limite d'âge.

Les structures d'emploi dans la Fonction publique sont bien connues et portent sur la population exhaustive. En effet, l'existence d'un fichier solde unique ainsi que la présence d'un seul employeur, l'Etat, facilitent le rassemblement des données.

L'effectif total des agents de l'Etat au 31/12/85 était de: 29 067 salariés.

Ils étaient de 27 309 salariés au 31/12/84.

A-1- Corps et catégories

La nomenclature permettant cette répartition est issue de celle qui a servi à l'étude du secteur privé et para-public.

Le tableau sur les statistiques Emploi/Agents de l'Etat permet de retrouver, outre la prééminence des militaires, celle des métiers de l'enseignement, de l'administration et de la santé.

Ces trois métiers civils représentent d'ailleurs 84% des effectifs non militaires ou encore 50,4% de l'effectif total.

Statistiques emploi/agents de l'Etat

1985, analyse par sexe

Effectifs par corps		HC	A1	A2	B1	B2	C	6	TOTAL	%
00 Métiers de l'agriculture	H	1	110	123	269	67	97	7	674	2,9
	F			4	24		5		33	0,5
02 Métiers des transports	H	3			165	59	77		304	1,3
	F									
04 Métiers de l'administration	H	9	889	543	630	503	504	201	3279	14,2
	F	10	146	227	219	354	379	120	1455	24,1
10 Métiers des mines	H	1	42	18	6	1			68	0,2
	F			1					1	0,0
11 Métiers du bâtiment	H	1	54	69	148	64	26		362	1,5
	F		3	8	1		1		13	0,2
13 Métiers de la chimie	H		17	5	80				102	0,4
	F		5	6	82				93	1,5
15 Métiers électric-électronique	H		36	77	28	70	13		224	0,9
	F		4	6	6	12			28	0,4
16 Métaux-métiers de mécanique	H	2	6	5	50	31	15		109	0,4
	F									
17 Métiers de l'agro-alimentaire	H		2						2	
	F									
18 Métiers de précision	H	4	47	11	9	21	7	52	151	0,6
	F									
50 Métiers de l'enseignement	H	7	1147	806	853	1970	679	8	5470	23,7
	F	1	304	323	229	984	253	16	2110	34,9
51 Métiers de la santé	H	2	138	127	221	94	261	81	924	4,0
	F		71	128	559	233	340	82	1413	23,4
52 Autres métiers spécifiques	H	3	89	71	25	68	37	7	300	1,3
	F		11	10	3	19	21		64	1,0
53 Métiers indéfinis	H		7	2	9	25	43	119	205	0,8
	F			2	6	6	23	26	63	1,0
99 Militaires et assimilés	H	17	146	785	3934		5976		10858	47,1
	F		3	53	317		389		762	12,6
TOTAL	H	50	2730	2642	6427	2973	7735	475	23032	100,0
	F	11	547	768	1446	1608	1411	244	6035	100,0

Source: Ministère des Ressources Humaines.

Catégorie ou Niveau de qualification

La répartition en catégories ou niveaux de qualification montre que l'encadrement, représenté par les classes hors catégories, A1 et A2, rassemble 6 748 personnes c'est-à-dire 23% de l'effectif total en 1985.

De ce point de vue, la proportion des cadres est nettement plus élevée dans le secteur public qu'au sein du secteur privé.

Par ailleurs, les deux catégories les plus nombreuses se trouvent en C (9 146 personnes) et en B1 (7 873 personnes). Ces deux catégories représentent 60% de l'effectif total. En revanche, les catégories les moins nombreuses se situent aux deux extrémités de la hiérarchie. Si l'effectif réduit des agents hors catégorie peut se comprendre aisément, il n'en est pas de même de l'effectif correspondant au niveau 6, c'est-à-dire à la main-d'œuvre banale. A la différence du secteur privé, une bonne partie des effectifs sans qualification est affectée à la catégorie C, ce qui réduit d'autant le nombre des agents de niveau 6.

C- Répartition Géographique

La ventilation s'effectue dans le tableau sur la répartition géographique selon les neuf provinces du Gabon. De plus, une ligne intitulée «Regroupement pays» rassemble les effectifs marginaux qui n'ont pu être imputé à une province déterminée. Ces effectifs sont négligeables puisqu'ils représentent 1,6% de l'effectif total (461 personnes sur 27 309 au 31 décembre 1984.)

Effectifs par Province

Année 1985

	HC	A1	A2	B1	B2	C	6	TOTAL	%
000 REGROUPEMENT PAYS	4	84	80	80	58	64	23	393	1,3
001 ESTUAIRE	52	2530	2510	5398	2165	6241	415	19311	66,4
002 HAUT-OGOOUE	1	135	156	498	324	524	46	1684	5,7
003 MOYEN-OGOOUE		41	51	134	171	101	16	514	1,7
004 NGOUNIE		107	101	346	411	489	38	1492	5,1
005 NYANGA		60	78	204	219	259	33	853	2,9
006 OGOOUE-IVINDO		45	69	221	199	281	28	843	2,9
007 OGOOUE-LOLO	1	42	47	163	159	147	25	584	2,0
008 OGOOUE-MARITIME	2	112	142	342	195	564	27	1384	4,7
009 WOLEU-NTEM	1	121	176	487	680	476	68	2009	6,9
TOTAL	61	3277	3410	7873	4581	9146	719	29067	100,0

Source: Ministère des Ressources Humaines

EMPLOI 1984
SECTEURS PRIVE ET PARA-PUBLIC
CHIFFRES CLEFS (*)

1. EFFECTIF AU 31.12.84	69 843
2. EFFECTIF PERMANENT	52.170
3. EFFECTIF TEMPORAIRE	39.605
4. EFFECTIF TOTAL	91.775
5. EFFECTIF MOYEN MENSUEL	68 960

VARIATIONS SAISONNIERES

1T	0,958
2T	0,992
3T	1,03
4T	1,02
	MOY. TRI - 1

REPARTITION	H : 82,85 %
PAR SEXE	F : 17,15 %

REPARTITION PAR NATIONALITE

GABONAIS	72,23 %
ETRANGER	27,77 %

REPARTITION PAR NIVEAU DE QUALIFICATION

1	3,2 %
2	4 %
3	6,2 %
4	18,2 %
5	33,3 %
6	35,1 %

**REMUNERATION MOY /AN GABONAIS
PAR NIVEAU**

1	12.476.926 F CFA
2	5.448.468 F CFA
3	3.809.024 F CFA
4	1.999.549 F CFA
5	1.521.941 F CFA
6	1.005.989 F CFA

REPARTITION PAR PROVINCE

ESTUAIRE	56,43 %
OGOOUÉ-MARITIME	16,94 %
HAUT-OGOOUÉ	12,22 %
AUTRES	14,41 %

REPARTITION PAR TRANCHE D'AGES

≤ 24 ANS	16,4 %
25 à 29 ANS	21,6 %
30 à 34 ANS	18,2 %
35 à 39 ANS	14,1 %
40 à 44 ANS	11 %
≥ 45 ANS	18,8 %

REPARTITION PAR METIERS

MAIN-D'ŒUVRE BANALE	18,35 %
ADMINISTRATION-GESTION	16,36 %
TRANSPORT	12,68 %
DIVERS	10,89 %
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX	9,33 %
BATIMENT GENIE CIVIL	8,66 %
AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET	5,53 %
BOIS	4,09 %
ELECTRICITE, ELECTRONIQUE	3,76 %
COMMERCE, ACHAT, VENTE	3,33 %
PRECISION	1,8 %
MINES	1,76 %
AGRO-ALIMENTAIRE	1,10 %
CHIMIE	0,83 %
TEXTILE	0,71 %
INDETERMINES	0,72 %

REPARTITION PAR SECTEURS

BATIMENT, TP	23,6 %
COMMERCE	9,8 %
FORET	7,6 %
BOIS	5,7 %
MINERAIS METALIQUES	4,9 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	4,4 %
AUXILIAIRES TRANSPORTS	4,3 %
AGRICULTURE-ELEVAGE	4,2 %
TRANSPORT AERIEN	4,1 %
SERVICE AUX ENTREPRISES	3,6 %
TRANSPORT TERRESTRE	3,5 %
EXPLOITATION PETROLIERE	3,4 %
INSTITUTIONS FINANCIERES	2,6 %
AUTRES	18,2 %

(*) Source: MRH - emploi 1984 - Secteurs privé et para-public - Décembre 1985.
(ces chiffres sont des minima, hors OPT)

REPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC
EN DECEMBRE 1985

Répartition par sexe	Nombre	% du total
Hommes	23 522	79,3
Femmes	6 128	20,7
TOTAL	29 650	100

Situation matrimoniale	Nombre	% du total
Célibataires	18 559	62,6
Mariés	10 680	36
Veufs	127	0,4
Divorcés	284	1
TOTAL	29 650	100

Ventilation par statut	Nombre	% du total
Fonctionnaires	12 188	41,1
Contractuels locaux	3 932	13,3
Contractuels expatriés	1 368	4,6
Contractuels hors statut	374	1,3
Cas particuliers	147	0,5
Autres	11 641	39,3
TOTAL	29 650	100

Répartition par catégorie hiérarchique	Nombre	% du total
H C	68	0,2
A1	3 342	11,3
A2	3 478	11,7
B1	8 029	27,1
B2	4 673	15,8
C	9 328	31,5
Catégorie 6	732	2,4
TOTAL	29 650	100

Source : Direction générale du Budget.

ANNEXE N° 23-2

**REPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC
EN DECEMBRE 1985**

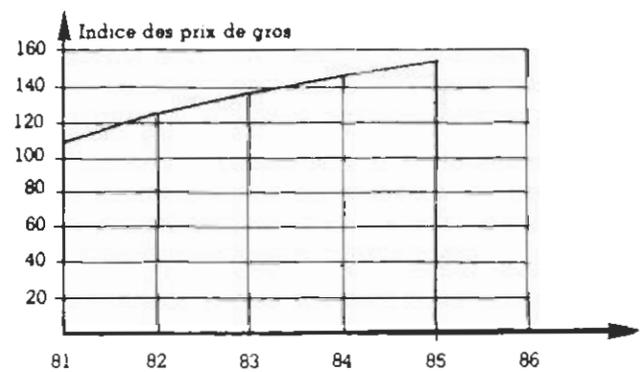
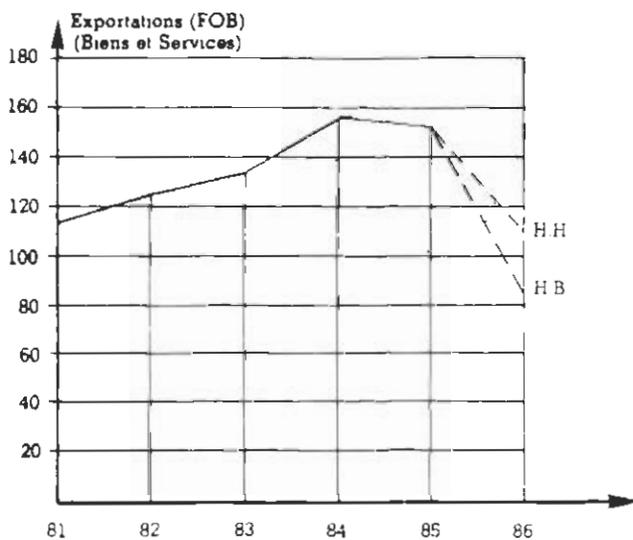
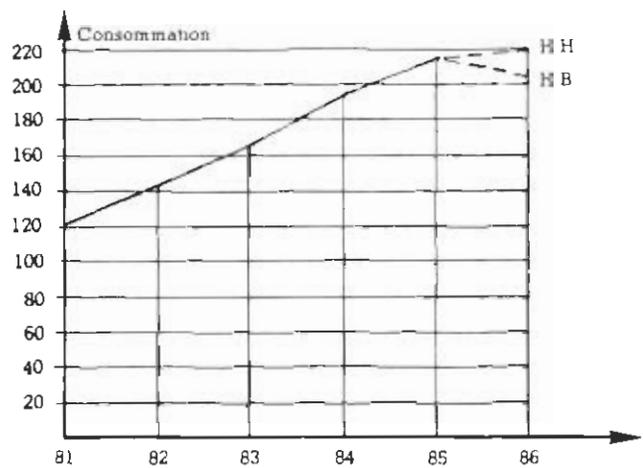
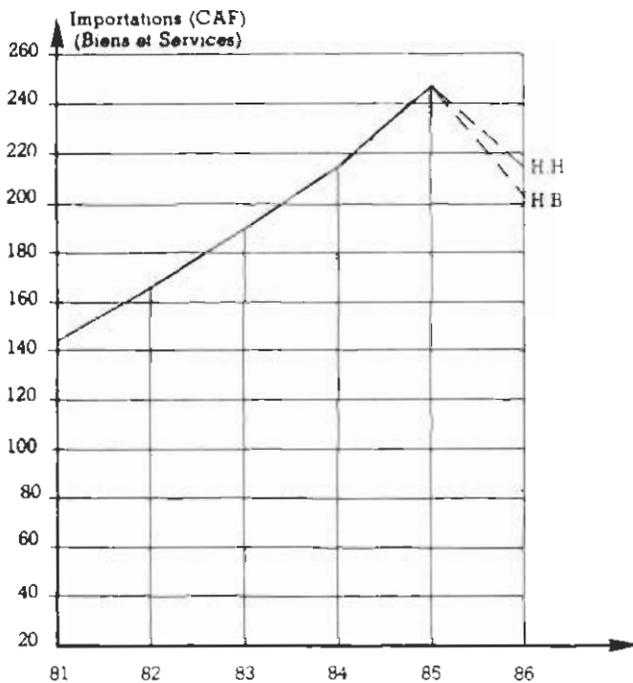
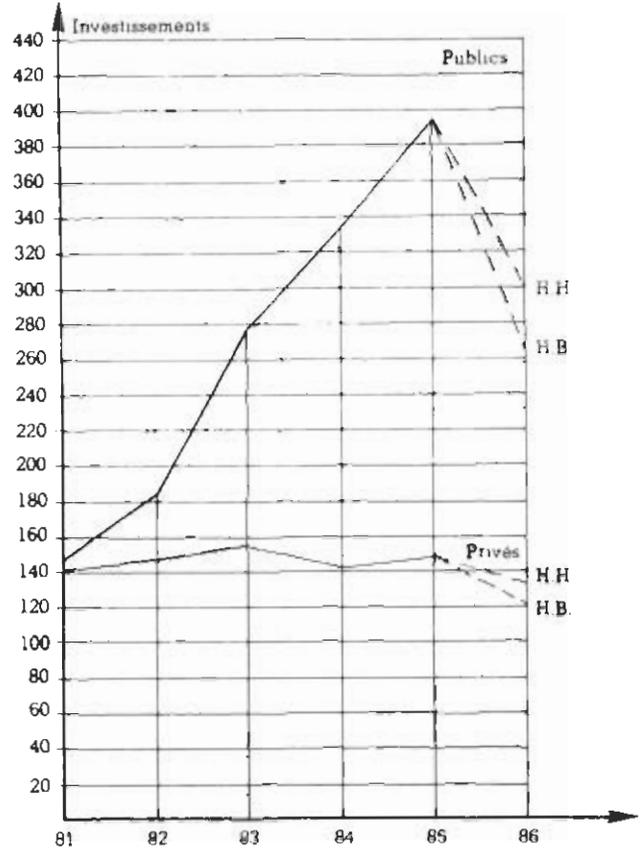
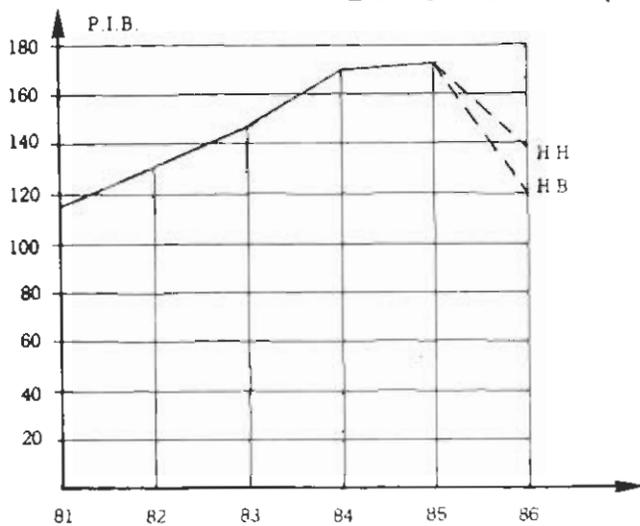
Ventilation par secteur administratif	Nombre	% du total
Administration Générale	4088	22,7
Administration Economique et Financière	1009	5,6
Information	540	3
Production	918	5,1
Transports	576	3,2
Infrastructures et Equipements	828	4,6
Education	6268	34,8
Sanitaire et Social	3080	17,1
Enseignement Supérieur	306	1,7
Justice	396	2,2
TOTAL	18 009	100

Ventilation par province	Nombre	% du total
Estuaire	11 274	62,6
Haut-Ogooué	919	5,1
Moyen-Ogooué	306	1,7
Ngounié	792	4,4
Nyanga	468	2,6
Ogooué-Ivindo	432	2,4
Ogooué-Lolo	396	2,2
Ogooué-Maritime	540	3
Woleu-Ntem	1 189	6,6
Extérieur	1 693	9,4
TOTAL	18 009	100

Source : Direction Générale du Budget.

ANNEXE N° 24

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DE 1980 A 1985 (indice base 100 = 1980)



H H: Hypothèse haute
H B: Hypothèse basse

COMMUNIQUE FINAL PARTIEL DU CONSEIL DES MINISTRES
DU 8 NOVEMBRE 1985

... Abordant l'ordre du jour, basé principalement sur l'examen de la loi de finances 1986, le Conseil a entendu une communication du Président de la République sur les grandes lignes qui ont guidé la confection du budget pour l'exercice 1986, à savoir, maintien de l'austérité, gestion rigoureuse des crédits mis à la disposition de chaque département. Sur ce point, le Chef de l'Etat a demandé au ministre chargé des sociétés d'Etat d'inviter les directeurs généraux des sociétés d'Etat à une gestion plus rigoureuse afin de générer des bénéfices devant contribuer au développement de notre pays. Il a par ailleurs condamné la pratique de ces responsables qui se passent souvent de l'autorité du ministre de tutelle dans la gestion de ces sociétés.

Le Président de la République a enfin confirmé sa décision d'octroyer à chaque province une somme de 500 000 000 francs qui devra être utilisée surtout dans des opérations de caractère social.

Présentant ensuite le budget, le ministre de l'Economie, des Finances et des Participations et le ministre de la Planification et de l'Aménagement du territoire ont, appuyant la communication du Chef de l'Etat, tour à tour, mis l'accent sur le contexte économique international particulièrement difficile dans lequel ce budget est confectionné, contexte marqué notamment par la chute du dollar et l'effondrement du marché pétrolier.

Cette situation préoccupante a amené les deux membres du gouvernement à beaucoup de prudence et de réalisme. Aussi ont-ils soumis au Conseil qui l'a approuvé, un budget arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 720 milliards de francs, répartis comme suit:

1/ – En recettes; recettes fiscales: 319 milliards, droits de douanes: 107 milliards, recettes non fiscales: 173,9 milliards, recettes en capital: 1 milliard, emprunts: 120 milliards, total: 720 milliards.

2/ – En dépenses; dette publique: 162 milliards, fonctionnement: 238 milliards, investissement: 320 milliards, total: 720 milliards.

Comme on le constate, ce budget est en diminution de 58 milliards par rapport au budget de l'année en cours arrêté depuis le collectif budgétaire du 30 septembre dernier à la somme de 778 milliards. Devant cette situation, le Conseil des ministres a décidé de revoir, surtout dans le sens d'un étalement dans le temps, l'exécution d'un certain nombre d'opérations, entre autres, la célébration des fêtes de l'indépendance à Mouila et à Lambaréné, fixée désormais en 1987 pour Mouila et 1988 pour Lambaréné, et peut-être en 1989 si le contexte économique et financier décrit ci-dessus est encore plus difficile.

Cette décision présente l'avantage d'exécuter dans la sérénité tous les travaux retenus, ce qui répond aux vœux des populations de ces villes qui seront ainsi dotées de structures et infrastructures fiables, contribuant à leur embellissement et favorisant leur développement.

Les travaux prévus pour Mouila et Lambaréné se poursuivront donc normalement sans interruption jusqu'aux dates annoncées plus haut...

**ORDONNANCE RECTIFICATIVE
003 DU 11 AVRIL 1986**

... **ARTICLE 1er** : Sont autorisées les réductions de recettes et dépenses détaillées en annexes 1 et 2 pour un montant de **CINQUANTE MILLIARDS CINQ CENT MILLIONS DE FRANCS CFA.**

ARTICLE 2 : Le budget de l'Etat est arrêté à la somme de **SIX CENT SOIXANTE DIX MILLIARDS TROIS CENT MILLIONS DE FRANCS CFA,** ventilés comme suit, en millions de F. CFA.

Recettes :

Recettes fiscales	435.000
Recettes non fiscales	114.400
Recettes en capital	100
Emprunts	120.800
	<u>670.300</u>

Dépenses :

Dette Publique	158.500
Fonctionnement	232.500
Investissements	278.500
Prêts et Avances	800
	<u>670.300</u>

...

ACHEVE DE REDIGER LE 31 MARS 1986

MULTIPRESS - GABON
B.P. 3875 LIBREVILLE
D.L. 852/5/86